

Vierte Sitzung – Quatrième séance

Mittwoch, 7. Februar 1990, Vormittag
 Mercredi 7 février 1990, matin

08.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Ruffy

89.032

Atomenergie. Volksinitiativen Energie nucléaire. Initiatives populaires

Botschaft und Beschlussentwurf vom 12. April 1989 (BBl II, 1)
 Message et projet d'arrêté du 12 avril 1989 (FF II, 1)

M. Savary-Vaud, rapporteur: Le débat et les controverses à propos de l'énergie nucléaire se sont intensifiés dans notre pays depuis l'accident survenu le 26 avril 1986 dans la centrale de Tchernobyl. Dans les mois qui ont suivi, deux initiatives populaires ont été déposées, l'une intitulée «Halte à la construction de centrales nucléaires», favorable à un moratoire, et l'autre, «Pour un abandon progressif de l'énergie atomique». Elles ont toutes deux abouti dans les délais légaux, ce qui nous vaut de les examiner aujourd'hui. Il y a unité de matière entre ces deux initiatives, et nous vous proposons donc de les traiter toutes les deux dans un même débat.

La commission a procédé à un certain nombre d'auditions. Des représentants des deux comités d'initiative ont été entendus tout d'abord; puis, se sont exprimés devant la commission, des représentants de l'économie, de l'économie électrique, le sous-secrétaire d'Etat à l'énergie de Suède, et enfin plusieurs experts du groupe «Scénario énergétique». La commission a également examiné un nombre impressionnant de documents et de rapports sur les problèmes énergétiques. Je me limiterai à l'essentiel, en essayant de ne pas trop entrer dans les détails techniques.

L'initiative sur le moratoire est justifiée comme suit par les représentants du comité: elle vise à empêcher pendant dix ans la construction, la mise en service ou l'exploitation de nouvelles installations productrices d'énergie nucléaire. Les initiateurs sont pleinement conscients qu'un moratoire n'est pas un instrument de politique énergétique. Ils soutiennent de ce fait le nouvel article constitutionnel. Ils revendiquent, de surcroît, la mise en place immédiate d'une véritable politique en matière d'utilisation optimale des ressources énergétiques et d'une véritable politique de substitution. S'il devait s'avérer, à l'échéance des dix ans, qu'une politique très ferme de promotion et d'amélioration des rendements énergétiques se heurte à des obstacles insurmontables autres que le manque de volonté, le moratoire légal ouvre la perspective d'un recours au nucléaire. Enfin, les initiateurs s'inscrivent en faux contre l'insertion contenue dans le message du Conseil fédéral selon laquelle l'initiative ne s'éloigne guère du moratoire de fait actuel car le moratoire de fait ne s'accompagne d'aucun programme crédible d'économies d'énergie, et c'est ce que veulent les initiateurs.

Les représentants de l'initiative «Pour un abandon progressif de l'énergie atomique» vont beaucoup plus loin puisqu'ils demandent de renoncer dès maintenant à la construction de nouvelles centrales et de prévoir la désaffectation des centrales existantes le plus rapidement possible, mais au plus tard dans les années 2020 à 2030. Ils sont persuadés que nous pouvons nous passer de l'énergie nucléaire pour autant que nous renforcions les mesures d'économies d'énergie et que nous

ayons recours aux énergies renouvelables, aux installations thermiques fossiles à couplage chaleur/force, de faible capacité. Ils s'appuient pour rendre crédible leur initiative sur le scénario «Abandon» tel que l'ont prévu les experts du groupe «Scénario énergétique» et qui nous montre tout ce qu'il y a lieu de mettre en place ainsi que le coût de cette politique de renoncement.

Les représentants de l'économie et de l'économie électrique sont évidemment d'un autre avis et s'opposent à ces deux initiatives. Ils nous ont rappelé que la mission des entreprises d'électricité était d'assurer un approvisionnement en électricité sûr, suffisant, à des conditions économiques acceptables et en ménageant au mieux l'environnement. Ils doutent fort que cette mission puisse être remplie à l'avenir si on les prive de l'énergie nucléaire qui produit actuellement le 40 pour cent de l'électricité. Ils estiment que des économies peuvent être faites mais que tous les efforts se traduiront par une économie de un pour cent par année; autrement dit, la progression de la consommation ne sera ralentie que de un pour cent par année. Ils affirment également que le recours aux énergies dites «alternatives» ne contribuera que peu à régler les problèmes d'approvisionnement.

Quant aux experts du groupe «Scénario énergétique», ils nous ont apporté quantité de renseignements scientifiques et nous ont fait part de leurs perspectives sur l'avenir énergétique. Sur certains points, leurs avis divergent, mais tous reconnaissent les méfaits de la combustion des énergies fossiles sur notre environnement.

Venons-en aux travaux et aux décisions de la commission. A une forte majorité, elle vous recommande, comme le Conseil fédéral, de proposer le rejet de ces deux initiatives. Les raisons sont diverses et je les exposerai par ordre d'importance.

En tout premier lieu, vient la pollution de l'air. Un véritable cri d'alarme a été lancé par de nombreux scientifiques pour que tout soit entrepris ces prochaines années afin de limiter l'effet de serre. Pour arriver à des résultats concrets sur le plan mondial, l'utilisation de ces énergies fossiles doit être diminuée, et cette diminution doit être plus forte dans les pays industrialisés pour donner une chance de développement aux pays du tiers monde. Dans ce combat pour diminuer les émanations de gaz carbonique et d'autres substances nuisibles, il devient de plus en plus évident qu'il serait faux de se priver de l'énergie nucléaire, une des rares énergies propres.

La deuxième raison est d'ordre économique. Nous avons une industrie de haute technologie et nous avons besoin d'énergie, et notamment d'électricité, pour mettre en valeur les matières premières que nous importons. De plus, toutes les entreprises se modernisent, grâce à la robotique et à l'informatique. Il en est de même dans l'administration. Vous venez d'accepter dans le cadre du budget les 160 millions de francs nécessaires à l'informatisation de l'administration. Tout cela va augmenter nos besoins en électricité. Dans un tel contexte, je ne crains pas de dire que, privé aujourd'hui d'une partie de son électricité, notre pays serait vite paralysé. Certes, des économies peuvent et doivent être faites ces prochaines années; la commission en est consciente et les recommande. Mais celles-ci se feront avant tout par le biais de la consommation des énergies fossiles, nécessaires au chauffage et au trafic. De plus, il faudra du temps pour arriver à des résultats. A ce propos, il est intéressant de voir ce qui se passe en Suède où deux centrales nucléaires devront être fermées d'ici cinq ans par décision populaire. Le gouvernement avait beaucoup misé sur les économies d'énergie, sur la recherche, sur les énergies dites alternatives. Or, il semble bien aujourd'hui que cela soit insuffisant et que des centrales énergétiques fonctionnant au gaz naturel ou au charbon devront être construites pour éviter la pénurie en électricité. Cruel dilemme pour ceux qui veulent avant tout protéger l'environnement!

Chez nous aussi, et peut-être plus qu'ailleurs, il faut constater que l'électricité occupe une fonction-clé. Elle peut remplacer n'importe quelle énergie mais, dans de nombreux domaines, elle est elle-même irremplaçable, par exemple pour l'éclairage, la mécanique, l'électronique, les télécommunications, etc. Ainsi, même si la part quantitative de l'électricité est faible dans certains domaines que je viens de citer, n'importe quel

systeme technique devra être remis en question si la production d'électricité n'est pas sûre et suffisante à l'avenir.

Qu'il me soit permis de dire encore, pour terminer, qu'il faut éviter de mettre la charrue devant les boeufs. Attendons de voir l'évolution politique réservée aux économies d'énergie, de voir leur application concrète. Ne renonçons pas au nucléaire tant que rien n'a été mis en place pour remplacer cette énergie propre. Nous savons ce que nous procure le nucléaire: 40 pour cent de notre électricité, une partie de notre bien-être, de nos emplois. Par contre, nous ne savons pas encore jusqu'où pourront aller les économies d'énergie, ce que nous pourrions mettre en place comme énergie renouvelable. Tout cela est encore hypothétique. Le moratoire, quant à lui, n'apporte pas de solution. Il ne fait que retarder une décision. Certes, dans l'intervalle, des mesures importantes d'économie devraient être mises en place. Mais elles dépendent de la volonté populaire, de la volonté du Parlement et nous aurons l'occasion d'en parler tout à l'heure. Elles ne peuvent être mises en place par un coup de baguette magique. Dès lors, dix ans, c'est long pour un moratoire qui nous prive de quelque chose, mais c'est court pour juger des mesures qui ne se mettent en place que très lentement.

En conclusion, la commission vous invite par 12 voix contre 7 et 2 abstentions à accepter l'arrêté fédéral qui propose le rejet de l'initiative «Halte à la construction de centrales nucléaires», le moratoire, et par 14 voix contre 7 d'accepter l'arrêté fédéral qui propose le rejet de l'initiative «Pour un abandon progressif de l'énergie atomique».

Basler, Berichterstatter: Wir sprechen heute von Energie. Was ist eigentlich Energie? Kaum ein Begriff ist so tiefgründig, so unverstanden und so schwierig erklärbar wie dieser. Sagen wir, die Energie sei die Fähigkeit, Arbeit zu leisten, so ist das erst eine Eigenschaft unter anderen. Dieser Blickwinkel zeigt aber schon die politische Brisanz. Nationen, die über Energievorräte verfügen – somit über solche Heinzelmännchen, andere sagen Energiesklaven –, sind im Vorteil gegenüber unserem Land, welches zur Deckung seines Energiebedarfes zu vier Fünfteln vom Ausland abhängig ist.

Ein Aspekt unseres Energieproblems ist daher die Verwundbarkeit unserer Energieversorgung, sprich unserer Fähigkeit, Arbeit zu verrichten. Eine weitere Eigenschaft der Energie ist, dass sie erhalten bleibt, und eine nächste, dass sie nicht rezyklierbar ist.

Die grosse Errungenschaft der industriellen Revolution, eigentlich ihr Auslöser, war die Umwandlung von Wärme in treibende Kraft, also in Arbeit. Damit konnten Maschinen konstruiert und angetrieben werden, zum Beispiel für den mechanisierten Bergbau. Der Mensch erhielt dadurch Zugriff auf fossile Brennstoffe, wie Kohle, später auch Erdöl und Erdgas, in solchen Mengen, dass der Energiepreis praktisch nur aus Förder- und Transportkosten bestand. So kam es zu einer unverantwortbaren Verschwendung von Energievorräten, die doch in erdgeschichtlichen Zeiträumen aus Sonnenenergie angelegt worden sind.

Aus dieser Freisetzung fossiler Energien ergibt sich eine andere Bewertung unseres Energieproblems als jene der Versorgungssicherheit, nämlich die Verschmutzung der Biosphäre unseres Planeten Erde. Könnte uns nicht die Kernenergie von diesen Problemen befreien? Hier werden nukleare Bindungsenergien freigesetzt, nicht mehr chemische wie bei den fossilen Energien mit ihren luftverschmutzenden Molekülen.

Die beiden Initiativen zwingen uns, auf diese grundsätzliche Frage einzugehen. Das Wunder der Kernenergie besteht darin, dass mit «nur» drei Kilogramm Uran 235 so viel Wärme produziert wird wie mit 6000 t Erdöl. Drei Kilogramm Uran stellen übrigens die tägliche Brennstoffmenge für Werke wie Gösgen oder Leibstadt dar. Im Reaktorkern, dem eigentlichen Ofen eines Kraftwerkes, entsteht somit die gleiche Hitze, wie wenn sie durch Oelbrenner erzeugt würde, die mit 5000 l Erdöl pro Minute gespeist würden. Das ist nahezu ein Hektoliter pro Sekunde! Die Energiedichte wird noch grösser bei schnellen Brutreaktoren. Dort kann die im engen Raum dauernd freigesetzte Wärme nur noch durch flüssige Metalle – durch Natrium – abgeführt werden.

Wird dieses «nukleare Feuer» durch Schnellschaltstäbe unterbunden, so muss der Druckbehälter eines 1000-Megawatt-Reaktors noch immer eine Radioaktivität – man nennt das ein radioaktives Inventar – sichern, das etwa dreissigmal grösser ist als jenes, das in Tschernobyl entweichen konnte. Die unter allen Umständen abzuführende Nachzerfallsenergie ist von gleicher Grösse wie die Heizenergie der Stadt Aarau im hohen Winter.

Wir erkennen daraus, wie technisch anspruchsvoll auch der Betrieb eines Kernkraftwerkes ist. Kernenergie darf man nicht in die Hände Unerfahrener geben! Für eine globale Energiestrategie ergibt sich daraus, dass nukleare Energieerzeugung nicht in Entwicklungsländer gehört, sondern in Staaten mit hochentwickelter Technik.

Was unsere nationale Energiepolitik anbetrifft, so ziehen wir aus dem Gesagten Folgerungen. Betreffend die Moratoriums-Initiative heisst das u. a.: Wir sollten im Kernenergiebereich weiterforschen, um zu Kernreaktoren zu kommen, die sich nicht überhitzen können, die sich in passiver Weise selber steuern und kühlen und womöglich keine mechanisch bewegten Teile im Kühlsystem aufweisen, weil diese Komponenten nie versagen dürfen. Kurzum: Wir wollen Reaktoren, die wir als inhärent sicher bezeichnen. Dieses Ziel ist aber nur mit der Option Kernenergie auf sinnvolle Art zu erreichen, ja überhaupt möglich; denn für eine Technik ohne Zukunft können wir keine Nachwuchskräfte motivieren. Man kann nicht aus der Kernenergie aussteigen und nach Belieben wieder in diese anspruchsvolle Technik einsteigen.

Wer findet, die heutige Reaktortechnik sei verbesserungsfähig, muss ein sachbezogenes und nicht ein zeitbezogenes Moratorium fordern, was bedeutet, dass keine neuen Werke mehr bewilligt würden, bis inhärent sichere Reaktoren entwickelt sind oder die Entsorgung der Brennelemente technisch, rechtlich und finanziell gesichert ist, d. h. bis baureife Projekte für Endlagerstätten vorliegen.

Nun zur Initiative für den Ausstieg aus der Atomenergie: Hier kommen noch folgende Erwägungen hinzu: Mit keiner Sparstrategie wird es gelingen, ausschliesslich mit erneuerbaren Energien auszukommen. Die Dampfmaschine von James Watt hat so viel Fortschritt, Wachstum und Wohlstand ausgelöst, dass sich nun zu viele Menschen auf unserem Planeten drängen, um noch mit der vorindustriellen Energiebilanz auszukommen. Wenn mit Wärme Elektrizität erzeugt werden muss – weil die erneuerbaren Energien dazu nicht ausreichen –, so stellt sich für uns nur die Frage, ob man den Dampf, der die Turbinenräder antreiben soll, nuklear oder mit fossilen Brennstoffen erzeugen will. Wir gehen dabei von den 6000 t Oel aus, die es täglich bräuchte, um die Leistung eines Werks wie Leibstadt oder Gösgen zu ersetzen. Zur Verbrennung dieses Oels braucht es 20 000 t Sauerstoff, und täglich würden neun Millionen Kubikmeter Kohlendioxid erzeugt, also das wichtige Spurengas, das für den Treibhauseffekt der Erdatmosphäre mitverantwortlich ist.

Vor drei Milliarden Jahren erzeugten Algen den ersten Sauerstoff, der das reiche Leben auf unserem Planeten ermöglichte. Dürfen wir nun den Prozess einfach umkehren und den eingelagerten Kohlenstoff wieder oxidieren, ihn als Kohlendioxid wieder freisetzen? Es wird nicht möglich sein, mit erneutem, zusätzlichem Energieaufwand diese bereits durch Energieübernutzung verschmutzte Umwelt zu reinigen. Hier gibt es keine Lösungsmöglichkeit. Also doch Kernenergie? Nun wird man sehen, auch sie bringt Verschmutzungsprobleme. Mit der nuklearen Asche belasten wir die Erdkruste, auch hier für erdgeschichtliche Zeiten, aber dies – so hoffen wir – nur punktuell und ohne Einfluss auf die Biosphäre. Wir haben Entsorgungsstrategien. Daher – so lautet die Antwort auf die Ausstiegs-Initiative – sollten wir nicht auf eine Technik zur Energiegewinnung verzichten, die das kleinere Übel sein könnte.

Was aber bleibt, ist die ethische Frage. Die aus einer überstürzt gewachsenen Technik entstandenen Probleme dürfen nicht gedankenlos den nächsten Generationen weitergegeben werden. Daher mein wiederholter Hinweis, dass Energie viel kostbarer ist, als dies im Preis von wenigen Rappen pro Kilowattstunde zum Ausdruck kommt. Unser Wohlstand beruht auf freier Marktwirtschaft, ja, aber auch die Energieverschwen-

dung auf zu billiger Energie. Ich persönlich finde darüber hinaus, Energie wäre das geeignete Steuersubstrat, um beide Ziele zu erreichen, nämlich die Energie haushälterisch zu nutzen und andere Bundessteuern zu ersetzen. Energie – und insbesondere Elektrizität – ist ein kostbares Gut und ihrem Wert entsprechend so sparsam wie möglich einzusetzen.

Die Initianten der beiden Volksinitiativen – und mit ihnen die Kommissionsminderheit – möchten dieses Ziel mit einer Angebotsverknappung verstärkt angehen. Die Kommissionsmehrheit findet, man sollte eine bessere Energienutzung durch einen Energieartikel in der Verfassung gesetzlich absichern.

Die Kommissionsminderheit wiederum findet, die Schweden seien für uns ein Beispiel. Sie haben beschlossen, aus der Kernenergie auszusteigen, und muten sich eine Lösung zu. Die Mehrheit der Kommission andererseits liest aus der schwedischen Energiepolitik das Gegenteil heraus. Ein Offenhalten von Optionen sei die bessere Politik, als vorerst den Grundsatzentscheid zu fällen und nachher nach Massnahmen zu suchen, gleichsam nach dem Motto: «Nach der Tat hält der Schweizer Rat.»

Daher lehnt Ihre Kommission die Moratoriums-Initiative mit 12 zu 7, die Ausstiegs-Initiative mit 14 zu 7 Stimmen ab und empfiehlt Ihnen somit Ablehnung beider Initiativen.

Weder-Basel, Sprecher der Minderheit: Namens einer Minderheit der Energiekommission des Nationalrats stelle ich Ihnen den Antrag, den Stimmbürgern die Moratoriums-Initiative mit der Empfehlung auf Annahme zu unterbreiten.

Die Moratoriums-Initiative wurde vor der Katastrophe von Tschernobyl konzipiert, die Ausstiegs-Initiative nachher. Die Moratoriums-Initiative wird von vielen Umweltorganisationen mitgetragen, und mehrere Parteien und rund achtzig Gruppen und Bürgerinitiativen unterstützen sie.

Die Moratoriums-Initiative nimmt Rücksicht auf eine «urschweizerische» Mentalität, und ich meine, man müsse das deutlich ausdrücken und zu unserer Bedächtigkeit stehen. Sie bringt keine Schocktherapie, sondern gibt genügend Zeit, eine auch von der Bevölkerung mitgetragene, umweltfreundliche, sichere und saubere Energiepolitik einzuleiten. Hier müsste ich ein paar Argumente anführen, wie die Energiepolitik aussehen sollte. Ich weiss aber, dass das nach mir viele Redner von unserer Seite machen werden, und daher verzichte ich darauf. Ich bemühe mich, mich möglichst schnell mit der Botschaft des Bundesrates auseinanderzusetzen, weil diese Botschaft ja bekanntlich im Abstimmungskampf eine wichtige Rolle spielt.

Auf Seite 19 führt der Bundesrat aus, dass wegen der Andersartigkeit des Reaktorkonzeptes ein ähnlicher Unfall wie in Tschernobyl in der Schweiz nicht möglich oder ausgeschlossen sei. Ich möchte daran erinnern: den ersten grössten Unfall, den es je gab – mit Ausnahme des verschwiegenen Unfalls in den fünfziger Jahren in Russland –, den ersten grossen Gau, gab es in Lucens 1969. Nach nur 13 Stunden Betriebsdauer ging dieser Reaktor kaputt. Ich frage mich schon, woher wir die Ueberheblichkeit nehmen zu sagen, unsere Reaktoren seien besser als die anderen. Das sagten die Russen auch, das sagten die Amerikaner, und das sagten die Franzosen. Die Russen hatten ihr «Tschernobyl», die USA ihr «Harrisburg», wir hatten unser «Lucens», in Frankreich droht in Malville eine grosse Gefahr, und in Fessenheim kennen wir den von Spannungen durchsetzten Reaktor drei, und der vierte soll auch nicht anders aussehen.

Wir können das nicht akzeptieren. Die Atomenergietechnik setzt völlige Fehlerlosigkeit der Menschen voraus. Zu unserem Menschsein gehört aber auch, dass wir Fehler machen dürfen.

Der Bundesrat hält auf Seite 20 sodann fest, der Entsorgungsnachweis für schwach- und mittelradioaktive Abfälle sei erbracht, und jetzt kommt die Ueberraschung: «Für die hochaktiven Abfälle ist die Sicherheit ebenfalls nachgewiesen.» Das haben Sie vorher von Herrn Basler gehört. Er hat ja die Sicherheit der Atomabfälle auch in Frage gestellt. Aber diese Aussage, Herr Bundesrat Ogi, in Ihrer Botschaft ist ganz eindeutig nicht wahr. Es stimmt nicht, dass der Nachweis erbracht ist, er ist auf der ganzen Welt nicht erbracht. Ich habe Angst, Herr

Bundesrat Ogi, dass Sie immer noch Ihren Nagra-Wissenschaftlern vorbehaltlos glauben. Da kommt mir das Märchen vom Wolf und den sieben Geisslein in den Sinn. Sie erinnern sich, dass der Wolf Kreide gegessen hat, und dann hat er Eintritt bei seinen sieben Geisslein erhalten. Und die Nagra-Wissenschaftler flüstern unserem Bundesrat die frohe Botschaft ins Ohr, das Problem sei gelöst, und sichern sich damit jährlich weiter Dutzende von Forschungsmillionen. Inzwischen sind wir bei 360 Millionen Franken angelangt, und das Problem ist von einer Lösung weiter entfernt denn je. Wir können das Problem gar nicht lösen. Ich möchte an dieser Stelle an den leider viel zu früh verstorbenen Bundesrat Ritschard erinnern. Da komme ich auch auf das Votum von Herrn Basler zurück. Sie haben gesagt, man hätte eine Initiative mit technischen Voraussetzungen lancieren können. Wir hatten ein Versprechen anno 1979 von Bundesrat Ritschard, welches lautete: «Gewähr wird dann bestehen, wenn für alle Abfallarten» – damit ist schwache, mittlere und hohe Radioaktivität verstanden worden – «vollständig ausgearbeitete, standortgebundene Projekte samt den zugehörigen Sicherheitsberichten vorliegen.» Wenn dies bis 1985 nicht der Fall sei, sagte er im Einvernehmen mit dem Gesamtbundesrat, dann müssten alle Atomkraftwerke in der Schweiz abgestellt werden. Herr Basler, Sie empfehlen uns, eine solche Initiative zu machen. Das war ja ein Initiativtext vom Bundesrat. Was in der Zwischenzeit passiert ist, das wissen Sie alle: Nichts!

Das Problem ist kaum zu lösen. An dieser Stelle wäre es wichtig, folgende Zitate zweier Geologen anzubringen. Herr Professor Burri aus Lausanne fragte: «Sollten die Geologen nicht endlich zugeben, dass sie in dieser Frage überfordert sind?» Professor A. Tollman aus Wien sagte: «Als Geologe hätte man allerdings die moralische Pflicht, sich für die Endlagersuche erst in dem Moment einzusetzen, wenn die letzte Atomanlage geschlossen ist, sonst wird nur jeder geringe Hoffnungsschimmer rücksichtslos zur 'Drauflos-Propaganda' der Nukleartechnologen missbraucht und Sicherheit vorgegaukelt, wo sie noch lange nicht in Sicht ist.» Das sind Meinungen unabhängiger Wissenschaftler.

Herr Bundesrat Ogi, jetzt drücke ich Ihnen auch noch mein grosses Bedauern darüber aus, dass Sie die EEK-Kommission aufgelöst haben. Ihr Grund war ja der, dass die Kommission völlig zerstritten gewesen sei. Ja, ums Himmelsgottswillen, das ist ja das Beste, was Ihnen passieren kann. Wenn eine Kommission völlig zerstritten ist, dann bekommen Sie die Nachricht von links und von rechts und von oben und von unten. Das ist doch die beste Kommission! Sie brauchen doch nicht eine Kopfnickerkommission, Herr Bundesrat Ogi. Lassen Sie sich nicht in die Irre führen. Sie wissen selbst, das Schweizervolk mag Sie gut, ich mag Sie gut, ich möchte Sie vor einer grossen Katastrophe bewahren. Sie sind auf dem direkten Weg dazu, ja, Sie stehen schon am Abgrund. Wenn jetzt in einem Atomkraftwerk der Schweiz etwas passiert, dann haben wir doch das grosse Theater.

Ich komme noch zu einem anderen Problem. Sie schreiben auf Seite 21, der Normalbetrieb von Atomkraftwerken sei völlig ungefährlich. Das ist auch wieder eine Aussage, die man so nicht stehenlassen kann, denn wer das sagt, ist nicht auf dem laufenden. Soeben haben in Wien die Verantwortlichen, von denen man sagt, sie verstehen etwas, gesagt, man habe sich im Niedrigdosenbereich um einen Faktor 3 getäuscht. Und Sie, Herr Bundesrat, und Ihre Leute schreiben, es sei völlig ungefährlich! Ich verstehe so etwas nicht. Ihre Leute sollten ja auch auf dem laufenden sein, was international passiert. Dann kommt noch alles andere dazu. Wir haben beim Uranabbau ungelöste Probleme, bei der Herstellung der Brennelemente, beim Betrieb von Atomkraftwerken, bei der Wiederaufbereitung der Brennstäbe und beim Transport des nuklearen Materials und des Mülls. Soeben wurde wieder – Sie haben es heute vielleicht gelesen – radioaktives Material nach Frankreich transportiert und ein Waggon auf dem Gleise in MuttENZ stehengelassen, unbewacht!

Eine seinerzeitige parlamentarische Anfrage bezog sich auf Transporte, und Sie haben gesagt, solche Transporte würden überwacht. Vorgestern abend stand in MuttENZ, neben Schweizerhalle, ein Waggon mit radioaktivem Material, und

zwei Greenpeace-Leute kletterten da herum und machten Fotografien. Was ist denn das für eine Art, mit solchem Material umzugehen?

Ich komme noch zu einem Lieblingsproblem, und das ist der Schweizer Atomstrom aus Schweizer Atomkraftwerken. Herr Bundesrat, Sie haben das zwar nicht gesagt, aber Herr Basler hat für die Mehrheit der Kommission gesprochen. Es gibt den «Schweizer Atomstrom» nicht aus Schweizer Atomkraftwerken. Wir beziehen das Uran von der Uran-Mafia, man sagt auch, von den Uran-Monopolisten. Dort spielt ja nicht einmal der Markt! Sie wollen uns in die Unabhängigkeit führen. Dabei führen Sie uns in neue Abhängigkeiten, weil dort der Markt nicht spielt. Dann kommt die Aufbereitung der Brennelemente. In Windscale hat es noch ein Fabrikchen, das einige Brennstäbe aufbereiten kann. Aber die einzige Fabrik, die leistungsfähig ist, ist in La Hague, in Frankreich. Diese haben die Preise für das Kilo angereichertes Uran bis jetzt – man kann es aus den Bilanzen nicht genau herauslesen; seit Anfang der siebziger Jahre – um das Vierzig- bis Fünzigfache erhöht. Das sind Monopolisten. Sie führen uns also in direkte Abhängigkeit.

Dann kommt die Abhängigkeit mit dem Atom Müll dazu. Herr Bundesrat Ogi, ab nächstem Jahr müssten wir den hochradioaktiven Müll zurücknehmen. Ich weiss nicht, wo Sie damit hinwollen. Man versucht ja jetzt, diesen Müll zu verglasen, aber man ist noch nirgends. Ich darf nur daran erinnern: Wenn Sie einen solchen Glasblock haben, Meter auf Meter, dann haben Sie im Zentrum eine Temperatur von 700 Grad und am Rand aussen noch 400 Grad. Und das sollen Sie auf ein paar-mal hunderttausend Jahre verstecken können. Hören Sie doch nicht mehr auf Ihre Nagra-Wissenschaftler, Herr Ogi, hören Sie doch die Konkurrenz an! Und auch Sie, meine Damen und Herren, stecken Sie doch nicht den Kopf in den Sand! Wir behandeln ein Thema, das nicht nur für uns lebenswichtig ist – für uns ist das ein Pappenstiel! –, aber für jene, die nach uns kommen. Es könnte doch einmal sein, dass andere Werte wieder in den Vordergrund rücken würden. Wir haben einen ausgesprochen materialistischen Zeitgeist. Wir wollen den Strom, wir wollen das und jenes. Alles, was machbar ist, machen wir. Wir zerstören nebenbei alles, die Tier-, die Umwelt. Aber das Schlimmste ist: Wir nehmen jetzt alle nach uns folgenden Generationen in die Pflicht, und das ist eine Unverschämtheit! Es tönt vielleicht sehr hart, aber es ist noch ein harmloser Ausdruck für das, was wir da machen. Stellen Sie sich vor: Wie sollen denn die Leute mit dem Müll einmal fertig werden? Man weiss ja nicht einmal, wie man solchen Müll einmal beschriften soll.

Noch etwas, Herr Bundesrat Ogi, in Ihrer Botschaft schreiben Sie vom «Restrisiko». Das Wort «Restrisiko» klingt, als hätten wir eine unabwendbare Gefahr glücklich auf ein Ausmass vermindert, das nur noch einem gewissen Rest von Risiko – vergleichbar mit dem Autofahren oder mit dem Flugverkehr – entspricht. Der Begriff «Restrisiko» ist aber irreführend. Mit der Einführung der Atomenergie haben wir ein völlig neues Gefahrenpotential geschaffen, das jede geschichtliche Erfahrung mit einer zivilen Technik überschreitet.

Noch ein weiteres Beispiel: In Tschernobyl wurden nur 3,5 Prozent der möglichen Radioaktivität frei. Man muss sich das einmal vorstellen, meine Damen und Herren, die Sie gern den Kopf in den Sand stecken! Nur 3,5 Prozent wurden frei! Die restlichen 96,5 Prozent wurden glücklicherweise noch gepackt. Aber schon wenn 7, 8 oder 10 Prozent frei geworden wären, wäre halb Europa unbewohnbar geworden.

Noch etwas in diesem Zusammenhang: Soeben ging durch die Presse, es müssten 500 weitere Dörfer um Tschernobyl evakuiert werden. Ich weiss nicht, wie es Ihnen zumute wäre, wenn Sie wüssten, Sie müssten ausziehen. Aber Pripiyat, eine Stadt mit 30 000 Einwohnern, wurde bekanntlich schon evakuiert, und jetzt wird die Stadt niedergewalzt. Eine Stadt, die während Jahrhunderten gewachsen ist, wird jetzt niedergewalzt. Herr Dreher lacht natürlich; er fährt dann mit dem Auto hin, wenn es soweit ist. Er hätte Pech, wenn er einen «Platten» hätte. (Heiterkeit)

Ein letzter Punkt: Wir erleben heute, dass man uns so etwas wie den Stromnotstand publik machen will. Lesen Sie den

heutigen «Blick»! Wir produzieren 59 Milliarden Kilowattstunden pro Jahr, und 44 Milliarden verbrauchen wir. Wir haben also da eine Differenz von 15 Milliarden Kilowattstunden. Man kann doch nicht immer den Stromnotstand ausrufen! Man höre doch endlich auf mit solchen Sachen! Die Moratoriums-Initiative gibt uns die notwendige Zeit, um eine weitsichtige und umweltfreundliche Energiepolitik einzuleiten. (Teilweiser Beifall)

Ledergerber, Sprecher der Minderheit: Herr Weder hat Ihnen schon sehr viel gesagt. Ich muss das alles nicht wiederholen. Ich spreche für die Sozialdemokratische Partei.

Wir sind der Auffassung, dass die nukleare Option – wie Sie hier so schön sagen – eine Fehlentwicklung ist, in die wir und in die die ganze zivilisierte Welt hineingelaufen sind. Diese Technologie beinhaltet eine Risikosituation, die unser Fassungsvermögen übersteigt. Wir haben einerseits die Gefahr von sehr, sehr grossen Schäden, andererseits haben wir – wenn die Technologie beherrscht wird, das ist eine wichtige Einschränkung – eine sehr geringe Wahrscheinlichkeit, dass diese Schäden eintreten.

Wir nennen dies eine pathologische Risikosituation, weil weder die Versicherungen noch die Wahrscheinlichkeitstheoretiker, noch die Sicherheitsfanatiker, noch das Volk mit dieser Risikosituation vernünftig umgehen können.

Es ist richtig – Herr Basler hat das gesagt –, man darf diese Technologie nur Leuten in die Hände geben, die sie wirklich beherrschen. Man dürfe sie nicht den Entwicklungsländern geben, hat er gesagt, aber ich frage mich: Wo ist denn die Grenze bei den Völkern, die diese Technologie beherrschen können? Wenn Sie in den letzten Wochen die Zeitungen gelesen haben, dann haben Sie festgestellt, dass die zehntgrösste Industriemacht dieser Welt, die Deutsche Demokratische Republik, bei ihren Nuklearkraftwerken eine Risikosituation hat entstehen lassen, die einem das Blut in den Adern gefrieren lässt; die dazu führt, dass nun halb Westeuropa hingeht und sagt: «Stellt ab, wir werden versuchen, Euch den Strom zu liefern. Wir können dieses Risiko nicht tragen.» Wer garantiert Ihnen, dass nicht ähnliche Verhältnisse am einen oder andern Ort in Westeuropa, in den USA oder wo auch immer herrschen? Auch an Orten, wo man glaubt, dass solche Vorkommnisse nicht passieren.

Wir haben weitere Punkte – ich will sie nicht im Detail ausführen –: Die Entsorgungssituation ist nach wie vor nicht geregelt. Die Nagra hat nach mehreren Hundert Millionen Franken Investitionen nur das nicht gefunden, was sie gesucht hat, nämlich die grosse Kristallinscholle, wo sie die Abfälle versorgen könnte. Man versucht jetzt, in die Sedimente auszuweichen, aber ist nicht so weit, ein Konzept anbieten zu können.

Ich erinnere Sie an die Proliferation. Sie erinnern sich an den Nukern-Skandal um die Firma Transnuklear in der Bundesrepublik Deutschland, der schlagartig deutlich gemacht hat, dass zwischen der sogenannt friedlichen Nutzung der Atomenergie und der nicht friedlichen, der terroristischen und kriegerischen Nutzung eben ein direkter Zusammenhang besteht.

Wir kommen langsam, aber sicher zum Schluss, dass es die unerschöpfliche, saubere, billige, risikofreie Energiequelle nicht geben kann und nie geben wird. Es ist eine infantile Phantasie zu glauben, dass wir immer mehr von allem haben könnten und dass uns keine Grenzen gesetzt sind. Es ist besser für uns, wenn wir endlich zur Kenntnis nehmen, dass uns ökologische Grenzen, Grenzen von der Energieverfügbarkeit her, auch Grenzen von der Klimaseite her gesetzt sind. Wir können nicht alles haben, und unsere Zivilisation muss lernen, mit diesen Begrenzungen umzugehen. Das ist ja auch kein Schaden, denn nur aus der Begrenzung entsteht Erneuerung, entsteht Erfindung, entsteht Innovation.

Die Schweiz ist das geworden, was sie heute ist, weil sie begrenzte Ressourcen hatte, weil sie etwas entwickeln musste mit Wenigem. Das ist eine Chance, und die müssen wir packen.

Was will diese Initiative? Die Atom-Initiative will einen sorgfältigen, geordneten und langfristigen Rückzug aus einer verhängnisvollen Fehlentwicklung. Es ist nicht ein Experiment, es

geht nicht darum, wie Herr Savary Ihnen angedroht hat, Maschinen abzustellen, Lichter ausgehen zu lassen und die Bürgerinnen und Bürger wieder auf die Bäume zu treiben. Dies ist eine zu billige Argumentation. Es ist noch nie in diesem Land eine Initiative und politische Stossrichtung so gründlich vorbereitet worden wie diese Ausstiegs-Initiative. Ich muss Sie an die Expertenkommission erinnern, die der Bundesrat eingesetzt hat, die in wenigen Jahren, in kurzer Zeit, eine Riesenarbeit geleistet und die einen Schlussbericht vorgelegt hat, der seinesgleichen in ganz Europa sucht.

Der Schlussbericht der Eges ist fachlich von hoher Qualität und hat deutlich gemacht, dass der Ausstieg aus der Atomenergie nicht nur möglich ist, sondern dass er volkswirtschaftlich eine wesentlich günstigere Strategie und Entwicklung darstellt als das Weitergehen auf dem nuklearen Pfad.

Der Eges-Bericht hat auch gezeigt, dass ökologisch ein Ausstieg aus der Kernenergie besser ist und dass wir im Jahr 2020 weniger lufthygienische Belastungen haben werden aus dem Energiebereich, als wenn wir so weiterwursteln wie heute, selbst wenn wir eine schwache Sparpolitik verfolgen werden. Dieses Resultat hat einigen Leuten in diesem Lande nicht gepasst. Darum hat man diese Expertenkommission und ihr Resultat abgewürgt, bevor es überhaupt erschienen war. Die Energiewirtschaft hat, wenn man so sagen darf, ihre Knallfrösche in der Kommission gezündet und versucht, das Ganze zu desavouieren.

Wenn Sie sich einmal die Mühe nehmen, diese Berichte anzuschauen und zu studieren und zu vergleichen, dann werden Sie auch zum Schluss kommen, dass wir hier drinnen noch nie Entscheide gefasst haben, die auf bessere Grundlagen, auf bessere Kenntnisse abgestützt waren.

Der Ausstieg aus der Kernenergie würde uns technologische Chancen öffnen, denn er fordert unsere Wissenschaftler, unsere Techniker und unsere Industrie auf, endlich vorwärtszumachen mit den neuen Möglichkeiten, die da sind. Es ist kein Geheimnis mehr, dass wir, wenn wir etwas mehr Geld investieren und uns etwas Zeit nehmen, mit der Hälfte der Energie, die wir heute brauchen, all das machen könnten, was wir heute machen.

Sie haben mit dem Postulat Kaiseraugst deutlich gemacht, dass Sie die Option Kernenergie offenhalten wollen. Aber was heisst denn das, Option Kernenergie in der Schweiz offenhalten? Herr Fischer hat es in der Kommission gesagt: Wenn diese beiden Initiativen vom Volk abgelehnt werden würden, dann müsse endlich mit Graben vorwärtsgemacht werden. Meine Damen und Herren: Ist Graben für Sie eine nukleare Option? Ist das eine reale politische Möglichkeit in diesem Land? Sagen Sie mir, wo die nukleare Option in diesem Lande in den nächsten Jahrzehnten zu verwirklichen ist. Sagen Sie mir einen einzigen Standort, wo Sie tatsächlich bauen könnten. Das ist doch auch eine politische Realität, das ist doch auch eine politische Option, dass Sie eben diese energiewirtschaftliche Strategie nicht weiterverfolgen können.

Zum Schluss möchte ich Ihnen noch etwas zur CO₂-Geschichte sagen: Wir sind daran – auch wenn die Wissenschaftler die Modelle immer noch nicht fertiggestellt haben, sie werden das erst haben, wenn die Katastrophe eingetreten sein wird –, global ein physikalisches Experiment zu veranstalten, das uns allen ins Auge gehen könnte. Die globale Klimakatastrophe ist möglich geworden, und wir arbeiten jeden Tag daran, dass sie kommt.

Nun stellt sich die Frage, wie wir an dieser CO₂-Geschichte vorbeikommen. Es gibt nun viele Leute, die sagen, die Kernenergie sei die Lösung. Wenn wir den Wissenschaftlern glauben, sehen wir, dass das so einfach nicht der Fall ist. Es zeigt sich, dass jede energiewirtschaftliche Strategie, die auf optimale Nutzung ausgerichtet ist, drei- bis viermal mehr bringen kann in den nächsten zwanzig Jahren, als jede noch so forcierte nukleare Ausbaustategie. Da gäbe es mindestens einen energiepolitischen Ansatz, wo wir Konsens herstellen könnten. Auch jene Mitglieder in diesem Rat, die weiterhin Kernkraftwerke bauen möchten, kommen nicht darum herum, eine intensive, starke Spareffizienzstrategie zu verfolgen. Das wollen wir auch. In diesem Punkt könnten wir uns treffen. Wir sind aber leider noch sehr, sehr weit davon entfernt und wer-

den das heute auch wieder sehen, wenn wir den Nutzungsentschluss beraten werden.

Wir von der Sozialdemokratischen Partei und von den anderen unterstützenden Organisationen – die Umweltorganisationen haben unsere Initiative auch unterschrieben – empfehlen Ihnen, eine Ja-Empfehlung auszusprechen für die Atom-Initiative, dem Schweizervolk zu empfehlen, den Ausstieg in Angriff zu nehmen, einen geordneten, sorgfältigen Rückzug aus einer Entwicklung, die für uns unabsehbare Gefahren beinhaltet.

Schüle: Diese politischen Zwillinge, die Moratoriums- und die Ausstiegs-Initiative, weisen zwei Wege zum gemeinsamen Ziel, von der Kernenergie wegzukommen. Sie sind lanciert worden unter dem Eindruck des Reaktorunglücks von Tschernobyl, das die Kernenergie an sich in Verruf gebracht hat. Mit der nun vierjährigen Distanz können wir die Frage, wie wir es mit der Kernenergie halten wollen, in einem Klima der Sachlichkeit, wenn auch nicht emotionslos, behandeln. Die Verängstigung gegenüber der Nukleartechnik hat in letzter Zeit einer realistischeren Betrachtungsweise Platz gemacht, und das ist gut so, denn Angst ist immer und überall ein schlechter Ratgeber. Wir wissen heute auch, dass «Tschernobyl» nicht einfach dasteht als Inbegriff für die Atomenergie. «Tschernobyl» ist ebenso Ausdruck einer unzulänglichen Technik, eines fehlenden Risikobewusstseins und eben letztlich auch Resultat und Spiegelbild eines maroden Gesellschafts- und Wirtschaftssystems. «Tschernobyl» bleibt uns aber Mahnung, wie man mit Risiken nicht umgehen darf.

Die Initiativen geben Anlass, unsere Einstellung zum Risiko generell und zur Kernenergie im besonderen vorurteilslos zu überprüfen. Wir müssen dabei unsere Überlegungen in einen grösseren, in einen globalen Rahmen stellen. Wir wissen, dass der Weltenergieverbrauch wegen der noch nicht unter Kontrolle gebrachten Bevölkerungsexplosion stark ansteigen wird. Und wir wissen, dass ein Wirtschaftswachstum für die Ueberwindung von Hunger und Elend auf dieser Welt notwendig ist und einen vermehrten Energieeinsatz erfordert. Schon darum müssen wir auch in der Zukunft alle verfügbaren Energien nutzen. Die Industrieländer sollen dabei die anspruchsvolleren Technologien anwenden, weil die Entwicklungsländer voll auf die Nutzung der fossilen Energien, und das zu tragbaren Preisen, angewiesen sind. Das ist eine eminent entwicklungspolitische Dimension dieser ganzen Energiefrage.

Jede Energieform hat ihre besonderen Risiken, und die Hauptrisiken sind internationale oder gar globale Risiken. Ihnen stehen wir in der Schweiz mit einem sehr bescheidenen Handlungsspielraum gegenüber. Die langfristige Energiefrage ist schon längst vom Ressourcen- zum Umweltproblem geworden. Die fossilen Energieträger, so weit sie heute bekannt sind, dürften noch für mindestens zwei Jahrhunderte ausreichen. Andererseits verdoppelt sich aber das CO₂ in der Atmosphäre in einer Zeitspanne von nur fünfzig bis siebzig Jahren. Die Gefahren des Treibhauseffektes sind von uns spät erst zur Kenntnis genommen worden, und diese Gefahren sind real. Ökologische Katastrophen zeichnen sich ab, wenn wir nicht weltweit zu einem umweltgerechten Energiesystem kommen.

Die unkontrollierte Endlagerung des durch die Verbrennung entstehenden CO₂ in der Atmosphäre könnte sich aber sehr rasch als sehr viel heikler erweisen als die kontrollierte Endlagerung von radioaktiven Abfällen in geeigneten geologischen Formationen.

Aus der ökologischen Gesamtproblematik heraus ergibt sich, dass wir dem Energiesparen eine hohe Priorität zumessen müssen. Wir machen selbstverständlich mit, wenn es darum geht, mit geeigneten Mitteln dem sparsamen und effizienten Energieeinsatz zum Durchbruch zu verhelfen. Aber selbst wenn es uns gelingt, den Energiebedarf vom Wirtschaftswachstum abzukoppeln, wird der Stromverbrauch weiter zunehmen. Die Elektrizität ist und bleibt die Schlüsselenergie, ohne die auch das vielgepriesene, weil unweltschonende qualitative Wachstum nicht denkbar ist. Denken wir nur an die stromintensiven Umweltschutzmassnahmen, an den öffentlichen Verkehr, an die vielen neuen Anwendungen im Dienstleistungsbereich, überhaupt an die Bedürfnisse der entste-

henden Informationsgesellschaft. Unser neu eröffnetes Informationszentrum im Bundeshaus ist ein schlagendes Beispiel dafür, und es ist vielleicht sogar symptomatisch, dass ich dort fast ausschliesslich Kolleginnen und Kollegen aus den linken und grünen Fraktionen antreffe.

Mit der Frage des künftigen Wachstums ist aber auch unser Wohlstand angesprochen, den wir, das geben wir offen zu, erhalten wollen. Dabei streben wir ein qualitatives Wachstum an, wie es der Bundesrat in seinen Legislaturzielen definiert hat. Dabei handelt es sich um ein Wachstum mit nicht mehr, sondern eher weniger nicht erneuerbaren Ressourcen, mit nicht mehr, sondern weniger Belastung der Umwelt. Dazu brauchen wir aber eine leistungsfähige Wirtschaft. Auch unsere Sozialwerke setzen Wachstum und Wohlstand voraus. Nach Aussagen von Bundesrat Cotti ist beispielsweise zur längerfristigen Sicherung der AHV ein minimales reales Wirtschaftswachstum von 2 Prozent im Jahr nötig. Wenn aber unsere Wirtschaft konkurrenzfähig bleiben und weiter wachsen soll, so muss sie sich auf eine marktwirtschaftliche Ordnung abstützen können und auf ein Energieversorgungssystem, das zu jeder Zeit genügend Energie zur Verfügung stellt. Das ist jedoch in keiner Weise eine Absage an den effizienten Energieeinsatz. Die vorhandenen Sparreserven sind selbstverständlich überall zu nutzen, wie das viele Industriebetriebe in vorbildlicher Weise bereits getan haben. Wir können das notwendige Energiesparen aber nicht mit einer künstlichen Energieverknappung erzwingen, wie sie bei einem Verzicht auf die Kernenergie zwangsläufig eintreten würde. Der grösste Konstruktionsfehler der beiden Initiativen ist aber, dass sie einseitig auf der Produktionsseite und nur bei einem Energieträger ansetzen und uns in der Nutzung der Kernenergie blockieren. Die Forderung der Ausstiegs-Initiative, dass elektrische Energie gespart, besser genutzt und umweltverträglich erzeugt wird, bleibt im Gegensatz dazu eine blosser Deklamation. Erst bei der Umsetzung dieser Verfassungsziele auf der Gesetzesstufe würde der Bürger mit dem Inhalt und den konkreten Massnahmen konfrontiert.

Die von den Initianten angenommenen Stromsparerpotentiale sind zudem unrealistisch hoch. Sie hätten eine staatliche Regulungsdichte zur Voraussetzung, die im demokratischen Meinungsbildungsprozess einfach keine Chance hat. Nun ist es eine Binsenwahrheit, dass ein dreiprozentiger Zuwachs im Stromverbrauch in einer Zeitspanne von bloss fünf bis sechs Jahren zu einem zusätzlichen Bedarf von einem Kernkraftwerk der Grösse des KKW Leibstadt führt. Weil die Wasserkraftreserven weitgehend ausgeschöpft sind, stehen uns zur Deckung des absehbaren Mehrbedarfes an Elektrizität nur wenige Möglichkeiten offen: in leider nur geringer Masse die erneuerbaren Energien und daneben die Kernenergie, wenn wir nicht im grossen Stile auf thermische Kraftwerke auf fossiler Basis ausweichen wollen.

Kein Ausweg ist sicher der verstärkte Stromimport, der unsere Auslandsabhängigkeit – und zwar die ganz kurzfristige direkte Abhängigkeit vom Ausland – in fataler Weise erhöhen würde. Bereits in der Vergangenheit hat sich die schweizerische Elektrizitätswirtschaft in Frankreich Bezugsrechte von 1840 Megawatt gesichert, was zwei Kraftwerken der Grössenordnung Leibstadt entspricht.

Dieser importierte Strom kommt jedoch auch wieder aus Kernkraftwerken, womit wir unsere Sicherheitsprobleme einfach exportieren. Unsere Sicherheit wird auf diesem Wege höchstens vordergründig grösser.

Das ist das politische und wirtschaftliche, das gesellschaftliche und umweltmässige Umfeld, in dem wir diese zukunfts-trächtigen Fragen in der Energiepolitik zu entscheiden haben. Es geht bei den Initiativen nicht um die Frage, ob man auf die weitere Nutzung der Kernenergie verzichten will, sondern vordringlich um die Frage nach dem Preis. Gerade diese zentrale Frage wird aber von den Initianten beschönigend heruntergespielt, und sie berufen sich dabei – wie das Herr Ledergerber wieder getan hat – auf die umstrittenen Arbeiten der Eges. Eigentlich hätte man aber diese Szenarien konkretisieren und zum Inhalt von Volksinitiativen machen müssen. Im Grunde genommen haben wir kaum echte Optionen.

– Wollen wir die Augen vor den Tatsachen verschliessen und

das Strommanko künftig einfach mit zusätzlichen Importen aus dem Ausland decken? Oder wollen wir den Weg zurück einschlagen? Wollen wir uns in eine noch grössere Abhängigkeit vom Erdöl begeben? Von den heutigen Marktgegebenheiten her könnten wir zweifellos den fehlenden Strom durch Erdöl ersetzen. Der Preis wäre indessen unverantwortbar hoch: eine verstärkte Abhängigkeit vom Oel, von den Förderländern und eine massive zusätzliche Belastung der Umwelt.

– Sind wir andererseits wirklich bereit, unseren Energieverbrauch so zu drosseln, dass wir in Zukunft ohne jeden Mehrbedarf an Strom auskommen und dass wir darüber hinaus noch jene 40 Prozent des Elektrizitätsbedarfes einsparen können, die wir heute in unseren Kernkraftwerken produzieren? Sind wir uns bewusst, welche Einschränkungen bei diesem Szenario nötig wären, welche rigorosen Vorschriften und welche Kontrollapparate? Sind wir uns bewusst, dass die Eigenverantwortung abdanken müsste und dass der freie Bürger zum Mündel der Energieapparatschiks degradiert würde?

Die im Initiativtext gewählten Formulierungen sind Ihnen bekannt, ich wiederhole sie nicht. Sie verharmlosen aber den tatsächlichen Inhalt der beiden Begehren. Ohne massive Wohlstandseinbusse ist dieser Ausstieg nicht zu haben. Faktisch bedeutet eben auch das Moratorium das Aus für die Kernenergie. Mögliche Verbesserungen an bestehenden Anlagen müssten unterbleiben. Die Forschung in unserem Lande würde eingestellt, das Know-how ins Ausland abwandern.

Wir dürfen uns energiepolitisch nicht die Hände binden mit einem solch schwerwiegenden Entscheid. Es ist immer falsch, sich die eigene Handlungsfreiheit für die Zukunft zu nehmen. Das gilt genauso in der Energiepolitik, um so mehr, als dass neue Reaktortypen für die Stromproduktion wie für Heizzwecke in fortgeschrittener Entwicklung stehen, die eine inhärente Sicherheit aufweisen. Das sind Reaktoren, die im Falle von Störungen gar nicht mehr technisch durchgehen können, sondern eine Eigendynamik zum Abschalten entwickeln. Wir wollen heute und in der Zukunft alle Energien, auch die Kernenergie, nutzen können. Durch eine Vereinfachung und Beschleunigung des Bewilligungsverfahrens müssen wir die Voraussetzungen schaffen, dass neue Kernenergieanlagen in unserem Lande überhaupt wieder möglich werden. Dies soll aber selbstverständlich nur im Rahmen des Notwendigen, des Unverzichtbaren geschehen und ebenso selbstverständlich nicht gegen die Ueberzeugung des Schweizervolkes.

Persönlich bin ich davon überzeugt, dass wir Lösungen finden müssen, bei denen das Volk direkt in den Entscheidungsprozess für solche Grossanlagen eingebunden ist. Wir Freisinnige sehen in den Abstimmungen über die Moratoriums- und die Ausstiegs-Initiative einen Meilenstein. Die energiepolitische Denkpause liegt nun hinter uns. In der Energiepolitik müssen nun Taten folgen. Die Zeit des blossen Verhinderns muss zu Ende gehen. Mit einem klaren Nein zu den beiden Initiativen stellen wir die Weichen dazu, mit einem Nein, das die FDP-Fraktion dem Parlament und dem Schweizervolk eindringlich empfiehlt, nicht als Aufforderung zu einem schrankenlosen Verbrauch und zu einer massiven Expansion in der Energieproduktion selbstverständlich. Wir wollen uns aber nicht energiepolitische Handschellen anlegen, sondern wir wollen zukunftsgerichtet handeln können.

Neuenschwander: Bei der ablehnenden Haltung gegenüber den beiden Volksinitiativen folgt die einstimmige SVP-Fraktion im wesentlichen der Argumentation des Bundesrates. Ich beschränke mich deshalb darauf, einige nach unserer Auffassung besonders schwer ins Gewicht fallende Gesichtspunkte herauszuschälen: zum einen den Aspekt des Energiesparens und zum anderen die Auswirkungen auf unsere Volkswirtschaft und auf das Bildungswesen. Dabei lade ich Sie ein, insbesondere die Befürworter der beiden Volksbegehren, mit mir einen kurzen Abstecher in den kühlen Norden zu unternehmen, genauer nach Schweden, wo wir gegenwärtig einen herrlichen Anschauungsunterricht erleben und wo wir sehen können, wohin das Thema «Ausstieg im Ausstieg» aufgrund des kritisch gefassten Ausstiegsbeschlusses führen muss. Mit vollem Recht weist der bundesrätliche Bericht auf die Entwicklungen hin, die mit der Hoffnung auf Energiesparmass-

nahmen verbunden sind, Sparmassnahmen im Falle einer Annahme der beiden Initiativen, die ja unweigerlich ergriffen werden müssten, um die Versorgungslücken zu stopfen. Es ist Wunschdenken – man kann dies nicht genug unterstreichen –, eine Akzeptanz für Stromsparmassnahmen bei unserer Bevölkerung vorauszusetzen. Ich gebe zu – und das muss uns auch freuen –, dass der Energiespardanke in letzter Zeit etwas tiefer ins Volksbewusstsein eingedrungen ist. Daraus kann aber noch nicht geschlossen werden, dass das Volk auch mit rigorosen Sparzwängen einverstanden wäre, wenn wir infolge eines kopflosen Ausstiegs aus der Nuklearenergie in eine Mangelsituation geraten.

Freiwillig und sogar engagiert tut man heute Vieles in Richtung Stromsparen. Aber unter Zwang? Das steht noch nicht fest. Ich will nur sagen: Die Atomenergie über Bord werfen und dafür mehr sparen zu wollen, ist eine wahrhaftig unverantwortliche Philosophie.

Ausserst ernst wäre es beim Moratorium. Beim Totalausstieg übernimmt die SVP-Fraktion den vom Bundesrat angedeuteten Aspekt der Forschung und Bildung. Würde die Schweiz nein zur Kernenergie sagen, dann entstünde eine jahrzehntelange und kaum mehr aufzuholende Lücke im nuklearen Forschungs- und Bildungsbereich. Ausgerechnet in einem für die ganze technische Zukunft so wichtigen Gebiet wie der Kernenergie würde unserem Land eine ganze Generation von Nuklearfachleuten fehlen. Es könnten keine Forschungsprojekte mehr vorangetrieben werden. Auf einem überaus wichtigen technologischen Gebiet würde die Schweiz rettungslos den internationalen Anschluss verlieren. Wollen wir das? Wollen wir eines Tages – weil wir aus Umweltgründen vielleicht gern zur Kernenergie zurückkehren würden – dann indische Kernkraftspezialisten ins Land holen, die heute in Bangalore zu Hunderten ausgebildet werden, in einem Land, das in den letzten Jahren für seine Kernkrafttechnik internationales Ansehen genoss und dessen Techniker überall gefragt waren?

Ich glaube, eine spätere Generation von jungen Schweizern würde sich bei uns bedanken. Uebrigens finde ich eine solche Aussicht etwas deprimierend für unser Land mit seinen weltweit anerkannten technischen Hochschulen. Wir wären wahrscheinlich die einzigen im Kreise der Industrienationen, die sich – ich rede immer für den Fall eines Ausstiegs – auf den Stand eines nukleartechnischen Entwicklungslandes zurückfallen liessen. In anderen Staaten rückt nämlich die Kernenergie langsam, aber sicher aus dem Fadenkreuz der Umweltfundamentalisten heraus, auch wenn das viele hier im Saal nicht gerne hören. Auf das Beispiel Schweden komme ich, wie angekündigt, noch zu reden. Eines ist sicher – um damit den Aspekt des Bildungswesens zusammenzufassen –: Ein Wiedereinstieg in die Kernenergie, zu dem wir aller Voraussicht nach im kommenden Jahrhundert gezwungen wären, wäre technisch und industriell leichter zu bewerkstelligen als in bezug auf das Know-how. Denn: Verlorenes Bildungskapital ist bekanntlich sehr schwierig wieder zu beschaffen.

Erlauben Sie mir, dass ich mich noch mit zwei von den Atomgegnern viel gebrauchten Begriffen auseinandersetze: mit dem Umdenken und mit dem Restrisiko. Von Umdenken in Sachen nuklearer Entwicklung ist überall die Rede. Ich möchte einmal den Spiess umkehren und eine anderes Umdenken postulieren. Wie wäre es, wenn man, anstatt kommende Nuklearkatastrophen an die Wand zu malen, einmal an die grundsätzliche Fähigkeit des Menschen zur Problemlösung denken würde? Allen Unheilsverkündungen zum Trotz ist die Menschheit nämlich bisher noch nie untergegangen. Man hat noch jede neue Technologie zunächst verteufelt und dann – zugegeben, oft unter grossen Opfern – in den Griff bekommen. Aussteigen aus der Kernenergie, weil sie gefährlich sei: Bedeutet das nicht letzten Endes eine Bankrotterklärung für die Intelligenz des Menschen, für unsere Technik und für unser Know-how? Das bedeutet doch, dass wir uns nicht zumuten, die Probleme meistern zu können, soweit sie nicht bereits gelöst sind. Es bedeutet, dass wir nicht mehr glauben, früher oder später mit Sicherheitsproblemen fertig zu werden. Ausgerechnet wir Schweizer, die während weit über hundert Jahren technisch in der internationalen Spitzengruppe mitgehalten haben. Kapitulation vor Kleinmut und Pessimismus, so

könnte man eine solche Haltung auch nennen. Meine Damen und Herren Atomgegner, da machen wir von der SVP-Fraktion nicht mit!

Zum Restrisiko: Herr Weder-Basel ist im Moment nicht hier. Er hat aber heute morgen auf die Folgen hingewiesen, wenn wir im letzten Jahrhundert keine Eisenbahn gebaut hätten, nur weil es ein Restrisiko von Zusammenstössen, Brückeneinstürzen oder Vergiftungen in Tunnels – alles schon vorgekommen – gab. Oder wo wären wir, wenn wir zu Beginn dieses Jahrhunderts einen nationalen Kreuzzug gegen die Wasserkraft unternommen hätten, so wie heute gegen die Kernenergie, nur weil ein Restrisiko von Dammbrüchen oder vom Ueberschwappen von Stauseen bestand?

Noch kurz zum angekündigten Exkurs nach Skandinavien, wo doch sonst das Sicherheitsdenken ganz grossgeschrieben wird. Schweden hat vor einigen Jahren – warum auch immer, wahrscheinlich war es eine Wahltaktik der damaligen bürgerlichen Regierung Fälldin – den Ausstieg aus der Kernenergie beschlossen. Inzwischen haben viele kalte Füsse bekommen, und man unternimmt alle möglichen Wege, um den Kopf aus der Schlinge zu ziehen, die man sich über den Kopf geworfen hat. Vor allem unter dem Druck der Gewerkschaften krebst die Regierung jetzt zurück. Der Beschluss, 1995 zwei KKW stillzulegen, werde 1990 nochmals überprüft, konnte man vor einigen Wochen lesen. Ueberhaupt, man habe damals eine Klausel eingebaut, wonach der Ausstieg nur erfolge, falls die Versorgungslage es zulasse und falls die Luftbelastung wegen des Mehrverbrauchs von fossiler Energie nicht zunehme. Den Schweden ist inzwischen klar geworden, dass sich das Land weder eine Stillegung von zwei Werken noch einen Ausstieg bis ins Jahr 2010 leisten kann. Der Zapfen war übrigens endgültig ab, als es hiess, zur Kompensation für die KKW müssten an vier noch unberührten Flüssen in Nordschweden Wasserkraftwerke gebaut werden.

Im weiteren haben wir aber auch in der Beratung in der Kommission vom Vertreter von Schweden, von Herrn Annerberg selbst, erfahren können – besser gesagt er hat nicht in Abrede gestellt –, dass Schweden sogar mit Polen in Verbindung steht und versucht, dort Kernkraftwerke zu erstellen, um der Situation auszuweichen. Ich meine, dass sich der Blick nach Schweden lohnt, da geht man jetzt – zum Glück noch ohne Schaden für das Land – einen peinlichen Weg zurück, den man von Anfang an besser nicht beschritten hätte. Nach meiner Ansicht und der Ansicht meiner Fraktion machen wir auf diesem Weg am besten keinen einzigen Schritt und lehnen die beiden Initiativen ab.

Thür: Die grüne Fraktion beantragt Ihnen, die beiden Initiativen Volk und Ständen zur Annahme zu empfehlen. Was soll man nach den jahrelangen Auseinandersetzungen um die Atomenergie noch Neues vorbringen? Bereits in der nationalen rätlichen Kommission wurde trotz der umfangreichen Hearings klar, dass die Fronten unverändert geblieben sind. Auch in diesem Rat dürften die Meinungen längst gemacht sein, daran würden auch die besten Argumente nichts ändern. Die ausgedehnten und intensiven Hearings in der Kommission haben immerhin eine bedeutsame Einsicht zutage gefördert. Trotz der gewaltigen Kontroverse um die Eges-Studien scheint man sich heute wenigstens im Bundesrat darin einig zu sein, dass der energiepolitische Handlungsspielraum erheblich ist. Das ist immerhin schon etwas und lässt Hoffnung zu. Bis heute hat es nämlich stets geheissen, der Ausstieg sei wirtschaftlich und energiepolitisch unmöglich. In der Kommission hat Herr Bundesrat Ogi wörtlich erklärt: «Unbestritten ist, dass in praktisch allen Verbrauchsbereichen ein sehr grosses wirtschaftliches und technisches Sparpotential besteht.» Warum setzen wir diese Einsicht nicht um und steigen aus? Die Erklärung unseres Energieministers in der Kommission war entlarvend offen. Er sagte, die Szenarien hätten gezeigt, dass für ein Moratorium und vor allem für einen Ausstieg starke Sparanstrengungen erforderlich seien, und das wolle das Parlament nicht, wie die Diskussion über den Energieartikel und den Energienutzungsbeschluss gezeigt habe. Deshalb müsse man die Initiativen ablehnen, folgerte Bundesrat Ogi.

Das heisst im Klartext: Nach bundesrätlicher Ansicht müssen die beiden Initiativen nicht deshalb abgelehnt werden, weil man aus der Atomenergie nicht aussteigen kann, sondern deshalb, weil das Parlament hier in seiner Mehrheit jene Sparmassnahmen nicht will, welche für einen solchen Schritt nötig wären. Das wäre die ehrliche Begründung der Ausstiegsgegner. Ich bin gespannt, ob diese Begründung in der Kampagne auch vorgebracht wird. Ich befürchte, dass das anders verlaufen wird. Einen Vorgeschmack haben wir bereits erhalten: Als sich im Herbst 1989 die Stauseen etwas weniger füllten, hat die Energielobby sofort geschaltet und die Abstimmungspropaganda unverzüglich eröffnet und mit Angstszenerien den Energienotstand an die Wand gemalt. Offenbar hat man bei der Atomlobby selber Angst vor dem Meinungsumschwung in der Bevölkerung, und man will jetzt mit drastischen Massnahmen die Stimmung für den Abstimmungskampf vorbereiten. Wie sehen aber die Fakten aus? Wie präsentiert sich bei näherer Betrachtung dieser angebliche Versorgungsnotstand?

Tatsache Nummer 1 ist die, dass der Füllgrad der Stauseen auch in diesem trockenen Winter im Rahmen der üblichen Schwankungen liegt, wenn man die Bandbreite seit 1971 betrachtet. Passiert ist also absolut nichts Aussergewöhnliches. Trotzdem schürt die Atom- und Elektrizitätswirtschaft während dieser Zeit massive Versorgungsängste, obwohl unsere Energieversorgung sogar darauf ausgelegt ist, dass in einem von zwanzig Wintern der Bedarf aus der inländischen Produktion nicht gedeckt werden kann.

Tatsache Nummer 2 ist, dass dieser absolut eingeplante Fall, nämlich, dass wir in einem von zwanzig Wintern Strom importieren müssen, in diesem Winter gerade nicht eintraf, im Gegenteil. In den Monaten Oktober, November und Dezember 1989 resultierte ein markanter Stromexport-Saldo, obwohl während dieser Zeit noch nie so viele Elektroheizungen ans Netz gingen.

Trotzdem titelten noch Anfang Januar dieses Jahres unsere Medien, gestützt auf Verlautbarungen der Elektrizitätswirtschaft – ich zitiere eine Schlagzeile –: «Stromversorgung: Nur dank hoher Importe bleiben Engpässe aus.» Das ist schlicht falsch. Das ist Abstimmungspropaganda, wie wir sie jetzt erleben.

Ich frage mich: Wenn die Wasservorräte in diesen Monaten tatsächlich derart knapp waren, wie ist es dann zu erklären, dass gerade in dieser Zeit die Stauseen, nämlich im Spätherbst 1989, schneller abgesenkt worden sind als in den Jahren zuvor, beispielsweise 1988? Wollte man mit dieser künstlich hochgeschaukelten Knappheit die Stauseen noch etwas leerer machen? Die schnellere Leerung ist mit wirtschaftlichen Argumenten kaum zu erklären. Bekanntlich ist der Strom in den Monaten Januar und Februar besonders kostbar, und dann lässt man doch das Wasser, wenn es knapp ist, in den Stauseen, um dann im Januar und Februar Strom zu produzieren. Warum hat man in diesen Monaten genau das Gegenteil gemacht und sogar im November/Dezember massiv Strom ins Ausland ausgeführt? Ich hoffe, dass mir die Elektrizitätsvertreter in diesem Saal eine plausible Erklärung geben können. Ich vermute, dass es Abstimmungspropaganda und reine Panikmache war. Das ist wichtig, zu wissen.

Dass man aus der Nukleartechnologie aussteigen kann, lebt uns Schweden hautnah vor. Herr Neuenschwander hat zwar das Beispiel «Schweden» angeführt und behauptet, dort habe man «kalte Füsse» bekommen. Man überlege sich nur noch, wie man den Kopf aus der Schlinge ziehen könne. Ich habe an diesen Hearings teilgenommen, Herr Neuenschwander. Ich habe von schwedischer Seite etwas ganz anderes gehört. Schweden hat bekanntlich bereits 1976 nach einer Volksbefragung beschlossen, aus der Kernenergie auszusteigen. 1982 wurde im Schwedischen Reichstag festgelegt, dass das bis 2010 geschehen soll. Zum Vergleich: Unsere Ausstiegs-Initiative sieht einen Ausstieg bis zum Jahre 2025 vor. Wir haben fünfzehn Jahre mehr Zeit. Dabei ist Schweden von der Atomenergieerzeugung bedeutend mehr abhängig als wir heute. Schweden verfügt heute über 12 Reaktoren, welche zu 50 Prozent elektrische Energie erzeugen. 1995 soll der erste, 1996 der zweite Reaktor ausser Betrieb gesetzt werden.

Trotz dieser klaren Beschlusslage wird bei uns immer wieder

behauptet, Schweden könne dieses Ausstiegsprogramm nicht durchführen.

Herr Neuenschwander, der Vertreter des schwedischen Energieministeriums, Herr Unterstaatssekretär Annerberg, hat im Verlaufe der Hearings in der Kommission, an welchen Sie auch teilgenommen haben, solche Behauptungen unmissverständlich dementiert. Er hat darauf hingewiesen, dass Schweden unverändert am Ausstiegsentscheid festhalte. Wörtlich sagte Unterstaatssekretär Annerberg: «Das Parlament hat entschieden. Wenn jemand diesen Zeitpunkt ändern wollte, würde er sich grosse Probleme schaffen. Obwohl der Zeitpunkt nicht sakrosankt ist, wird niemand daran rütteln. Während der hohen Zeit der Kernenergiekontroversen in den siebenziger Jahren war nämlich das Land kaum mehr regierbar.»

Weiter sagte Herr Annerberg: «Das Referendum ist eine historische Tatsache. Wie sich in der Folge weiterhin gezeigt hat, will die Bevölkerung in ihrer Mehrheit längerfristig keine AKW mehr. Diese Tatsache ist als Grundlage für die schwedische Energiepolitik zu akzeptieren.»

Im August 1989 wurde in Schweden die letzte Meinungsumfrage durchgeführt. Das Ergebnis war unverändert klar. 70 Prozent der Bevölkerung wollen einen Ausstieg bis zum Jahre 2010. Dabei muss Schweden bedeutend schlechtere Ausgangsbedingungen in Kauf nehmen. Im Zeitpunkt des Referendums standen sechs Reaktoren in Betrieb. Nach diesem Zeitpunkt wurden weitere sechs, damals im Bau befindliche Reaktoren in Betrieb genommen. Das war der energiepolitische Kompromiss, der geschlossen wurde, um endlich die Energiedebatte abzuschliessen. Diese sechs zusätzlichen AKW brachten natürlich eine beträchtliche Produktionszunahme in relativ kurzer Zeit. Man schwamm quasi kurz vor dem Ausstieg im Strom, die Preise sanken, und die Motivation für Sparanstrengungen war entsprechend gering. Die damals überflüssige Elektrizität in Schweden wurde hauptsächlich für die Raumheizung eingesetzt. Heute werden 50 Prozent der schwedischen Stromproduktion dafür verwendet, was ein Unsinn ist.

In den Hearings wurde klar, dass die Probleme, die Schweden heute zu bewältigen hat, von dieser, in letzter Minute getroffenen, falschen Weichenstellung herrühren, nämlich, dass man diese sechs AKW überhaupt noch ans Netz liess. Das sehen wir auch bei uns. Mit tiefen Energiepreisen können Sparimpulse nicht ausgelöst werden, und diese braucht es, wenn man aussteigen will. Das ist unbestritten.

Es wird immer wieder behauptet, Schweden erkaufe sich den Ausstieg mit einer CO₂-Zunahme. Auch das ist ein Ammenmärchen; auch das stimmt nicht.

Der schwedische Vertreter hat darauf hingewiesen, dass aufgrund der getroffenen Energiesparmassnahmen die beiden Kernreaktoren Mitte der neunziger Jahre ohne Kohlendioxid-Zunahme abgestellt werden können. Weiter hat er betont, dass das CO₂-Problem ohnehin viel mehr beim Strassenverkehr liege. Auch in seinem Land habe der Treibstoffverbrauch in den letzten Jahren massiv zugenommen.

Für die Ablösung der elektrischen Raumheizung wird in Schweden vermehrt Erdgas eingesetzt. Erdgas produziert zweimal weniger CO₂ als Kohle und 30 Prozent weniger als Erdöl. Schweden hat – europäisch gesehen – einen bedeutend geringeren Anteil von Gas am Gesamtenergieverbrauch. Insgesamt muss Schweden bei seinem Ausstieg – ich betone das – den Anteil der fossilen Energien nur unwesentlich erhöhen, von 1987 51 Prozent der Endenergie auf 55 Prozent im Jahre 2000. Zum Vergleich: In der Schweiz haben wir einen Anteil an fossilen Brennstoffen von über 70 Prozent. Schweden wird also auch nach dem Ausstieg noch weit unter unseren Zahlen liegen.

Herr Neuenschwander hat behauptet, dieser Zeitraum könne nicht eingehalten werden. In Schweden findet in der Sozialdemokratischen Partei heute tatsächlich eine Diskussion über den Zeitpunkt der Abschaltung statt. Es geht dort lediglich um die Frage, ob man ein oder zwei Jahre zusätzlich warten soll, bis noch weitere Massnahmen in die Tat umgesetzt werden können. Auch die Parteien, die hier in der Schweiz mit Vertretern der Energiekommission gesprochen haben – es waren alle Parteien anwesend –, haben auf diese konkrete Frage ge-

antwortet, dass keine Partei substantiell an diesem Zeitplan rütteln wolle. Es gehe lediglich um ein paar Jahre. Wir haben dann gesagt, bei uns diskutierte man über das Jahr 2025. Alle Parteivertreter haben uns unmissverständlich gesagt, dass das für Schweden gar kein Diskussionspunkt sei. Der Ausstieg werde früher erfolgen. Das sind die Fakten, wenn man über das Beispiel Schweden diskutieren will.

Der Kommissionssprecher, Herr Basler, hat darauf hingewiesen, dass schon aufgrund des Klimaproblems heute ein Ausstieg aus der Atomenergie unmöglich sei. Er hat darauf hingewiesen, dass das CO₂-Problem nur mit vermehrtem Einsatz von Atomenergie gelöst werden könne.

Wenn Sie die Fachleute zu diesem Problem sprechen lassen, dann hören Sie ganz andere Töne.

Am OECD-IAE-Expertenseminar vom Frühling 1989 zum Thema «Energietechnologien zur Reduktion von Treibhausgasemissionen» wurde festgestellt, dass die Atomenergie «global aus zeitlichen, wirtschaftlichen, politischen und Ressourcen Gründen nicht den Hauptbeitrag zur Lösung des Klimaproblems liefern kann».

Der grösste Beitrag – man war sich dort einig – müsste zumindest kurz- und mittelfristig von der rationellen Energieverwendung herkommen. In Zahlen ausgedrückt heisst das, Kernenergie wird mit höchstens 10 bis 14 Prozent zur CO₂-Reduktion beitragen gegenüber 30 bis 50 Prozent, welche die rationelle Energieverwendung bringen.

Zum Schluss noch ein Wort zu den Eges-Studien, die immer wieder kritisiert worden sind. Ihr Vertreter, Professor Giovannini, wurde als Experte in der Kommission gefragt, ob seit 1988 neuere Studien ergeben hätten, dass sich die Annahmen der Eges als illusorisch ergeben hätten. Herr Giovannini hat eine interessante Feststellung gemacht: Er hat darauf hingewiesen, dass seit 1988 weltweit weitere Studien und Forschung betrieben worden seien. Man habe feststellen können, dass aufgrund der neueren Erkenntnisse die Expertengruppe «des hypothèses plutôt timides» angewendet habe. Das die Worte eines Experten.

Wir täten gut daran, wenn wir diese wertvollen Arbeiten der Eges endlich lesen und danach handeln würden.

M. Jeanneret: Le groupe libéral proposera au peuple et aux cantons de rejeter les deux initiatives populaires qui nous sont soumises. Il le fera pour divers motifs qu'il a eu l'occasion de rappeler, lors des nombreux débats sur l'énergie que nous avons eus dans cette salle ces dernières années. Il le fera surtout en tenant compte de l'actuel environnement international, technologique et politique au sujet de l'avenir de l'énergie nucléaire. A cet égard, ces initiatives ont à nos yeux les principaux défauts suivants: elles vont à contresens, puisque partout l'énergie atomique se développe à nouveau; elles priveraient la Suisse d'une réponse sûre au défi de la pollution; elles nous couperaient de l'Europe de l'énergie et elles nous interdiraient, à l'avenir, l'accès à des technologies essentielles.

Reprenons ces points plus à fond. Que ce soit en Suède, en URSS, en Grande-Bretagne, au Canada ou aux Etats-Unis, partout, «l'industrie nucléaire retrouve du cœur à l'ouvrage», pour reprendre le titre d'un journal évoquant la situation en Amérique du nord. Si l'on s'attache à des communications d'agences internationales de ces six derniers mois, partout on lit que le recours à cette forme d'énergie est d'une part nécessaire, mais que surtout il n'est pas possible d'y renoncer aussi facilement que l'ont cru certains milieux politiques, auxquels les réalités de la vie économique et sociale avaient échappé. «Les socialistes suédois plient devant les syndicats», car les ouvriers de ce pays se prononcent contre le calendrier d'abandon décidé par le Parlement; «volte-face des travaillistes anglais» – lit-on ailleurs – qui veulent maintenir les centrales en activité, ou bien: «Washington réhabilite le nucléaire». Quant à l'URSS de Gorbatchev, Tchernobyl n'a d'aucune manière bloqué le développement de cette énergie. Bref, à l'heure où de nombreux pays s'approprient à maintenir, voire à développer l'énergie nucléaire, après s'être posé des questions légitimes et y avoir répondu de manière convaincante, la Suisse prendrait un tout autre cap et se priverait d'une forme d'énergie qui

est chez nous conduite et contrôlée de manière exemplaire. Au surplus – c'est notre deuxième motif d'opposition – nous ferions une fois de plus cavalier seul en Europe, alors que la situation internationale nous contraint chaque jour davantage à ne prendre aucune décision qui nous éloignerait de la philosophie politique de nos voisins. Nous qui sommes déjà l'objet de critiques d'une partie des autres pays, comment justifierions-nous une position purement égoïste qui nous empêcherait d'apporter notre contribution à l'Europe de l'énergie qui poursuit sa construction. Pays naturellement exportateur, il serait hautement critiquable que nous devenions une nation de demandeurs. Et comment demeurerions-nous crédibles, nous qui nous voulons les gardiens écologiques du continent, alors que nous renoncerions à une énergie propre au profit de combustibles qui augmenteraient les émissions de substances polluantes?

Le groupe libéral est toujours demeuré très raisonnable en matière de protection de l'environnement, car il sait que l'on ne peut agir en ce domaine à coup d'ukases démagogiques et d'intégrisme irresponsable.

Mais alors, que ceux qui se veulent chez nous les pourfendeurs du CO₂ soient une fois pour toutes logiques et cessent de s'attaquer à une énergie à cet égard efficace. La Suisse, traditionnellement à la pointe en matière de recherche énergétique, porterait un coup très grave à la technologie industrielle, au métier d'ingénieur, au développement scientifique et aux aspirations des jeunes en se privant de tout un secteur d'activité. Lorsqu'une branche économique est cassée, il est bien difficile de lui redonner vie un jour. La sécurité exige d'abord que nous restions présents sur cette scène. Ensuite, les systèmes vont certainement se modifier et l'on peut imaginer des centrales plus petites, comme des formules éliminant encore plus les risques, au moins pour ceux qui veulent bien écouter et ne pas seulement se laisser séduire par des sirènes négativistes et passésistes. Ces mêmes milieux, ceux qui sont derrière ces deux initiatives, ne cessent de nous parler du tiers monde et de tenter de culpabiliser le peuple suisse au sujet de l'aide soi-disant insuffisante sur ce point. Or, comme l'écrit fort justement le Conseil fédéral à la page 71 du message: «Les Etats à faible revenu ont du retard à combler, notamment sur le plan de l'énergie, qui interdit aux nations industrialisées de renoncer au nucléaire.» Recourir en effet aux agents fossiles pour la production d'électricité ne doit pas être le fait des pays occidentaux.

Nous ne reviendrons pas longuement sur ce que nous avons déjà souvent dit à cette tribune lors d'autres débats, à savoir que la Suisse n'a pas le droit d'imaginer de dépendre encore davantage de l'étranger pour des importations d'électricité, notamment de Creys-Malville, centrale tant décriée par d'aucuns! C'est en cela que les auteurs des initiatives sont hypocrites et contradictoires, car ils savent très bien qu'ils tentent de vider l'option nucléaire de sa substance dans leur pays, tout en acceptant parfaitement de recevoir de l'électricité d'origine atomique d'autres Etats européens.

Tout cela nous l'avons relevé lors du malheureux débat sur l'abandon de Kaiseraugst. Nous savions alors que l'on se dirigerait plus encore dans une direction où l'autonomie en matière d'énergie de la Suisse serait mise en cause. Une fois de plus, comme chaque fois que nous avons parlé d'énergie, nous nous sommes trouvés devant un choix de société.

Le groupe libéral fera campagne contre des initiatives suicidaires, nationalistes, abstraites et irresponsables. Il dénoncera ceux qui s'attaquent à Verbois, à Mühleberg, à la Grande-Dixence, à Ollon, etc., et qui veulent une société de pénurie qui permette ensuite la toute-puissance de la bureaucratie. Il se prononcera donc contre des initiatives qui vont exactement dans le sens contraire de ce qui se passe dans les pays de l'Est qui recherchent maintenant une société de liberté et d'économie de marché.

Schmidhalter: Die CVP ist der Ansicht, dass es so nicht weitergehen kann. Wir brauchen in der Energiepolitik einen konkreten, aber pragmatischen Weg. Wir brauchen Entscheide, die uns weiterbringen, und nicht solche, mit denen wir laufend Brücken abbauen müssen. Konkrete Lösungen sind gefragt.

Es ist auch kein Aufbruch zu neuen Ufern, sondern es ist wie gehabt, wie in den letzten zwanzig Jahren; alles, was in der damaligen Gesamtenergiekonzeption, der Gek, oder in unseren Parteiprogrammen vor einigen Jahren geschrieben steht, stimmt noch heute. Wir haben nur studiert und zerredet und geredet, aber wir haben nicht gehandelt.

Die CVP-Fraktion will nicht aus der Kernenergie aussteigen, und wir lehnen beide Initiativen ab. Es sprechen hierfür vor allem wirtschaftliche Gründe, versorgungspolitische Gründe. Wir wollen Energieproduktion im Inland und nicht Einfuhr. Vor allem Umweltgründe führen uns zu diesem Schluss.

Die Energiepolitik der CVP ist total kongruent mit der des Bundesrates. Wir spielen in der Energiepolitik den Libero in der bundesrätlichen Fussballmannschaft, d. h. auf Verfassungs- und Gesetzesstufe wollen wir in erster und absoluter Dringlichkeit einen Energieartikel, ein Energiespargesetz, einen Vorläufer zum definitiven Energiegesetz. Ein kleiner Teil in dieser Energiepolitik ist die Elektrizitätserzeugung. Die Elektrizität – Herr Basler hat dies ganz eindeutig und gut festgestellt – ist eine unentbehrliche Schlüsselenergie von grosser Bedeutung, volkswirtschaftlich, gesellschaftspolitisch, sie stellt aber auch die sauberste Energie dar. In der Schweiz wird heute die Elektrizität zu 20 Prozent im Energiebereich eingesetzt, und etwa 8 Prozent davon sind Kernenergie. Die Wasserkraft liefert 60 Prozent, die Kernenergie 38 Prozent, aber im Winter 45 Prozent.

Wir haben drei gängige Produktionsmethoden, die sich gegenseitig ergänzen müssen. Die erneuerbaren Energien – Sonne, Wind usw. –, deren Anteil heute noch klein ist und deren Gesteungskosten teuer sind, müssen gefördert werden. Beachten wir, dass z. B. in der Bundesrepublik Deutschland noch heute nur 5 Prozent erneuerbare Energien eingesetzt werden (davon sind 2,4 Prozent Wasserkraft, und für das Jahr 2000 wird mit etwa 8 bis 10 Prozent im Maximum gerechnet), so sehen wir den Stellenwert dieser erneuerbaren Energien. Für uns ist und bleibt die Wasserkraft die beste erneuerbare Energie. Wir haben nicht nur Wasser, wir haben in unseren Bergen auch Gefälle und vor allem Stauraum. Wir können Spitzenenergie umweltfreundlich produzieren und im europäischen Verbund austauschen. Daneben brauchen wir aber auch die Kernenergie. Auf diesen Energieträger können und sollten wir nicht verzichten. Seit dem Verzicht auf Kaiseraugst haben wir ein faktisches Moratorium. Die Auslandsabhängigkeit steigt. Wir müssen im Winter Atomstrom aus Frankreich importieren. Die Schweiz hat bis heute bereits ein ganzes Kernkraftwerk in Frankreich finanziert. Die nächsten Kernkraftwerke könnten wir voraussichtlich im Ausland realisieren. Dabei wären wir aber nicht in Sicherheit. Bei einem Unfall würde eine radioaktive Wolke vor der Schweizer Grenze nicht haltmachen. Es macht somit keinen Sinn, anstelle von Uran Atomstrom aus Frankreich zu importieren. Die Sicherheit unserer Leichtwasserreaktoren ist gross. Bei einem Erdbeben z. B. wäre das Wallis gefährdeter als die Kantone, die heute Kernkraftwerke beherbergen. Die Berechnungen und die Belastungsannahmen beim Erdbeben sind für diese Kernkraftwerke bedeutend strenger als bei den Staumauern.

Wenn wir aus der Kernenergie aussteigen, geben wir auch die neuen Technologien dieses Energieträgers auf. Es wird in der Zukunft ganz sicher möglich sein, modulare Einheiten mittlerer Leistung mit inhärenter Sicherheit zu konstruieren (Stichworte: Hochtemperaturreaktor, Druckwasserreaktor). Das Beispiel Schweden hat gezeigt, dass ein Ausstieg viel Mühe bereitet. Gewerkschaften und Industrie befürchten grosse Schwierigkeiten, sofern Schweden 1995 einen ersten Reaktor ausser Betrieb setzen will.

Gelöst ist auch die Lagerung der radioaktiven Abfälle. Einige Mitglieder unserer Fraktion waren in Frankreich, Schweden und Finnland. Sie konnten sich dort überzeugen, wie gut dort die Probleme gelöst sind. Ich glaube, dass wir die Projekte – vor allem jene in Schweden und Finnland – in der Schweiz für die Entsorgung der mittel- und schwachradioaktiven Abfälle übernehmen könnten. Wir haben auch Vertrauen in die Nagra. Sie wird auf die Jahre 2010 bis 2020 die notwendigen Möglichkeiten für die Endlagerung bereitstellen, so dass wir Endlager realisieren können.

Der Treibhauseffekt ist meiner Meinung nach das Umweltproblem Nummer eins. Die CVP tritt daher für eine Kombination ein, d. h. einen pragmatischen Weg, wie er uns von Prof. Giovannini aufgezeigt wurde. Die rationelle Energieverwendung – d. h. das Sparen, das Substituieren von Öl, der Einsatz der erneuerbaren Energien und eben der Einsatz der Kernenergie zusammen – ergibt diesen pragmatischen Weg. Auch Prof. Giovannini hat uns dargelegt, dass mit dieser Strategie der grösste Wirkungseffekt in der Verminderung der CO₂-Problematik erreicht werden kann. Zu bedenken ist dabei, dass die optimale Energieverwendung oder -nutzung 30 bis 50 Prozent, die Kernenergie 10 bis 14 Prozent – und das ist nicht wenig, weil die erneuerbaren Energien eben auch nur 10 bis 22 Prozent bringen – und die Wiederaufforstung etwa 8 bis 15 Prozent, Umsteigen auf Erdgas und CO₂-Rückbehaltung eher weniger bringen. Wir müssen somit alle diese zur Verfügung stehenden Mittel einsetzen, um die CO₂-Problematik zu beherrschen. Die Kernenergiebefürworter müssen im Gegenzug die rationelle Energieverwendung und den Einsatz aller erneuerbaren Energien gleich stark unterstützen. Nur diese Kombination führt aus der Sackgasse heraus.

Mit der Annahme der Moratoriums- und Ausstiegs-Initiative und zusätzlich noch der Revision des Gewässerschutzgesetzes betreffend die Restwassermengen untergraben wir die saubere und einheimische Elektrizitätserzeugung. Die Realisierung der Sparpotentiale wird zu optimistisch eingeschätzt, als dass wir auf die Kernenergie verzichten könnten. Ein Zurück zu den fossilen Energieträgern wäre ein Verbrechen.

Die CVP-Fraktion ist daher fast geschlossen für die Ablehnung beider Initiativen.

Bodenmann: Die Meinungen in diesem Saal scheinen mehr oder weniger gemacht. Die bürgerlichen «Atomparteien» werden mit ihrer erdrückenden Mehrheit zwei äusserst massvolle Initiativen ablehnen. Obwohl vor kurzem alle vom faktischen Moratorium redeten, will die Mehrheit in diesem Rat diese Tatsache nicht mittels der Moratoriums-Initiative festschreiben lassen. Kaiseraugst hat die Steuer- und Gebührenzahler in diesem Land 1,4 Milliarden Franken gekostet. Offenbar will die Mehrheit anstelle des Energiefriedens neue aussichtslose Verlustprojekte wie Graben aus der Schublade holen. Taten wollen die bürgerlichen Parteien sehen, wie sie dies wiederholt betonten. Taten heisst: Graben!

Einen sanften Schritt weiter geht die Atom-Initiative. Sie will den vorsichtigen mittelfristigen Ausstieg aus der Atomenergie mit einer notwendigen Energiesparpolitik verbinden. Kein Gebiet der schweizerischen Politik ist in den letzten Jahren besser und sorgfältiger untersucht worden als das Feld der Energiepolitik. Nirgends sind auch mittelfristig die politischen Gestaltungsmöglichkeiten grösser als hier. Wir können mit einer Konsequenzen, aber vertretbaren Politik wirtschaftlich wachsen, den Verbrauch der Elektrizität gleichzeitig unter das heutige Niveau drücken. Wir können aber genauso gut im Rahmen gleicher wirtschaftlicher Eckdaten den doppelten Elektrizitätsverbrauch in Kauf nehmen. Es ist mir vor dem Hintergrund dieser Studien absolut unverständlich, wie unser Kommissionspräsident davon reden kann, die Wirtschaft würde bei der Wahl eine der beiden Varianten paralysiert.

Herr Schüle hat uns hier zu mehr Sachlichkeit aufgerufen, aber für ihn gilt als Perspektive nur der Bau von neuen, zusätzlichen Kraftwerken. Er hat uns ein interessantes Beispiel geliefert. Herr Schüle sagte, die Informatik brauche immer mehr Energie, und hat gleichzeitig festgestellt, dass er im Informatikraum nur auf grüne und linke Parlamentarier stosse. Erstens spricht das für unsere grössere Beweglichkeit, und zweitens ist das eine Erklärung dafür, dass für die bürgerliche Seite Informatik nur Strom verbraucht, nicht aber auch dazu dient, Strom eben rationeller zu nutzen, etwa durch Steuerung von Prozessen. Das müsste Herr Blocher besser wissen als ich, weil er in der Industrie tätig ist; das ist auch Bestandteil der Eges-Studien (*Zwischenruf Blocher:* «Er weiss es auch besser!»).

Bundesrat Ogi – das ist noch erstaunlich – vermeidet es tunlichst, das Wort Eges-Studien auch nur in den Mund zu nehmen. Anstatt diese Erkenntnisse mit dem gleichen PR-Aufwand wie andere Dinge an die Öffentlichkeit zu tragen, tut er

sich hier sehr schwer und hofft auf eine Kernfusion, die keine Perspektive sein kann.

Nach wie vor fliesst der Grossteil der Forschungssubventionen in diesen Atombereich, obwohl die Mehrheit der Bevölkerung dieser Energie äusserst kritisch gegenübersteht. Nach wie vor findet sich in diesem Rat keine Mehrheit, um dem Energiesparen im Bereich der Elektrizität auch nur zu einem halbwegs vorzeigbaren Resultat zu verhelfen, dies obwohl es in der Bevölkerung eine breite Mehrheit für eine Energiesparpolitik gibt. Die Frage stellt sich, welche Hintergründe wirtschaftlicher Art dieses Verhalten hat. Die Schweiz verbraucht heute nur 45 Milliarden kWh Strom. Wir produzieren aber 59 Milliarden kWh Strom in der Schweiz, und wir Schweizer produzieren in Anlagen, die in Frankreich faktisch uns gehören, noch einmal 7 bis 8 Milliarden kWh Strom. Das heisst, wir produzieren 50 Prozent mehr, als wir selber verbrauchen. Und dann kommt die bürgerliche Seite und macht uns den Stromnotstand weis. Das stimmt vorne und hinten nicht, im Gegenteil! Wir sind die europäische Stromdrehscheibe; wir exportieren auch an kältesten Wintertagen, wenn Strom teuer und knapp ist, etwa die Kapazität von zwei Atomkraftwerken ins Ausland. Wir verfügen also nicht nur quantitativ über viel zu viel Strom, sondern wir sind ein Land, das veredeln, qualitativ verbessern kann. Ein Grund, warum wir keinen Weg Richtung Energiesparpolitik gemeinsam finden, besteht darin, dass wir viel zu viel Strom haben und dass die Elektrizitätswirtschaft diesen auch verkaufen will.

In den Verwaltungsräten, in den Direktionsetagen der schweizerischen Elektrowirtschaft versorgen vorab die bürgerlichen Parteien ihre personellen Altlasten. Die Konsumentinnen und Konsumenten finanzieren heute eine überbezahlte und unbewegliche Elektrobürokratie – ich möchte nicht so weit gehen wie Herr Schüle, der von Apparatschiks sprach –, eine Elektrobürokratie, welche den Anforderungen der Zeit nicht mehr gewachsen ist. Die breite Öffentlichkeit würde sich brennend für die Frage interessieren: Wieviel Geld verdient die Schweiz effektiv in diesem Stromhandel mit dem Ausland? Aber in Laufenburg kennen wir ja die geheimste Börse, ohne dass deren Kurse veröffentlicht würden. Nicht einmal die Steuerbehörden der Alpenkantone bekommen Einblick in das Zahlenwerk dieser Gesellschaften.

Diese von uns bezahlte und so informationsscheue Bürokratie beginnt bereits jetzt, mit unseren Gebühren einen aufwendigen und einseitigen Abstimmungskampf zu führen. Die bürgerlichen «Atomparteien» lassen sich ihren Abstimmungskampf durch eine Elektrowirtschaft finanzieren, welche zu über 75 Prozent in den Händen der öffentlichen Hand liegt. Hier werden einseitig und knallhart mit Millionenbeträgen die «Atomparteien» in diesem Staat indirekt finanziert. Wir werden im Herbst diese indirekte Parteienfinanzierung, an die wir als Atomkraftgegner mittragen müssen, zum Thema machen. Es geht nicht an, dass man in diesem Land die linken und grünen Parteien finanziell aushungert, während die rechten Parteien durch parastaatliche Bürokratien ausgehalten werden.

Noch einige Bemerkungen zur Klimakatastrophe: Kann die Atomenergie die Lösung dieses Problems sein? In der Kommission haben wir Professor Giovannini angehört. Er hat gesagt – wie es schon Herr Schmidhalter festgestellt hat –, dass es verschiedene Elemente in einem möglichen Konzept gibt. Am wichtigsten ist das Energiesparen. Wir sind bereit, Energie zu sparen. Herr Schüle, wir wollen in erster Linie nicht neue Vorschriften, sondern wir wollen Markt, und wir sind auch bereit, das zu konkretisieren. Wir werden das heute nachmittag im Rahmen des Energienutzungsbeschlusses tun. Sie werden es sein, die bei der wichtigsten Massnahme gegen die Klimakatastrophe nicht mitziehen wollen. Weiter sind wir für eine massive Förderung der erneuerbaren Energien, die uns nach Professor Giovannini mittelfristig mehr bringen werden als die Atomkraftwerke. Weiter sind wir dafür, den Entwicklungsländern massiv zu helfen, dies unter der Bedingung, dass die Wälder nicht weiter abgeholzt werden und dass richtige Wiederaufforstungsprogramme auf die Schiene kommen. Auch hier sind wichtige Beiträge zur Vermeidung der Klimakatastrophe von unserer Seite durchaus gewünscht.

In einem einzigen Punkt Vorbehalte, nämlich bei der Kernener-

gie: Der Grund ist, dass der Kernenergieanteil pro Kopf und Fläche unheimlich gross ist. Wir wollen hier in den nächsten Jahren nicht aufstocken.

Als zweites müssen wir Risiken abwägen. Herr Schmidhalter hat gesagt, dass auch die französische Atomwolke vor der Schweizer Grenze nicht haltmacht. Wir wollen weder schweizerische noch französische Atomwolken, vielmehr wollen wir europäisch aus der Kernenergie aussteigen.

Weiter sind wir aufgrund der uns vorliegenden Studien der Meinung, dass jeder Franken, den wir in die Energiesparpolitik investieren, mehr bringt, als wenn wir ihn in die Kernenergie investieren. Wir sind bereit, aufgrund der Vorschläge von Herrn Giovannini, 85 bis 90 Prozent der Massnahmen voll mitzutragen. Wir wollen nur in einem Punkt nicht mitziehen, nämlich dort, wo die Risiken zu gross sind.

Wiederholt wurde hier betont, es würden jetzt die inhärent sicheren Atomkraftwerke kommen. Daraus muss logischerweise geschlossen werden, dass die heutigen Atomkraftwerke nicht sicher sind. Andernfalls braucht man ja nicht die neue Generation zu propagieren. Die Frage ist natürlich: Können wir uns das leisten?

Ein letzter Punkt zum Problem Schweden. Absolut unverständlich ist mir, wieso sich die bürgerlichen Parteien immer auf Schweden berufen. In Schweden wollen weder die Parteien, sei es die SP oder eine bürgerliche Partei, noch die Gewerkschaften ein neues Atomkraftwerk bauen. Es geht einzig um das Problem, wann man aussteigen will. Wir stellen jetzt in Schweden einen Diskussionsprozess fest, der bei gewissen bürgerlichen Parteien und bei gewissen Teilen der SP dazu führt, dass man sich der bedächtigen, vernünftigen Linie der schweizerischen Sozialdemokratie nähert. (*Heiterkeit*)

In diesem Sinne bitte ich Sie, diesen beiden Initiativen zuzustimmen.

Jaeger: Ich lege meine Interessenbindungen offen: Ich war vor über zwölf Jahren Mitbegründer der Schweizerischen Energiestiftung, einer nuklearkritischen Vereinigung. Weiter bin ich Miturheber beider Initiativen. Bei der Moratoriums-Initiative bin ich Koppräsident. Damit ist meine Stellungnahme und mein Standpunkt bereits klargestellt. Ich vertrete auch eine Fraktion, die in beiden Initiativen sehr stark engagiert ist. Ich nehme die Gelegenheit wahr, auf vier Punkte einzugehen, die bereits von anderen Sprechern aufgegriffen worden sind, nämlich auf:

1. die Versorgungsfrage;
2. die Energiezukunft;
3. den Treibhauseffekt;
4. die radioaktiven Abfälle.

Ich will nicht zuviel wiederholen und stelle lediglich noch einige Aspekte zur Diskussion, dies vor allem aus ökonomischer Sicht.

Zunächst zur Frage der radioaktiven Abfälle: Wir wissen, dass das Problem der hochradioaktiven Abfälle in der Realität bis heute weder erprobt noch gelöst werden konnte. Dennoch gibt es immer wieder Leute, die behaupten, das Problem sei lösbar und hätte allenfalls sogar im Modell gelöst werden können. Das stimmt nicht. Der Preis für die Endlagerung der hochradioaktiven Abfälle wird höher, je mehr Abfälle erzeugt werden. Je mehr Nuklearstrom produziert wird, desto mehr Abfälle fallen an. Wenn heute der Bundesrat beispielsweise zugeben muss, dass er keine Übersicht hat, wo die Abfälle gelagert werden und wie gross die Mengen dieser Abfälle sind, ist dies begreiflich. Datenbanken gibt es nicht. Herr Günter wird in der Einzeldebatte auf diese Frage zurückkommen. Wir müssen einfach feststellen, dass wir mit einem Abenteuer spielen. Ich möchte nicht in Panik machen. Ich bin auch bereit mitzuhelfen, die Probleme zu lösen. Sie dürfen aber nicht einfach weiterproduzieren und den Pfad weitergehen, der diesbezüglich in ein grösseres Abenteuer führt. – Das zu den radioaktiven Abfällen.

Nun zur Versorgungspolitik: Es wurde bereits von Herrn Thür darauf hingewiesen, ich möchte das Argument noch einmal aufnehmen: In den letzten Wochen konnten wir in den Medien eine beispiellose Kampagne erleben, wie in Panik gemacht und Weltuntergangsstimmung mit Bezug auf unsere Elektri-

tätsversorgung verbreitet wird. Es wird von den Importüberschüssen gesprochen, als ob wir seit Jahren im Winter nur noch Strom netto importieren würden. Dabei stehen die Zeichen anders. Ich verweise auf die Zahlen von 1988: Wir hatten über 9 Milliarden Kilowattstunden Exportüberschuss, im Winter 2,8 Milliarden und im Sommer 6,8 Milliarden, also Uebererschüsse das ganze Jahr hindurch. Wenn nun an einzelnen Spitzentagen im Januar solche Importüberschüsse auftreten, so ist das im Sicherheitskonzept enthalten: 95 Prozent Versorgungssicherheit sind hinreichend, so dass für einen Winter auf zwanzig Jahre sogar netto importiert werden darf. Das passiert heute gar nicht. Nur an einzelnen Spitzentagen sind Importüberschüsse aufgetreten. Zum Glück, Herr Ogi, haben Leute aus Ihrem Departement hier einiges klar gestellt und die Diskussion wieder auf eine sachliche Ebene zurückgeführt.

Auch die Sache mit der Uebertragungskapazität ist Polemik. Wenn nämlich bei einer Gesamtproduktion von 141 Millionen Kilowattstunden an einem Tag beispielsweise 87 Millionen importiert und 67 Millionen exportiert werden, dann muss man sich natürlich darüber im klaren sein, dass auf diese Weise unsere Uebertragungskapazitäten allein durch dieses Export/Importgeschäft stark ausgelastet sind. Aber da kann man nicht von einer Krise sprechen. Im übrigen möchte ich einfach feststellen – damit möchte ich einige grundsätzliche Bemerkungen anbringen zu dieser Panikmacherei, zur Versorgungskrise, die da heraufbeschworen wird –, dass wir uns langsam vom nationalen Energiemarkt Schweiz verabschieden müssen. Auch hier geht es um eine europäische Angelegenheit. Mit dem Binnenmarkt 1992 werden wir in Europa einen integrierten Energie- und Elektrizitätsmarkt haben, und hier gibt es heute gewaltige Produktionsüberschüsse. Auf diesem Markt gibt es gewaltige Kapazitätsreserven. Also können wir doch nicht aus unserer Froschperspektive im Zeichen von Europa von einem Engpass und von einer Versorgungskrise sprechen.

Wenn es schon Versorgungsengpässe gibt, so ist das doch in einer freien Wirtschaft auch eine Frage des Preismechanismus, der allerdings in diesen Bereichen leider nicht richtig funktioniert, aber das hat auch seine speziellen Gründe; ich werde darauf zurückkommen.

Nun möchte ich aber doch noch einen Verdacht äussern: Herr Thür hat gesagt, die Panikmacherei sei Abstimmungspropaganda. Ich habe noch eine zweite Vermutung: Im Januar und im Februar will man offenbar Strom exportieren, weil das ein lukratives Geschäft darstellt. Das ist an sich eine unternehmenspolitisch verständliche Reaktion. Ich wäre nur froh, wenn die Energie- und Elektrizitätsmonopolisten auch in anderen Fragen ein derart marktwirtschaftliches und unternehmenspolitisches Verständnis aufweisen würden, was aber nicht der Fall ist. Ich komme gleich darauf zurück. Also sind es doch nackte Geschäftsinteressen: das soll man doch zugeben. Man soll nicht wegen angeblichen Versorgungsengpässen jammern, wenn man das grosse Geschäft verpasst hat. Ich kann verstehen, dass man das nicht gerne tut, aber ehrlich soll man dabei sein.

Zur Energiezukunft: Es wird von 3 bis 4 Prozent Bedarfszuwachs an Energie und Elektrizität pro Jahr gesprochen. Vor allem, wenn man noch die Elektrizität als Substitutionsenergie einsetze, brauche es ein Wachstum von 3 bis 4 Prozent auch in der Zukunft. Extrapolieren Sie diese Wachstumsraten, dann kommen Sie auf Verdoppelungszeiten von 14, 15 oder 16 Jahren. Wie stellen Sie sich denn das für die nächsten zwanzig oder dreissig Jahre vor? Das ist doch eine völlige Illusion. So kann es ja gar nicht gehen. Ich gebe durchaus zu, mir gibt es auch zu denken, wenn 70 Prozent unserer Bevölkerung die Kernenergie ablehnen. Das ist ein Faktum, davon können Sie ausgehen. Gleichzeitig nimmt der Bedarf an Strom zu. Hier besteht offensichtlich eine Diskrepanz – ökonomisch betrachtet – zwischen den Konsumpräferenzen auf der einen Seite und dem Konsumverhalten auf der anderen Seite. Das ist natürlich auch eine Frage, die wir nicht gelöst haben. Es ist nicht gelungen, die Präferenzänderungen in der Bevölkerung, bei den Konsumenten, in ein verändertes Konsumentenverhalten umzusetzen. Warum? Weil wir die technisch-ökonomischen Voraussetzungen dafür nicht geschaffen haben. Es ist uns bis

heute auch nicht gelungen – wegen der Lobby der Energie- und Elektrizitätsmonopolisten, die hier und im Ständerat ganz besonders gut vertreten ist –, Tarifgrundsätze nach marktwirtschaftlichen Grundsätzen durchzusetzen. Solange solche Dinge nicht möglich sind, wird eben marktwirtschaftliches Denken nicht möglich, und es wird auch nicht möglich, die Präferenzen, die im Wandel sind, in eine vernünftige Energiebedarfsentwicklung in bezug auf den Modal split überzuführen. Das wird erst möglich sein, wenn wir tatsächlich marktwirtschaftliche und technische Strukturen schaffen können. Das möchte ich auch noch feststellen; Innovation ist gerade in diesem Bereich möglich.

Herr Schüle, wenn Sie sagen, Informatik brauche mehr Strom, so möchte ich erwidern, die Kommunikationsgesellschaft der Zukunft – darüber gibt es wissenschaftliche Untersuchungen – wird weniger Strom brauchen, weil es möglich sein wird, Informationen anstelle von festen Gütern zu transportieren. Das ist eine Zukunftsvision, die wir sehr bald realisiert sehen werden. Also seien wir doch da etwas zukunftsgläubiger. Sie sagen uns immer, wir würden Weltuntergangsstimmung verbreiten. Das stimmt überhaupt nicht. Wir warnen nur vor diesem unseligen Abenteuer Nuklearenergie mit seinen unmöglichen Entsorgungsproblemen. Aber wir sehen eine Zukunft mit einer anderen Technologie, mit Alternativen, und da werden auch Arbeitsplätze geschaffen. Das ist ohne Zweifel heute eindeutig für jedermann nachvollziehbar. Schweden hat uns das gezeigt, worauf ich im weiteren nicht zurückkommen möchte.

Zum Treibhauseffekt: Es ist wirklich rührend, wie sich nun plötzlich Verantwortliche aus der Elektrizitätswirtschaft im Kampf gegen den Treibhauseffekt stark machen. Ich habe von Michael Cohn gelesen, dass er darin nun plötzlich das Problem Nummer 1 sieht. Auch heute ist das Problem von ungewohnter Seite in den Vordergrund gestellt worden. Wer möchte noch daran zweifeln, dass es das Treibhausproblem gibt? Wir haben Anschauungsunterricht, jeden Tag. Aber ich möchte doch bitten, hier redlich zu bleiben.

Wenn es nämlich darum geht, den Treibhauseffekt zu bekämpfen, müssen wir den Wirkungsgrad der fossilen Brennstoffe erhöhen. Dann müssen wir dort weniger verbrauchen. Wenn wir einfach den nuklearen Weg gehen, werden wir auch mehr fossile Brennstoffe verwenden. Es wird ganz sicher so sein, dass wir, wenn wir dort nicht sparen und bei der Nuklearenergie den Wirkungsgrad nicht verbessern, auch im Bereich der fossilen Brennstoffe schlicht und einfach mehr verbrauchen. Das hat die Studie von Giovannini, das haben auch die Eges-Studien, das haben auch zahlreiche Studien in den USA und in der Bundesrepublik Deutschland deutlich gemacht. In den USA und in der Bundesrepublik Deutschland wurde errechnet, dass Sie, wenn Sie den Treibhauseffekt mit nuklearer Energie wirklich bekämpfen wollten, bis zum Jahr 2050 50 000 AKW mit einer Leistung des AKW Gösgen erstellen müssten. Stellen Sie sich diesen Unsinn vor! Das will doch niemand mehr. Wenn wir also den Treibhauseffekt – und wir müssen ihn angehen – bekämpfen wollen, müssen wir andere Wege gehen als den des nuklearen Abenteuers. Sonst hiesse es nur, den Teufel mit dem Beelzebub austreiben. Ich meine, es geht hier um mehr. Es geht darum, dass wir eine Energiezukunft schaffen, die wir auch gegenüber den kommenden Generationen verantworten können. Ich muss zum hundertsten Mal wiederholen: Eine Energiezukunft mit mehr Marktwirtschaft wäre auch eine Energiewirtschaft, die vom nuklearen Weg wegführen würde. Wenn hier Konkurrenz – da bin ich überzeugt – herrschen würde, hätte die Atomenergie auf die Dauer keine Ueberlebenschance. Das müssen wir sehen.

Ich bitte Sie daher: Helfen Sie wenigstens mit, in dieser Diskussion sachlich zu bleiben, und stimmen Sie mit uns – das wäre das Schönste – für diese beiden Initiativen im Sinne der Anträge Weder-Basel und Ledergerber! Wenn das nicht möglich ist, werden wir uns dann im Abstimmungskampf bei Philipp wiedersehen. Wir haben zwar keine Verwaltungsratsmandate, aber wir sind überzeugt, wir haben gute Argumente.

Salvioni: Il tema è stato posto dal Consiglio federale nel suo messaggio in termini molto chiari. Cito il Consiglio federale: «Per garantire la sicurezza d'approvvigionamento e nell'inte-

resse della protezione dell'ambiente, il nostro collegio giudica necessaria la costruzione di nuove centrali nucleari a meno che sia possibile frenare un ulteriore aumento del consumo di elettricità.» E aggiunge: «Solo quando parlamento e popolo si saranno dichiarati disponibili ad accettare efficaci provvedimenti di risparmio, potrà essere seriamente previsto di rinunciare definitivamente agli impianti nucleari generatori d'elettricità.»

In definitiva, siccome sinora il Parlamento non ha dato al Consiglio federale i mezzi per praticare questa politica di risparmio, diventa necessario appellarsi al popolo, ed è quello che abbiamo fatto con le iniziative.

Se le iniziative dovessero passare, il Parlamento darà al Consiglio federale i mezzi per praticare la politica energetica che è necessaria per evitare i pericoli del futuro.

Je dois avant toute chose signaler mes intérêts. Je suis président de la Société des forces motrices tessinoises. Il s'agit d'un établissement cantonal, sans aucune participation privée. Je suis en même temps coprésident du comité pour le moratoire. Si je devais raisonner en termes purement financiers, comme c'est généralement le cas pour les sociétés anonymes qui doivent rendre des comptes à leurs actionnaires, il est évident que je devrais encourager la consommation car cela signifie une augmentation des bénéfices, c'est-à-dire que les actionnaires toucheraient quelque chose. C'est le raisonnement du «Wirtschaftsbürger», du bourgeois. Le fait de diriger une société publique me permet d'essayer de voir au-delà de la clôture annuelle des comptes et de raisonner en «Staatsbürger», en citoyen. Je constate que si la tendance actuelle de croissance devait continuer, dans trente ans toute la production d'électricité de mon canton ne suffirait pas à satisfaire la demande cantonale.

A côté du problème de l'électricité, il y a l'augmentation de la consommation des combustibles fossiles qui a déjà déterminé dans certaines parties du canton, et notamment à Chiasso, des situations inacceptables à cause de la pollution de l'air. Peut-on continuer ainsi? Après les graves catastrophes récentes, tout le monde affirme qu'il faut réduire la consommation d'énergie. Mais quand on doit transformer ces déclarations de bonne volonté en pratique, on se trouve en présence d'un tir de barrage inexorable. Tantôt le fédéralisme est invoqué: on dit que les cantons et les communes sont à même de résoudre les problèmes sans être jugulés par l'Etat fédéral. Tantôt on réclame un article constitutionnel, comme fondement pour une loi sur l'énergie. Tantôt on veut une loi fondée sur les bases constitutionnelles existantes, sans créer nécessairement un nouvel article constitutionnel. Une autre fois, on dit qu'il est inutile de voter une loi et qu'il faut avant tout voter les initiatives. C'est une ronde sans fin, car la fantaisie des opposants est sans borne. En fait, la réalité c'est qu'après quinze ans de discussions on n'a pas encore de loi sur l'énergie.

Entre-temps, les producteurs d'électricité se lancent dans une propagande démontrant qu'ils se donnent de la peine pour promouvoir l'épargne. Je cite un politologue allemand qui dit: «Die Nachdenklichkeiten von Wirtschaftsführern über die Moral des Wirtschaftens mögen gut sein. Aber ein Parlament, das Willens und in der Lage ist, sich einer Technikfolgeabschätzung zu befleißigen, wäre besser. Anstandsregeln im fahrenden Zug sind gut, aber selbstverständlich hat die Moral nur eine Chance, wenn sie Gesetz ist oder wenn sie rechnet; Moral wird als Recht wirklich, der Kampf ums Recht ist Politik.

Politik ist mehr als die Debatte über Anstandsregeln im fahrenden Zug. Politik ist das Gespräch über den Endpunkt der Reise und die Geschwindigkeit des Zuges, über die nächste Weiche und über die nächste Abzweigung. Sie ist die gesellschaftliche Kontrolle der Voraussetzungen und Bedingungen des gesellschaftlichen Lebens und menschlichen Ueberlebens.»

Puisque le Conseil fédéral ne parvient pas à mettre sur pied une politique de l'énergie (le Parlement ne lui en donne pas les moyens), il faut que cette alternative vienne de la base. Les initiatives offrent aux électeurs la possibilité de faire pression sur le Parlement afin qu'il adopte des lois favorables à une diminution de la consommation.

En conclusion, on dit maintenant que le CO₂ est dangereux et qu'il faut remplacer les combustibles fossiles par l'énergie nucléaire. En réalité, pour diminuer de 10 pour cent la consommation des combustibles fossiles, et par conséquent la concentration le CO₂ dans l'air, il faudrait doubler le nombre des centrales actuellement en service en Suisse: c'est-à-dire construire trois centrales de 1000 mégawatts. Si on voulait réduire de 20, 30 ou 40 pour cent ce taux, il en faudrait davantage encore. Où est-ce qu'on construira ces centrales? Où est-ce qu'on déposera les déchets dont personne ne veut? La question reste ouverte.

L'initiative sur le moratoire est une occasion qui permet au peuple d'exprimer son opinion, de faire pression sur le Parlement, afin que le Conseil fédéral ait à sa disposition des lois indispensables à la conduite d'une politique de l'énergie raisonnable.

M. Pini: Ma position dans ce débat reste cohérente et conséquente par rapport aux opinions que j'exprimais lors du premier débat sur l'avenir de l'énergie nucléaire, tout de suite après la catastrophe de Tchernobyl.

Je suis donc favorable à l'initiative pour un moratoire. En revanche, je m'abstiens à propos du démantèlement progressif des centrales, car cette deuxième initiative soulève des difficultés pratiques sérieuses et peut-être insurmontables. Je souligne surtout la nécessité d'un arrêté fédéral. Il faut que le Conseil fédéral et le Parlement affirment leur volonté de poursuivre une politique énergétique économe par l'intermédiaire d'un dispositif légal.

Il y a quatre ans, en mai 1986, trois semaines après la tragédie de Tchernobyl, une commission européenne représentant 22 pays s'est réunie dans l'île grecque de Cos – l'île d'Hippocrate – pour prendre les premières dispositions. En définitive, à trois semaines de la catastrophe de Tchernobyl, c'était les premières réactions. L'Agence européenne pour l'énergie atomique avait demandé l'introduction de normes communes garantissant toutes les structures des centrales atomiques en Europe. Quatre ans sont passés et rien n'a été accompli.

A cette occasion, le Conseil de l'Europe avait souhaité l'interdiction de l'exploitation de centrales nucléaires périmées. Actuellement encore – je viens de prendre connaissance d'une statistique à ce propos, il y a une semaine à Strasbourg – certaines centrales nucléaires ne répondent pas aux exigences de sécurité normales pour éviter des accidents catastrophiques, comme ceux que nous avons connus à Tchernobyl.

J'ai lu avec un certain étonnement – avec quatre ans de décalage – que nous devons réagir contre les émissions de CO₂ et l'effet de serre par le nucléaire. On a polémique autour du livre de Jean Ziegler *La Suisse lave plus blanc*, alors pourquoi ne dirions-nous pas: «Le nucléaire pollue plus blanc»? En effet, la pollution de cette force énergétique n'est pas visible. S'il y avait un accident dans une centrale nucléaire, quels en seraient les effets? Je le demande au Conseil fédéral. Les répercussions seraient pires que les conséquences de l'émission de CO₂ ou de l'effet de serre.

Au Tessin, on dit qu'il faut toujours un cadavre pour réunir la famille. On fait les funérailles, on l'enterre, le souvenir passe et les émotions s'estompent. Pour Tchernobyl, la situation est la même. Quatre années se sont écoulées et maintenant on prétend qu'on ne risque plus rien, que c'était un cas particulier et que c'était en Russie. Alors, continuons! Il faut construire des centrales nucléaires, car autrement le CO₂ et l'effet de serre vont nous étouffer. Cette attitude est extrêmement dangereuse.

De plus, on affirme dans cette enceinte qu'abandonner le nucléaire entraînerait la renonciation à une technique qui présente moins de risques pour la santé et pour l'environnement que les agents fossiles. Doit-on exposer ici les effets sur la santé de certains accidents nucléaires que l'humanité connaît hélas depuis l'exploitation de cette énergie? Je m'étonne que des affirmations aussi superficielles soient contenues dans un message du Conseil fédéral. Elles sont le reflet d'une grande quiétude à l'égard des effets sur notre santé d'un accident nucléaire, surtout lorsqu'il y est affirmé: «Quant aux risques d'accidents liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire, tou-

tes mesures utiles devront être prises pour améliorer encore graduellement (adelante Pedro) la sécurité des centrales.» Je m'arrête ici car je me suis exprimé à coeur ouvert. De telles affirmations me font peur. Quatre années après Tchernobyl, voir que l'on retourne «bouffer» du nucléaire, sans avoir entrepris quoi que ce soit pour une énergie alternative, pour diminuer les risques, cela m'effraie. Tant que j'aurai l'honneur de représenter une partie de mon peuple dans cette magnifique salle et de parler à cette tribune, je ne voterai pas en faveur des centrales nucléaires et je refuse que l'on continue à prétendre que le nucléaire est l'unique solution pour préserver notre santé et, surtout, pour éviter de polluer. C'est faux et je le répète encore.

M. Petitpierre: On entend dire un peu partout que nous vivons un moratoire de fait, que l'initiative qui propose un moratoire de droit est, par conséquent, sans objet. Je pense au contraire que le moratoire proposé, un moratoire constitutionnel, a un sens et une utilité bien définis.

Le moratoire de fait, M. Savary, président de la commission, en parlait tout à l'heure, n'est pas l'expression d'une volonté politique, il n'a pas de finalité, c'est un état qui ne satisfait ni les partisans d'un abandon de la production de l'électricité d'origine nucléaire, ni ses adversaires. Il a par ailleurs des inconvénients qui reposent sur son ambiguïté, il n'a pas de sens et on ne parvient pas à se mettre d'accord sur une politique de rechange d'ensemble. Il entrave, quand il ne la paralyse pas, l'action des pouvoirs publics et celle des particuliers, freinés dans leurs investissements, qui sont tous plus ou moins condamnés à l'expectative et à prendre des décisions au jour le jour. Ce moratoire de fait conduit à une dépendance accrue et des hydrocarbures et de l'électricité, je ne reprends pas une démonstration qui a déjà été faite tout à l'heure.

Un moratoire inscrit dans la constitution a une tout autre portée. Tout d'abord, il repose sur le vote du peuple et des cantons, il exprime une volonté d'élaborer une politique de rechange, loin des obsessions et des querelles nucléaires, sans préjuger la solution. Il permet de rassembler les énergies pour suivre une troisième voie, plus nécessaire que jamais, quand on voit les effets nuisibles, qui augmentent tous les jours, de la consommation d'hydrocarbures et les effets nuisibles socialement du stockage des déchets radioactifs. Ces deux types de désagréments et de difficultés sociales augmentent parallèlement. Encore une fois, il faut savoir que ce que l'on peut attendre de la substitution est absolument nul en pratique.

Le principe d'un moratoire inscrit dans la constitution permettrait de réorienter l'affectation, au moins pendant quelques années, d'investissements figés à cause du moratoire de fait, de diriger un peu différemment la recherche et le développement vers des domaines nouveaux et de préparer une politique cohérente sans l'hypothèque des arrières-pensées liées au débat nucléaire. On pourrait enfin, au moins pendant quelques années, démobiliser. Il faut que nous démobilisions, parce que nous ne pouvons pas avancer dans la politique générale et nous acheminer vers une politique construite.

Ce moratoire enfin, Monsieur le Conseiller fédéral, s'inscrit parfaitement dans la ligne des propositions du Conseil fédéral, aussi bien l'article constitutionnel que l'arrêté que nous discuterons ces prochains jours. Il ne s'oppose pas.

Le moratoire est une occasion de rassemblement et signifierait la fin du piétinement résultant des échecs de 1979, 1983 et 1985, échecs d'une politique globale. Nous pourrions enfin réaliser l'exigence première de toute politique énergétique responsable, arriver à l'utilisation optimale des sources d'énergies.

C'est notre but, j'espère que vous le partagez.

Aliesch: Der Ausstieg aus der Kernenergie sei möglich, haben wir heute gehört. Ich will das gar nicht bestreiten. Die Frage ist für mich eher, ob ein Ausstieg aus wirtschaftlichen, aus ökologischen und auch aus ordnungspolitischen Gründen verantwortbar ist. Diese Frage müssen wir beantworten. Der Eges-Bericht spricht von einem Sparpotential von zwischen 33 und über 50 Prozent bis ins Jahr 2025. Mich erstaunt darum wenig, dass die Kernenergiegegner auch heute mor-

gen aus diesem Bericht wie aus einer Bibel zitieren. Für mich ist der Eges-Bericht eher eine Sparfibel. Man will uns in diesem Bericht den Ausstieg aus der Kernenergie vor allem durch ein sehr rabiaten Stromsparen beliebt machen. Die Kernenergiegegner übersehen, dass die Elektrizität vornehmlich eine Produktionsenergie, dass Erdöl vor allem eine Komfortenergie ist. Die von den Ausstieganhängern errechneten Spareffekte sind wirklichkeitsfremd, die empfohlenen Sparstrategien utopisch und häufig verantwortungslos. Im Gewerbe, in der Landwirtschaft und in den Dienstleistungen müsste der Elektrizitätsverbrauch um rund 30 Prozent gesenkt werden, und das bei einer Dienstleistungs- und Kommunikationsgesellschaft, die zunehmend auf der Elektrizität aufbaut. Herr Jaeger – er ist im Moment nicht anwesend –, durch die Telekommunikation sparen wir Öl, wir sparen Benzin. Wir brauchen aber mehr Elektrizität. In den privaten Haushalten müsste der Stromverbrauch nach den Eges-Szenarien um 40 Prozent vermindert werden. Die Hausfrauen müssten sich also überlegen, wie sie zu Hause 40 Prozent Strom einsparen möchten. Man würde also hier und andernorts ganz neue, handfeste Sachzwänge schaffen.

Die rigorose Sparstrategie, wie sie von der Eges entwickelt und von den Kernenergiegegnern propagiert wird, wäre für die Wirtschaft eine Roskur. Der Ausstieg aus der Kernenergie würde sich zu einem wirtschaftlichen Vabanquespiel entwickeln. Bei der Argumentation der Kernenergiegegner entsteht auch das recht skurrile Resultat, dass bei der Nutzung der Kernenergie der Schadstoffausstoss grösser sei als bei einem Ausstieg aus der Kernenergie. Das ist nach meiner Ueberzeugung reinste Bauernfängerei und unehrlich. Und das sage ich vor allem den Herren Ledergerber und Bodenmann, die die Eges-Thesen heute morgen recht kritiklos nach-erzählt haben.

Die relativ günstigen Auswirkungen punkto Emissionen im Ausstiegsszenario sind eindeutig nicht Folge des Ausstiegs, sondern der rigorosen Sparpolitik. Und diese strenge Sparpolitik wird nur dem Ausstiegsszenario zugrunde gelegt. Würde sie auch auf das Nuklearszenario angewandt, stünde dieses bezüglich Schadstoffemissionen aus fossiler Nutzung weit besser da.

Heute haben wir in der Schweiz eine funktionierende Energieversorgung. Der Ausstieg aus der Kernenergie wäre unweigerlich gleichzusetzen mit dem Einstieg in einen ungeahnten staatlichen Dirigismus. Je rascher der Ausstieg realisiert würde, desto schärfer müssten die behördlichen Eingriffe werden. Das mit dem Ausstieg einhergehende überlappende Sparregime – wir sind ja alle fürs Sparen –, mit seinen Vorschriften, mit seinen Geboten, Verboten, Steuern und Subventionen, liesse sich nur mit Hunderten von neuen Beamten, mit viel mehr Bürokratie realisieren. Das wäre nach meiner Ueberzeugung auch keine gute Voraussetzung – das sage ich jetzt wieder Herrn Jaeger – für ein Mitmachen in einem Europa ohne Grenzen. Der Antiatomstaat ist ein bürokratischer Staat. Wenn es nach dem Willen der Ausstieganhänger ginge, würde die Kernenergie durch den staatlichen Eingriff ersetzt. Das will ich nicht. Der Ausstieg ist also ohne weiteres möglich, den Ausstieg wagen aber ist, nach meiner festen Ueberzeugung, wirtschaftlich riskant, ökologisch äusserst fragwürdig und ordnungspolitisch untragbar. Der Preis dieses Ausstieges wäre zu hoch.

Ich bitte Sie deshalb, beide Initiativen abzulehnen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Thür: Ich habe mich in meinen Ausführungen zum Stromüberschuss im letzten Jahr geäussert. Ich muss eine Präzisierung anbringen. Es liegen ja noch keine offiziellen Zahlen vor. Vielleicht kann Herr Bundesrat Ogi uns noch Genaueres sagen. Nach meinen Unterlagen resultiert dieser Stromexportüberschuss aus den Monaten Juli bis Oktober des letzten Jahres, und nicht von Oktober bis Dezember.

Tatsache bleibt aber: In dieser Zeit wurden die Stauseen überdurchschnittlich geleert, obwohl damals schon bekannt war, dass sie sich unterdurchschnittlich füllen werden. Damit bleibt für mich die Frage – ich wäre froh, wenn ich da eine Antwort

bekommen würde –, weshalb in diesen Monaten im gleichen Ausmass Strom exportiert worden ist und die Stauseen abgesenkt wurden.

Frau Stocker: Wie lange darf ein Bundesrat Eier kochen, respektive wie lang darf unser Parlament faule Eier verstecken? Eigentlich wäre es in einer Demokratie wünschbar, dass die Fakten und die Bedürfnisse in der Politik festgelegt würden und nicht umgekehrt. Was wir heute bei diesen beiden Initiativen diskutieren, ist doch letztlich folgendes:

Das Moratorium haben wir. Die Forderung ist eigentlich überholt. Ich kenne niemanden hier im Saal, der mit gutem Gewissen sagen kann, dort wird das nächste schweizerische AKW gebaut.

Die Forderung nach dem Ausstieg in zwei Punkten wurde auch bereits erfüllt: Das Sparprogramm von Herrn Bundesrat Ogi ist ja im Gang, auch das «Bravo-Plus» – ich nehme an, es komme demnächst das «Bravo 4».

Die dritte Forderung nach Forschung, Entwicklung und Nutzung von dezentralen umweltverträglichen Energien: Sie sehe ich in allen Parteiprogrammen von links bis rechts. Auf allen Seminarien, auf allen Delegiertenversammlungen wird sie auf die Fahne geschrieben.

Herr Bundesrat, mir widerstrebt es, in der Volksabstimmung dann für einen Energieartikel einzutreten, so quasi als billiger Jakob ihn anzupreisen und gleichzeitig feststellen zu müssen, dass wir die Energie in diesem Land geradezu «versauen». Das ist doch keine ehrliche Politik. Was wir heute eigentlich noch zu tun hätten, ist die Verwirklichung des dritten Punkts, nämlich die Verabschiedung einer Illusion. Das wäre eine aufklärerische Tat am Ende des 20. Jahrhunderts. Nicht mehr und nicht weniger.

Keiner von diesen Menschen, die jetzt die liberale Marktwirtschaft zelebrieren, hat irgend etwas zur Kontrolle des Atomstaates gesagt. Wie wollen Sie das zusammenbringen? Wie wollen Sie freie Marktwirtschaft mit massiver bis hin zu polizeistaatlicher Kontrolle verknüpfen? Wo liegt da Ihr Demokratieverständnis?

Wir hätten heute die Chance, dem Volk gegenüber ein Zeichen zu setzen, dass wir es in der Energiepolitik ehrlich und ernst meinen. Mit dem Energieartikel? Wir würden ihn mittragen, Herr Bundesrat Ogi, er muss aber gefolgt sein von einer Politik mit Handlungsschritten und nicht mit Verbalakrobatik. Es geht um folgende vier Punkte:

1. Wir erhalten uns die demokratische Grundstruktur in diesem Land. Ich bin nicht bereit, auch nur einen Zentimeter mehr Kontrolle irgendwelchen Technokraten in die Hände zu geben.

2. Wir sichern unsere Lebensqualität langfristig, nämlich im aufgeklärten Bewusstsein, dass wir begrenzte Ressourcen haben. Ob mit oder ohne Atom, die Ressourcen, auch das Uran, sind begrenzt.

3. Wir hinterlassen der kommenden Generation keine unverantwortliche Hypothek. In zwanzig Jahren sitzen nicht mehr wir hier in diesem Parlament, sondern andere Menschen. Sie werden uns dann anklagen.

4. Streuen wir doch dem Volk keinen Sand in seine fernsehmüden Augen, indem wir mit bundesrätlichem Mahnfinger Eier kochen und daneben grosszügig bereit sind, Energie zum Supermarktpreis verschleudern zu lassen. Das macht das Volk auf die Dauer nicht mehr mit: Es wäre für mich wunderbar, wenn das Parlament für einmal fortschrittlich wäre; es wäre wunderbar, wenn das Parlament für einmal sich selbst konsequent und treu wäre; und es wäre wunderbar, wenn wir uns am Ende des 20. Jahrhunderts das Pokern mit der Zukunft nicht mehr erlauben würden. Vielleicht wäre dann die Vernunft tatsächlich, die aufgeklärte Vernunft am Ende des 20. Jahrhunderts, mehrheitsfähig. Dann könnten die neunziger Jahre vielleicht wirklich hoffnungsvolle Jahre werden.

Wyss Paul: Ich bin der Auffassung, dass die Option Kernenergie aufrechterhalten werden muss, und werde deshalb gegen beide Initiativen stimmen. Ich bin überzeugt, dass mit der technischen Entwicklung Lösungen gefunden werden, welche das Risiko von Kernanlagen praktisch auf null reduzieren, zum Bei-

spiel durch neue Technologien, bei denen die inhärente Sicherheit tatsächlich experimentell dargelegt werden kann. Diese Entwicklung wird aber noch einige Zeit dauern, deshalb sind Uebergangs- respektive Zwischenlösungen zu suchen.

Im folgenden seien einige Ueberlegungen aus der Sicht der Wirtschaft beider Basel dargestellt. Mit dem Verzicht auf das Kernkraftwerk Kaiseraugst haben wir vielleicht ein staatspolitisches Problem gelöst, geblieben aber ist das energiepolitische Problem. Dieses hat sich möglicherweise in der Zwischenzeit sogar verschärft, ich nenne bloss drei Stichworte: Treibhauseffekt, Neuaufbau der Volkswirtschaften in Osteuropa (mit einem vermehrten Eigenbedarf an Energie) und Verbrauchszunahme. Zur Verbrauchszunahme haben heute morgen schon einige Redner drastische Zahlen bekanntgegeben. Erlauben Sie mir eine Feststellung zur Verbrauchszunahme in der Schweiz und in der Region Nordwestschweiz, die nicht etwa besser dasteht als die übrige Schweiz, sondern im Durchschnitt bleibt. Das Sparen, die Forschung und das Umsteigen auf alternative Energieformen haben zwar erfreuliche Fortschritte gemacht, aber wir dürfen die Realitäten nicht aus den Augen verlieren. Sparen, Forschen und Umsteigen allein genügen nicht, denn mehr Umweltschutz braucht einfach mehr Elektrizität; mehr öffentlicher Verkehr braucht mehr Elektrizität; mehr Automation braucht mehr Elektrizität; mehr Komfort braucht mehr Elektrizität. Das tägliche Plebiszit an der Steckdose beweist es: Der Verbrauch steigt und steigt, trotz gegenteiliger Beschwörungen und recht erfolgreicher «Bravo»-Kampagnen seitens des Bundes. Er steigt um jährlich 2 bis 3 Prozent, aus verschiedenen Gründen, die schon eingehend dargelegt worden sind.

Wir haben nun prinzipiell zwei Möglichkeiten zur Deckung dieses Mehrbedarfes. Entweder stützen wir uns auf die inländische Produktion ab, führen also die bisherige Politik eines hohen Selbstversorgungsgrades weiter, oder wir überlassen die Produktion unseren Nachbarn und importieren die Elektrizität, wenn möglich nicht nur aus einem Land natürlich, womit allerdings der Selbstversorgungsgrad zunehmend sinken würde. Diese zunehmende Auslandabhängigkeit ist im Zeichen der europäischen Integrationsbestrebungen nicht zum Vorherherin abzulehnen. Sie ist aber eine Frage des Masses. Für unser Land ist Strom aus einem schweizerischen Kraftwerk sicherer als Strom aus einem Nachbarland. Je weiter weg eine Stromquelle ist, desto mehr Risiken und Hindernisse, sowohl technischer als auch politischer Art, stehen zwischen Erzeugung und Verbrauch. Ein Mehr an Importstrom bedeutet also eine weniger sichere Versorgung der Schweiz und zieht zudem neue Verbundleitungen nach sich.

Wenn wir aber die Selbstversorgungsvariante prüfen wollen, kommen, weil die Wasserkräfte in der Schweiz weitgehend genutzt sind und auch hier bereits Opposition besteht, nur thermische Kraftwerke in Frage. Zurzeit prüft im Raum Basel eine von der Wirtschaft eingesetzte Arbeitsgruppe – ich unterstreiche: prüft –, ob nicht an den Bau von z. B. fünf dezentralen kleineren gasbeheizten Kraftwerken mit einem elektrischen Leistungsvermögen von insgesamt 150 Megawatt gedacht werden könnte, wobei uns klar ist, dass das Gas importiert werden müsste. Auch klar ist, dass die Brennstäbe vom Ausland kommen. Das müssen wir sehen. Wir sind praktisch auslandabhängig. Damit verbunden – und das möchte ich hier mit aller Deutlichkeit sagen, so dumm sind wir natürlich nicht – müsste die Auskoppelung von Abwärme sein. Diese Wärme-Kraft-Koppelung erschiene uns als Zwischenlösung ein sinnvoller Beitrag zur Schliessung der Energielücke. Da mit dieser Wärme-Kraft-Koppelung die individuellen Oelheizungen grösstenteils verschwinden würden, wäre es möglich, den momentanen Ausstoss von Schadstoffen zu reduzieren, womit wir der vom Bund vorgegebenen Zielsetzung, nämlich die Emissionswerte von 1960 zu erreichen, wieder näher wären.

Zusammengefasst: Ich befürworte Integrationslösungen über die Landesgrenze hinweg und bin überzeugt davon, dass im Rahmen der Selbstversorgung mit thermischen Kleinkraftwerken und Wärme-Kraft-Koppelung ein Teil des Energiebedarfs umweltfreundlich gedeckt werden könnte: d. h. als Ueberbrückung, bis neue Technologien verfügbar sind, mit oder ohne Kernkraft.

Frau Leutenegger Oberholzer: Die Art und Weise, wie die beiden Atominitiativen in der bundesrätlichen Botschaft behandelt werden, unterstreicht meines Erachtens die Lernunfähigkeit des politischen Systems in der Schweiz. Die Energiepolitik ist seit mindestens fünfzehn Jahren blockiert. Dank des Widerstandes der AKW-Gegnerinnen und -Gegner konnte Kaiseraugst verhindert und ein faktisches Moratorium durchgesetzt werden. Doch der Bundesrat ist nicht einmal bereit, daraus die Konsequenzen zu ziehen und wenigstens die Moratoriums-Initiative zu unterstützen. Spätestens seit den Eges-Szenarien, die wir nicht etwa dem politischen Weitblick, sondern der Atomkatastrophe in der Ukraine zu verdanken haben, wissen wir auch, dass nur der Ausstieg aus der Atomenergie eine ökologisch und ökonomisch vertretbare Option für unsere Energiepolitik darstellt. Doch auch diese Schlussfolgerung suchen wir in der Botschaft vergeblich. Die Eges-Szenarien sind offenbar für die Schublade produziert worden.

Einsichtig sind offenbar nur die AKW-Gegnerinnen und -Gegner. Sie haben mit ihren schlimmsten Mahnungen auf der ganzen Linie recht behalten. Es gibt keine sicheren Atomkraftwerke! Die Atomenergie bedroht die Menschheit. Wer etwas anderes behauptet, sollte sich heute Tschernobyl ansehen. Die Atomenergie belastet Generationen. Die Atommüllentsorgung ist, allen gegenteiligen Behauptungen der Nagra zum Trotz, ungelöst. Wir können die Abfallprobleme höchstens in andere Länder abschieben. Die AKW sind wirtschaftlich nicht tragbar. Sie verursachen exorbitante Kosten; das haben die vergeblichen Privatisierungsversuche in Grossbritannien voll auf bestätigt. Und die Bedrohung des Klimas lässt sich mit der Atompolitik nicht lösen.

Es gibt nur einen Weg: Energie sparen und nochmals sparen! Aber auch die Sparpolitik wird in der Schweiz nicht ernst genommen. Ja, sie degeneriert zur PR-Kampagne für Energieminister!

Weder der Bundesrat noch die Parlamentsmehrheit sind offenbar willens, aus der heutigen Situation die notwendigen Konsequenzen zu ziehen. Aber dann seien Sie doch wenigstens ehrlich, und zeigen Sie die Folgen des von Ihnen gewählten Atompfades offen auf. Was bedeutet denn die «Option Kernenergie offenhalten» anderes als einen Weiterausbau des Atomkraftwerkparkes in der Schweiz, zum Beispiel den Bau des AKW Graben, vielleicht von Beznau II und III oder was der Horrorszenarien mehr sind? Was heisst sie anderes als die weitere Förderung der Atomstromimportpolitik und die gnadenlose Zubetonierung der Alpen, wie sie beispielsweise auf der Grimsel droht? Was bedeutet sie anderes als den Bau von Atommüllanlagen oder Probebohrungen unter Polizeischutz, wie sie in Ollon bereits gedroht haben? Sie bedeutet auch die totale Auslandabhängigkeit, wie mein Vorredner bereits bestätigt hat, und schliesslich die Entwicklung der Brütertechnologie bis hin zum totalen Atom-, Plutonium- und Ueberwachungsstaat. Das können Sie doch allen Ernstes nicht wollen! Ich bin auf jeden Fall überzeugt, dass die schweizerische Bevölkerung dies nicht will. Die Option Kernenergie ist weder politisch noch ökonomisch noch ökologisch eine Option für unsere Zukunft, ja sie führt uns mit ihrer Laissez-faire-Haltung direkt zu Versorgungsengpässen und zur Energiekrise. Der einzige Weg, der in die Zukunft weist, ist der Ausstieg aus der Atomenergie; seine Gangbarkeit ist längst bewiesen. Beschreiten wir ihn doch endlich!

Sehen Sie bitte auch die Chancen, welche für die Schweiz in einem Ausstieg aus der Atomenergie liegen. Heute betragen die Energieverluste rund 60 Prozent. Gerade in der Nutzung dieses gewaltigen Potentials liegt – ohne jede Komforteinbusse – der Schlüssel für eine Ausstiegspolitik. Sie bedeutet eine intellektuelle Herausforderung für die Schweiz und vor allem eine ökonomische Chance auch für die kleinen und mittleren Betriebe. Eine Sparpolitik schafft auch keine ökologischen Probleme. Bekanntlich ist eingesparte Energie die sauberste von allen; nur sie weist den Weg aus der Klimakatastrophe. Mit der Politik des Abwartens verhindern Sie den Anschluss an eine ökologisch orientierte Zukunft der Schweiz. Ich bin froh, dass über das Schicksal der beiden Atominitiativen nicht in diesem Saal, sondern an der Urne entschieden wird. Denn nur ein Ja zu den beiden Initiativen bringt die rich-

tige Weichenstellung auf den Ausstiegspfad. Ein Ja zu den beiden Initiativen zwingt hoffentlich auch die unbelehrbare Mehrheit in diesem Saal zum Umdenken. Ein energiepolitischer Aufbruch anstelle der sturen Beton- und Atompolitik ist auch in der Schweiz längst fällig!

Blocher: Worum geht es eigentlich bei diesen beiden Initiativen, bei der Moratoriums-Initiative und der Ausstiegs-Initiative? Es geht um nichts weniger als darum, ob wir 40 Prozent unserer in unserem Land produzierten elektrischen Energie ausschalten sollen oder nicht. Darum geht es.

Bei der Moratoriums-Initiative hat man zu beschliessen, ob man 40 Prozent unserer elektrischen Energieversorgung erstickern soll, bei der Ausstiegs-Initiative geht es darum, den Zeitpunkt festzulegen, zu dem man sie ermorden soll. Wir haben die Wahl zwischen Erstickern und Ermorden, aber auch die Wahl, beides zu unterlassen. Das wäre verantwortungsvoll. 40 Prozent der elektrischen Energie! Ich habe das Gefühl, es gibt Leute in diesem Saal, für die ist elektrische Energie einfach etwas, womit man das Nachttischlämpchen anzünden kann, und das kann man ja auch sein lassen, nicht wahr? 40 Prozent der elektrischen Energie heisst nicht weniger und nicht mehr als Arbeitsplätze in unserem Land. Ich weiss, wovon ich spreche. Ich leite ein Unternehmen, das grösste im Kanton Graubünden. Wir sind der grösste Bezüger elektrischer Energie in diesem Kanton. 1700 Familien leben von diesem Unternehmen. Und hier in diesem Saal muten Professoren und Leute, die selbstverständlich dafür gesorgt haben, dass sie bis zum Tode ihre Bezüge haben, unserer Arbeiterschaft, unserem werktätigen Volke, zu, auf ihre Arbeitsplätze zu verzichten. Das ist die bittere Wahrheit!

Auf 40 Prozent der elektrischen Energie zu verzichten heisst nach Herrn Bodenmann «massvolle sozialdemokratische Energiepolitik». Zu den Sozialdemokraten – es war ja Ihre Jungferrede hier, Herr Bodenmann – muss ich einfach sagen: Sie haben nicht nur die Verteidigungspolitik, sondern auch die Marktwirtschaft nicht verkraftet. Sie waren doch ursprünglich die Partei, die für die Werktätigen eingestanden ist und für die Arbeiter, die an ihrem Arbeitsplatz elektrische Energie brauchen. Uebrigens, Herr Bodenmann nimmt es mit dem Sparen nicht so ernst. Nicht wahr: Sparen, das tönt ja gut. Herr Bodenmann predigt Wasser und trinkt Wein. Sparen, Sparen, Sparen – aber er hat hier den Antrag gestellt, jeder Parlamentarier solle seinen eigenen Computer haben. Zu einem solchen Antrag würden wir im Unternehmen noch viele Sitzungen abhalten und schlussendlich wahrscheinlich sagen, das sei doch etwas Verschwendung von Ressourcen. Wir sparen Energie, weil wir finden, sie sei ein vorhandenes Gut, mit dem man sorgfältig umgehen müsse. Und wir sparen nicht Energie bei den anderen, damit wir selber mehr brauchen können. Das ist die Lebensphilosophie.

Diese beiden Initiativen stehen in einem Umfeld in unserem Lande, nach dessen Logik wir in der Praxis die totale Regulierung aller Lebensbereiche einführen, um dann an Parteivorträgen und bei Diskussionen in der Theorie über die internationale Integration von Deregulierung zu sprechen. Gestern haben wir reguliert im Fernmeldebereich, heute in der Energiepolitik, dann im Bankwesen usw. Wenn Sie so weitermachen, dann haben wir schlussendlich keine andere Möglichkeit mehr, als in die EG einzutreten, damit dann die EG ohne unsere Mitbestimmung alle Regulierungen auflöst.

Natürlich, ich verhehle es nicht: Auch der Energiesparbeschluss gehört in diese Regulierung, und der Energieartikel auch. Lassen Sie die Hände weg, Energieversorgung ist doch ein funktionierender Bereich in unserem Lande.

Wenn Herr Ledergerber erklärt, die Schweiz sei stark geworden trotz knappen Gütern, so stimmt das. Aber es ist Grössenwahn – auch lebensphilosophischer Grössenwahn – zu sagen: Wir vom Staat verknappen unserem Volk die Güter. Das ist Grössenwahn. Das ist Glaube an sozialistische Planwirtschaft und nichts anderes. Der Staat reguliert, der Staat sagt, wir verknappen, der Staat kann alles. Die Ruinen sehen Sie jetzt im Osten. Jetzt kommen die hohlen Hände und sagen: Helft uns aus der Position der Planwirtschaft, damit wir das Fiasko lösen können!

Es baut in den nächsten zehn Jahren niemand mehr ein Kernkraftwerk in der Schweiz, dessen können Sie sicher sein, niemand, mit oder ohne Moratorium, niemand. Aber das Moratorium erstickt die laufenden Kernkraftwerke. Lassen Sie die Finger von diesem Unsinn. Die Quittung kommt sonst später. Sie wäre für unser Land und für unsere Werktätigen eine bittere Pille.

Mme Aubry: Appartenant à un parti bourgeois que dénonce M. Bodenmann, je ne vous étonnerai pas en vous disant que je voterai non aux deux initiatives, et je ne vous apprendrai rien, si vous avez lu le message, en disant que tous les scientifiques sont d'accord pour affirmer que la pollution est due essentiellement à la production d'énergies d'origine fossile, à savoir le pétrole, le charbon, le gaz naturel, la lignite, etc. Celles-ci ne sont pas non plus – et nous l'oublions trop souvent – inépuisables. Par ailleurs, le développement et la mise en chantier de nouvelles technologies, de nouvelles installations pour la production d'énergie dite douce ne sont en aucune mesure encore à même de subvenir à l'augmentation sans cesse croissante des demandes d'énergie. Le mot «Sparen» est très beau, mettons-le en pratique. Il apparaît donc inapproprié sinon ridicule de chercher à supprimer l'énergie nucléaire ou de proposer un moratoire, moratoire de fait qui existe avec le renoncement à Kaiseraugst.

Les antinucléaires me rétorqueront que je n'ai pas fait mention de deux problèmes liés intimement à l'énergie nucléaire: le stockage des déchets radioactifs et le danger d'un accident nucléaire. Tout d'abord, le stockage des déchets radioactifs, qui ne perdent que très lentement leur radioactivité, est évalué à tort comme un problème écologique au lieu d'être considéré comme la solution d'un problème. Les possibilités techniques existent pour évacuer, dans des conditions sûres et qui le resteront, toutes les sortes de déchets radioactifs.

Deuxième point: la peur de l'accident nucléaire qui existe depuis Tchernobyl. Notre voisine la France, avec une population d'environ dix fois la nôtre, produit aujourd'hui environ 75 pour cent de son énergie en nucléaire. Un accident d'une centrale nucléaire dans ce pays aurait autant d'effets négatifs en Suisse que s'il arrivait sur notre propre territoire. «Last but not least», n'oublions pas le danger beaucoup plus considérable que représente le stockage de toutes les bombes atomiques des super-puissances qui ne sont pas prêtes, elles, de disparaître.

Le Suisse est devenu égoïste. Les économies d'énergie – malgré toutes les campagnes que vous lancez, Monsieur le Conseiller fédéral – ne progressent que trop peu et le Suisse est très heureux de pouvoir s'approvisionner en énergie nucléaire en France, de même qu'il est heureux de lui faire cadeau de ses déchets. Le Suisse est aussi devenu peureux, car il préfère que les centrales nucléaires soient situées sur le territoire de ses voisins et qu'il en devienne dépendant et dépendant du bon vouloir de la France.

Les deux initiatives que nous traitons ici sont symptomatiques de ce climat qui, de plus en plus, fait que nous perdons l'estime et la sympathie dont nous jouissions jusqu'il y a encore peu de temps. Personnellement, je fais confiance à la science, à nos ingénieurs, à nos hautes écoles, à la sécurité que nous exigeons pour nos centrales nucléaires et je voterai contre ces deux initiatives. Et comme M. Jeanneret l'a si bien dit, je répète que nous devons ici, dans ce Parlement, rester crédibles.

Keller: Man kann aus Angst gegen Kernkraftwerke sein. Das verstehe ich. Aber man kommt auch so nicht darum herum, ein stimmiges Konzept anzubieten, wie die Versorgungssicherheit in unserem Land gewährleistet werden kann. Dieses Konzept fehlt in diesen beiden Initiativen. Sie sind Beispiele für punktuelle Energiepolitik.

Die Moratoriums-Initiative ist ein ausschliessliches Instrument der Verhinderung. Weder stellt noch beantwortet sie die Frage, wie denn die nichtproduzierte Energie anderweitig produziert oder eingespart werden sollte. Diese Frage muss aber beantwortet werden in einem Land, das ohnehin stark auslandabhängig ist.

Die Ausstiegs-Initiative dreht zunehmend den Produktions-

hahn zu. Sie gibt zwar die Zielrichtung an, wie die ausgefallene Energie zu ersetzen sei: durch Sparen und Entwicklung alternativer Möglichkeiten. So weit, so gut. Aber erstens – ich halte mich an den Text der Initiative – beschränkt sie dieses Sparen auf den Strom, und zweitens sagt sie nicht, wie und in welchem Ausmass gespart werden soll. Mit der Annahme der Initiative greifen zwar die Massnahmen der Produktionseinstellung unmittelbar, nicht aber – was doch parallel gehen sollte – die Massnahmen des Sparens. Mit der Annahme der Initiative sind nicht auch zugleich Vorschriften angenommen, wie das, was an Produktion ausfällt, durch geringeren Konsum eingespart wird. Es erscheint mir eine gefährliche Spekulation, einfach anzunehmen, dass das Volk, das der Initiative zustimmt, später auch automatisch einem rigorosen Spargesetz oder anderen Massnahmen zustimmen werde. Wir wissen, wie man das bequemer machen kann: Ausweichen auf fossile Stoffe, Ausweichen auf Import von ausländischem atomarem Strom. In der Botschaft auf Seite 12 können Sie nachlesen, dass für unsere Versorgungssicherheit bereits Strom vorsorglich im Ausmass von zwei Atomkraftwerken eingekauft, d. h. vertraglich abgesichert, werden musste. Ich finde es eigenartig, dass diese Initiativen nicht auch darauf zu sprechen kommen, was mit der Einfuhr ausländischen atomaren Stroms geschehen soll. Sie beschränken sich einfach darauf, die eigene Produktion zu unterbinden. Aber das zeugt doch von einer doppelten Moral!

Die beiden Initiativen sind aus meiner Sicht Beispiele für eine punktuelle Energiepolitik, mit der keine Zukunft zu machen ist. Sie müssen abgelehnt werden, weil sie kein in sich stimmiges Konzept bilden.

Der Weg, hier und heute voranzukommen, ist die Annahme eines Energieartikels. Auf diesem Verfassungsartikel können wir eine künftige Energiepolitik aufbauen. Ich erachte es auch als sinnvoll, zur Ueberbrückung – bis der Energieartikel wirksam wird –, einen Energienutzungsbeschluss anzunehmen. Alles andere schafft nur Konfusion, eröffnet aber keine Zukunft für unsere Energiepolitik.

M. Longet: Je rappelle trois éléments qui me paraissent essentiels pour notre prise de position. Premièrement – cela a déjà été évoqué, mais certains ne veulent pas l'admettre – le nucléaire est vraiment dangereux. La peur qui lui est associée n'est pas un fantasme. Tchernobyl a existé et les retombées sont toujours présentes dans nos sols et nos chaînes alimentaires.

Deuxièmement, par rapport à l'augmentation de l'effet de serre sur la planète, qui est dû pour 50 pour cent au CO₂ qui s'est accru d'un tiers en deux siècles et qui est le produit inévitable de tout processus de combustion, le nucléaire n'apporte pas de solution. Le professeur Giovannini, parmi d'autres, a souligné ce point en affirmant qu'il faudrait des milliers de centrales nucléaires dans le monde, ce qui multiplierait d'autant les risques, d'une part, et dépasserait complètement les moyens techniques et économiques des pays qui devraient les réaliser, d'autre part. Dans le meilleur des cas, la substitution ne sera donc que très partielle.

Si l'on se réfère aux chiffres pour la Suisse, on constate que le nucléaire représente actuellement 8 pour cent de notre consommation globale d'énergie. Si vous voulez tripler cette part – atteindre environ 25 pour cent – il faudra dépenser environ 20 à 25 milliards. Pour une telle somme, vous pouvez effectuer une substitution directe beaucoup plus importante du pétrole utilisé dans notre pays. Or, on ne peut pas accomplir les deux choses en même temps. C'est précisément ce qu'il faut comprendre.

Troisièmement, la Suisse dispose d'un très vaste domaine d'économies d'énergies possibles et de valorisation des ressources renouvelables qui sont les seules sur lesquelles nous pouvons compter à long terme. Il est laissé en friche de manière tout à fait coupable et irresponsable.

Puisque l'on parle du pétrole, voyons où il est consommé. Dans notre pays, près de 50 pour cent est utilisé sur la route. Alors, comment la substitution peut-elle s'effectuer? D'une part, il y a les transports publics qui permettent une utilisation infiniment plus rationnelle de l'énergie par unité transportée.

D'autre part, ce n'est pas la voiture électrique qui est intéressante, mais la voiture solaire; on ne veut tout de même pas raccorder le parc automobiles aux centrales atomiques!

En outre, il y a le chauffage et les processus industriels. S'agissant du chauffage, on sait pertinemment que le couplage chaleur/force ou d'autres techniques sont plus optimaux que l'électricité. Donc, les scénarios nucléaires n'apportent rien. Ils ne sont qu'un immense gaspillage d'argent et ne font qu'augmenter les risques en proportion. Il suffit de regarder les chiffres. Depuis que le nucléaire est utilisé dans notre pays, la consommation de pétrole n'a nullement diminué. Pour le CO₂, au moins, ce ne sont pas les chiffres relatifs qui nous intéressent, mais bien évidemment la consommation en termes absolus. Par conséquent, la croissance parallèle d'une pollution due au pétrole et d'une pollution due au nucléaire n'est absolument pas souhaitable.

Ce qui me surprend dans ce débat – mais à vrai dire ce n'est pas étonnant si l'on va au fond des choses – c'est que les pronucléaires, qui soutiennent une énergie finalement très coûteuse et précieuse, se retrouvent toujours du côté de ceux qui refusent les économies d'énergie. Si les pronucléaires étaient animés d'un esprit rationnel, ils se battraient pour une utilisation économe de l'énergie, mais ils se rattachent philosophiquement à une idée qui associe liberté au gaspillage. Ils refusent de penser aux conséquences de leurs actes et soutiennent une société de presse-boutons, sans regarder d'où vient le courant et où vont les déchets. Au fond, ils sacrifient l'avenir au présent.

Quand le Conseil fédéral nous dit: «Abandonner le nucléaire, ce serait renoncer à une technique qui présente moins de risques pour la santé et l'environnement que les agents fossiles», je réponds que cela est doublement faux. D'une part, parce que les risques ne sont pas moindres et, d'autre part, parce qu'il n'y a pas d'effet de substitution. Dans ces conditions, l'abandon est non seulement possible, mais nécessaire. L'abandon du nucléaire est non seulement une exigence écologique, mais aussi économique.

En conclusion, je ne citerai qu'un seul exemple à l'étranger. Il est tout de même curieux, lorsque le gouvernement anglais cherche à tout privatiser, que le seul secteur qui ne trouve pas preneur soit le nucléaire!

Scherrer: Ich glaube, kein Mensch ist gegen den Ausstieg aus der Kernenergie, an dem Tag, an dem neue Techniken bereitstehen, die unseren Energiebedarf besser und mit weniger Nachteilen decken können. Heute ist das aber nicht der Fall. Entgegen allen Unkenrufen ist in absehbarer Zeit keine echte Alternative zur Kernenergie vorhanden. Diese deckt 40 Prozent unseres elektrischen Energiebedarfes. Es ist zwar ein gewisses Sparpotential vorhanden; die oft zitierten 30 Prozent sind aber masslos übertrieben, und zudem ist dabei die Substitution von fossilen Energieträgern nicht berücksichtigt. Es ist interessant, dass die gleichen Kreise, welche den CO₂-Ausstoss reduzieren wollen und die Klimakatastrophe an die Wand malen, auch gegen die Kernkraft sind. Das ist eine unglaubliche Politik. Mittlerweile krebst auch Schweden aus dem Ausstiegsszenarium zurück. Es ist mir klar, dass es gerade den Sozialdemokraten nicht gefällt, wenn ein sozialdemokratisch regiertes Land seine Ausstiegsabsichten mindestens teilweise revidieren muss. Was die angeblich nicht gesicherte Lagerung von radioaktiven Abfällen betrifft, muss ich festhalten, dass sämtliche Versuchsbohrungen der Nagra von Atomkraftwerkgegnern hintertrieben werden. Die Nagra kommt in ihrem Fahrplan nicht vorwärts, und dann wird ihr und der Kernenergie der Vorwurf gemacht, sie könnten die Abfallprobleme nicht lösen. Herr Ledergerber hat gefragt, wann denn die nukleare Option offen sei. Diese Frage ist relativ einfach zu beantworten. Die nukleare Option ist spätestens beim absoluten Energienotstand offen, und auf diesen steuern wir unweigerlich zu, wenn wir die beiden Initiativen annehmen. Energiesparen ist ein weiteres Schlagwort. Die Sozialdemokraten haben zum Ausdruck gebracht, dass sie Markt wollen, keine Vorschriften. Allerdings verstehen die Sozialdemokraten unter «Markt» Lenkungsabgaben, Umweltsteuern und Grenzkostentarife. Sehen Sie, das sind untaugliche Instrumente

zum Energiesparen! Lenkungsabgaben verteuern die Energie und führen dem Staat lediglich weitere finanzielle Mittel zu. Was macht er damit? Er kann keine sparsameren Geräte oder Fahrzeuge entwickeln, das macht nämlich die Industrie. Die höhere fiskalische Belastung entzieht den Unternehmen finanzielle Mittel, die diese besser in die Entwicklung von sparsameren Techniken investieren könnten.

Die Leistungen des Marktes in den letzten Jahren sind beträchtlich. Sämtliche Elektrogeräte, angefangen vom einfachen Haarfön bis zum Kochherd, verbrauchen heute wesentlich weniger Energie als noch vor einigen Jahren. Diese Leistung hat die Industrie ohne staatliche Vorschriften und vor allem ohne staatliche Hilfe vollbracht. Auch was den Energieverbrauch von Fahrzeugen und Geräten betrifft – ich spreche jetzt von der fossilen Energie –, wissen wir, dass beim Personewagen in den letzten dreizehn Jahren der Energieverbrauch um 20 Prozent reduziert wurde. Bei den Nutzfahrzeugen beträgt die Verbrauchsreduktion rund 40 Prozent. Auch diese Energieverbrauchsreduktion ist ohne jegliche staatliche Hilfe zustande gekommen.

Ich bitte Sie, beide Initiativen – die Ausstiegs- und die Moratoriums-Initiative – abzulehnen.

M. Béguelin: Il est nécessaire d'apporter dans le débat un certain nombre de correctifs et de faits susceptibles si ce n'est de faire évoluer quelques opinions, au moins de nuancer certaines déclarations. En effet, entre pro et antinucléaires, il s'agit de tenter d'entretenir un minimum de dialogue. Que cela nous plaise ou non, nous sommes embarqués sur le même bateau et aucun des deux camps ne peut penser éliminer l'autre. Il faut donc au moins que nous arrivions à nous parler.

Le premier point est un point d'accord. Pronucléaires et antinucléaires sont d'accord pour considérer que l'énergie de fission nucléaire n'est qu'une énergie de transition et qu'elle n'a pas d'avenir. C'est le délai qui fait la divergence. Les pronucléaires estiment que cette technique disparaîtra vers 2050, 2060; les antinucléaires espèrent que ce sera vers 2000, 2010. Ce constat est important dans la mesure où il permet de relativiser les positions qui, avec le temps, ne peuvent que se rapprocher. Ceci doit vous réjouir, Monsieur le Conseiller fédéral: dans trente ans, au plus tard, ce sera un plaisir de superviser la politique de l'énergie!

En ce qui concerne le point deux, j'aimerais revenir à l'exemple britannique qu'a cité tout à l'heure M. Longet. Et là je suis obligé de contredire M. Jeanneret. Le gouvernement britannique a décidé en novembre 1989 – c'est donc tout récent – de ne pas privatiser les centrales nucléaires et de geler son programme pendant vingt ans. Vous savez que Mme Thatcher – pas plus que M. Blocher, ni M. Scherrer d'ailleurs – n'est une militante socialiste passionnée. Comment se fait-il qu'elle ait pris ce virage à 180° et qu'elle ait renoncé à privatiser le nucléaire? Permettez-moi une citation: «Les financiers de la City ont alors discrètement fait remarquer que le nucléaire avait mauvaise presse et qu'aucun investisseur privé n'était prêt à mettre des capitaux importants dans une industrie aussi aléatoire, puisqu'il faut apparemment plus d'argent pour fermer une centrale devenue obsolète que pour en construire une nouvelle. Celui qui prendra en charge toutes les centrales existantes devra probablement procéder, dans les dix ans qui viennent à davantage de fermetures que d'inaugurations.» (J'ai des photocopies pour M. Jeanneret).

Troisièmement, cet exemple britannique pose la question de l'acceptation sociale, au sens large du terme, du nucléaire. D'une part, les populations sont de plus en plus sceptiques quant aux bienfaits du nucléaire et à ses conséquences; il est tout de même inquiétant dans un pays démocratique, d'être obligé de faire venir les gendarmes dès qu'il est question d'implantation nucléaire. L'exemple d'Oïlon est frappant à cet égard. Maintenant, en plus des doutes des citoyens, les détenteurs de capitaux considèrent que le nucléaire présente trop de risques et ce ne sont pas les promoteurs de Kaiserhaugst qui me contrediront.

Dans ces conditions, quel peut bien être l'avenir de cette technique? La grande majorité des centrales sont dans la seconde moitié de leur vie. L'Europe occidentale va hériter du parc pro-

blématique des centrales de l'Est. Les risques objectifs ne peuvent qu'augmenter. Investir maintenant dans le nucléaire, c'est investir dans le passé, c'est prendre des risques de plus en plus lourds, il faut le dire haut et clair; et là je ne parle que de risques financiers et politiques, il y a aussi les risques humains, bien plus importants. Au contraire, sortir du nucléaire aussi vite que possible, c'est se donner des chances de se placer avant les autres sur le marché de l'après nucléaire, c'est un défi dynamique, très porteur, en direction d'une gestion intelligente de l'énergie et de l'exploitation responsable de nos ressources.

Je souhaite que notre pays s'engage résolument pour relever ce défi. C'est pourquoi je vous invite à soutenir les deux initiatives, en particulier celle visant à sortir du nucléaire.

Fischer-Hägglingen: Ich bin nun seit 1979 in diesem Rat, und wir haben in dieser Zeit in sehr vielen Debatten über die Kernenergie diskutiert. Wir sind dabei eigentlich nicht weitergekommen. Wir haben immer wieder die gleichen Argumente vorgetragen, die für und gegen die Kernenergie sprechen, es waren meistens Glaubensbekenntnisse. Wir wissen an und für sich alle, was wir eigentlich tun sollten. Der Bundesrat hat es einmal in einer Botschaft festgeschrieben: Sparen, Substitution der fossilen Energie, Forschen, Sicherung der Energieversorgung durch den Bau von neuen Anlagen. Die Prognosen, die der Bundesrat und die Elektrizitätswirtschaft in den letzten zehn Jahren gemacht haben, haben sich trotz all den vielen Vorbehalten, die von den Gegnern der Atomenergie vorgetragen wurden, bewahrt. Trotz der Sparappelle und trotz der Sparanstrengungen – heute wird ja die Energie bedeutend sorgsamer eingesetzt als vor zehn Jahren – hat sich der Energiekonsum im Rahmen dieser Prognosen weiter entwickelt, zum Beispiel bei der Elektrizität seit 1978 um 37 Prozent. Der Energieverbrauch weist auch in Zukunft steigende Tendenzen auf, das wissen wir alle. Wir werden ungefähr zwei Kernkraftwerke in den Jahren zwischen 2005 und 2010 benötigen. Dass der Bedarf trotz den vielen Sparanstrengungen, die notwendig sind, grösser wird, das wissen wir alle. Wir wissen auch, warum. Die Bevölkerung nimmt jedes Jahr um 30 000 Seelen zu; die brauchen Energie. Das Wirtschaftswachstum erfordert Energie, sie ist der Nerv unserer Wirtschaft. Die neuen Technologien, der Ausbau der öffentlichen Verkehrsmittel, der Umweltschutzanlagen; das alles braucht Energie. Das wissen wir, und doch führt die grün/rote Seite einen verbissenen Kampf gegen die Nutzung der Kernenergie und zum Teil auch gegen die Wasserkraft, siehe Gewässerschutzgesetz. Mit dieser Verhinderungsstrategie, die eigentlich zu einer richtigen Verhinderungs-ideologie geworden ist, haben wir uns in eine Sackgasse verirrt. Als Zeichen für diese Sackgasse steht die immer grösser werdende Auslandabhängigkeit. Warum können wir die Fakten nicht sehen, wie sie sind? Wir sollten alle langsam etwas ideologischen Ballast abwerfen und uns gemeinsam auf den Weg machen, diese Energiepolitik für die Zukunft zu formulieren. Und dieser gemeinsame Weg sollte darin bestehen, dass wir unsere Sparanstrengungen weiterführen und intensivieren, dass wir die Energieanlagen besser nutzen, d. h. auch Ausbau der Wasserkraft. Aber auch dagegen ist eine permanente Opposition vorhanden. Man kann nicht einmal ein kleines Werk ausbauen, ohne dass man sich den grössten Protest einhandelt.

Dann muss man weiter die Wasserkraft ausbauen, wo es notwendig und möglich ist, und wir sollten akzeptieren – auch von der grün/roten Seite her –, dass wir heute und für die Zukunft 40 Prozent der elektrischen Energie durch die Kernenergie decken müssen. Hier sollten wir langsam aufhören, um diese 40 Prozent zu streiten und die Entsorgung mit allen Mitteln zu verhindern.

Des weiteren sollten wir im Hinblick auf die Zukunft unsere Handlungsfähigkeit wahren, damit wir auch bereit sind, wenn sich weitere Entwicklungen in der Kerntechnologie abzeichnen. Ich denke an die Wärmereaktoren, an die Kernfusion. Damit wir das erreichen können, brauchen wir diese beiden Initiativen nicht. Wir müssen sie verwerfen, damit wir diese Handlungsfähigkeit auch in Zukunft haben, um jederzeit die Energieversorgung in unserem Land sicherstellen zu können. Das

sollte unser Ziel sein. Es sollte unbestritten bleiben, dass dieses Land genügend Energie hat, auch in zehn und fünfzehn Jahren.

Euler: Als Miturheber und Kopräsident der Moratoriums-Initiative darf ich hier erwartungsgemäss einige – wenn vielleicht auch schon einmal gehörte – Bemerkungen anbringen. Ich unterstütze selbstverständlich den Minderheitsantrag Weder-Basel, die Volksinitiative «Stopp dem Atomkraftwerkbau» anzunehmen.

Nach der Reaktorkatastrophe von Tschernobyl ist eines klar geworden: So darf es nicht mehr weitergehen. Die radioaktive Verseuchung über alle Landesgrenzen hinweg zeigt uns noch heute deutlich, welchen Preis wir für die Atomenergie zahlen müssen. Jede Kilowattstunde Atomstrom gefährdet pflanzliches, tierisches und menschliches Leben. Jedes neue Atomkraftwerk erhöht die Wahrscheinlichkeit einer weiteren Katastrophe.

Supertechnik und Menschen können versagen. Was in Tschernobyl passiert ist, kann auf andere Weise überall passieren, auch bei uns, trotz Atomkraftwerk-Containment in Gösgen, Leibstadt, Beznau oder Mühleberg. Wenn wir für uns, unsere Kinder und die nachfolgenden Generationen eine lebenswerte Zukunft wollen, eine Zukunft ohne Angst, bleibt nur eines: Wir müssen jetzt einen ersten Schritt tun, um von der Atomenergie sukzessive wegzukommen. Diese Chance bietet die Moratoriums-Initiative auf eine realistische Art. Die Initiative verlangt – das wissen Sie schon –, dass für die Dauer von zehn Jahren nach deren Annahme in der Schweiz keine neuen Atomkraftwerke gebaut und keine Bewilligungen erteilt werden dürfen. Auch der Ersatz bestehender Werke ist nicht möglich. Kleine Heizreaktoren, sogenannte «Tauchsieder», fallen ebenfalls unter die Bestimmung.

Diese Forderungen der Moratoriums-Initiative sind nicht endgültig und kommen somit schweizerischer Mentalität entgegen. Der zehnjährige Marschhalt in der bisherigen Atomenergiepolitik ist keine Null-Lösung, aber eine Chance für die Einleitung einer längst fälligen neuen Energiepolitik. Statt ausgeleierte, gefährliche Wege der Atomenergie weiter voranzutreiben, wird der zehnjährige Marschhalt dazu benützt werden müssen, notgedrungenemassen eine neue, menschengerechte Energiepolitik einzuleiten, um den Stromverbrauch zu bremsen und dem Treibhauseffekt adäquat zu begegnen.

Dieser vernünftigen Perspektive sollte sich niemand verschliessen können, insbesondere sollten der Moratoriums-Initiative diejenigen Schweizerinnen und Schweizer zustimmen können, die gegen Atomkraftwerke sind und einen Ausstieg aus der Atomenergie befürworten, die sich in dieser Frage noch nicht entscheiden möchten, die den Vormarsch der Elektrizität in den Wärmemarkt stoppen möchten, die sich der breiten Möglichkeiten der besseren Energienutzung und der Alternativen energien bewusst sind. Und nicht zu vergessen: Sollten die energiepolitischen Massnahmen wider Erwarten nicht oder nur ungenügend greifen, so kann die Energiesituation dann zumal neu überprüft werden.

Noch eine Bemerkung zum sogenannten «faktischen Moratorium»; Herr Petitpierre erläuterte es bereits, ich ergänze nur: Die Erneuerung, d. h. die Neuerstellung von Ersatzreaktoren für die fünf bestehenden Atomkraftwerke – ob inhärent sicher oder nicht –, bleibt nach wie vor aktuell. Auch die Planung von kleinen Heizreaktoren, vorgesehen mitten in Siedlungsgebieten, ist nicht aufgegeben. Am schweizerischen nuklearen Heizreaktor wird im Paul-Scherrer-Institut gearbeitet. Die Investitionsplanung sieht dafür in den nächsten Jahren 30 Millionen Schweizerfranken vor. Sie sehen also: Nur das verfassungsmässige zehnjährige Moratorium macht das Faktische zu einem wirklichen Moratorium, das alles einschliesst.

In Anbetracht der nach wie vor vorhandenen riesigen Energieverschwendung, die uns Jahr für Jahr Milliardenbeträge kostet, in Anbetracht dessen, dass die effizientere Nutzung vorhandener Energie Zehntausende neuer Arbeitsplätze schafft, und in Anbetracht der nicht akzeptablen atomaren Gefahren der Atomkraftwerke drängt sich der erste Schritt, wie ihn die Moratoriums-Initiative postuliert, nachgerade auf. Die AKW-Baustopp-Initiative kann deshalb auf eine gute Akzeptanz in

der Bevölkerung zählen. Die Initiative ist ein Versuch zu einem ersten Schritt zum Ausstieg aus der Atomenergie, aber nicht zu einem endgültigen.

Ich lade Sie deshalb ein, die Minderheit zu unterstützen.

M. Rebeaud: Plus personne dans cette salle n'est en mesure de convaincre qui que ce soit. D'ailleurs, dans le domaine de l'énergie nucléaire, nous répétons chaque année ou presque depuis dix ans, le même débat sans issue et avec les mêmes rapports de majorité et de minorité.

Il est tout de même apparu, ces dernières années, un élément nouveau dans la discussion, à savoir l'effet de serre. Il est, à mon avis, plutôt positif que, dans les milieux responsables de la production industrielle et de l'économie en général, on prenne au sérieux la menace constituée par l'effet de serre, mais je ne suis pas convaincu que cet argument doive servir en priorité à promouvoir l'énergie nucléaire. Je crois plutôt que ceux qui parlent de ce danger devraient nous aider à trouver le moyen de parer à ce réchauffement du climat. Ce pourrait être grâce à une diminution progressive, mais forte, du trafic automobile. Malheureusement, lorsqu'on parle d'autre chose que d'énergie nucléaire, de trafic par exemple, on voit que les milieux qui dénoncent ici l'effet de serre afin de promouvoir l'énergie nucléaire, ne font preuve d'aucune cohérence dans le domaine de la circulation. C'est pourquoi cette conversion à la conscience écologique est encore suspecte, mais j'espère qu'elle ira de l'avant au cours des prochaines années.

Il est inutile de répéter les arguments techniques déjà maintes fois énumérés. Je voudrais toutefois faire remarquer que, après la publication des scénarios par la commission d'experts, nous savons clairement que tout est possible – l'abandon comme la poursuite du nucléaire – et que la décision résulte uniquement d'un choix politique. C'est un risque à choisir: accepter un effort de créativité, d'épargne peut-être, de restriction d'une certaine habitude de consommation et de gaspillage, si nous abandonnons le nucléaire, et je veux que nous le prenions ce risque! ou alors, si l'on choisit la solution de la facilité, accepter le risque de continuer à consommer trop, à accumuler des déchets dont les générations futures ne sauront comment se débarrasser et qui risquent d'empoisonner nos enfants, si ce n'est nous-mêmes. C'est un risque contre un autre, disons-le clairement, et nous devons choisir celui que nous préférons.

Le discours tenu par M. Blocher a, lui, le mérite d'être clair. Il constate, avec raison je crois, qu'en Suisse on ne peut plus construire de centrale nucléaire parce que l'abandon de Kaiseraugst a révélé que le gouvernement et les autorités renonçaient à imposer une centrale nucléaire à une population qui la refuse. Je crois que cela durera longtemps.

De ces observations, il résulte que, si l'on ne veut pas prendre les mesures nécessaires pour réduire et ensuite faire disparaître la production d'énergie nucléaire en Suisse, on devra s'approvisionner à l'étranger, notamment en France, tant que les pays voisins seront d'accord de produire des surplus et de nous les vendre, ce qui n'est pas garanti. C'est courir le risque – et c'est un risque aussi grave que les autres – d'un abandon absolu de notre autonomie en matière énergétique. Nous nous mettons sciemment sous la dépendance de nos voisins. La transparence voudrait que les pronucléaires nous disent ouvertement: «Laissons tomber ce concept de l'autonomie énergétique de la Suisse, renonçons à l'ambition de garder une certaine autonomie à ce pays – mais dans d'autres domaines aussi, y compris dans le domaine agricole!»

Si les choses étaient claires, s'il était clair pour le peuple que les choix ne sont pas techniques, que les scientifiques n'ont strictement rien à dire quant aux décisions que nous devons prendre ici – ils doivent se borner à informer – à ce moment-là, les citoyens sauraient que rien n'est impossible dans les choix qui nous sont proposés par ces initiatives et ils pourraient choisir le risque, peut-être par peur, peut-être aussi par goût de changer quelque chose dans les contradictions et dans les fatalités sur lesquelles nous nous sommes lancés, et on verrait! A mon avis il est inutile – et j'aurais quelques reproches à faire une fois encore à M. Jeanneret – de vouloir prolonger des débats où chaque fois qu'un pronucléaire parle, les antinu-

cléaires secouent la tête en pensant: «Mon Dieu, qu'il est bête!» et chaque fois qu'un antinucléaire prend la parole, cela provoque une réaction identique dans l'autre camp. Il ne s'agit pas d'une question d'intelligence (je pars de l'idée que tous les conseillers nationaux et conseillères nationales ici réunis sont normalement doués d'intelligence), c'est une question de choix politique, exclusivement. Je sais bien que cette constatation ne suffira pas à nous mettre d'accord, mais j'espère que cela permettra – et je le dis dans le sens de l'esprit de consensus dont se réclamait tout à l'heure M. Petitpierre – que le débat devant le peuple puisse avoir une dignité et une clarté suffisantes pour que les gens sachent que c'est un choix politique qu'ils font et non pas une espèce de crédit de confiance à des experts contre d'autres experts. Si nous parvenons à ce résultat, notre débat d'aujourd'hui aura été utile, et je l'espère encore.

Frau Ulrich: In der Debatte von heute morgen ist eigentlich immer nur vom Zeitraum unserer Generation und allenfalls noch darüber gesprochen worden, was wir unsern Kindern oder unsern Nachfolgerinnen und Nachfolgern in zwanzig Jahren in diesem Saal hinterlassen. Aber eigentlich niemand hat bis jetzt etwas darüber gesagt, was wir den späteren, den viel späteren Generationen hinterlassen, wenn wir in der Atomtechnik weiter so produzieren, wie wir das bis jetzt getan haben, oder wenn wir diese Energieform sogar noch weiter entwickeln, weiter forcieren. Ich möchte Ihnen nur ein paar kleine Zahlenbeispiele geben.

Sie wissen alle, dass diese langfristig radioaktiven Substanzen Halbwertszeiten haben von in der Grössenordnung von 20 000 Jahren. Wissen Sie, wie lange es den Menschen, wie wir ihn darstellen als *homo sapiens*, als wissenden Menschen, bereits gibt? – Seit 40 000 Jahren. Das heisst, wenn die ersten Menschen seinerzeit ein Kilo Plutonium sicher endgelagert hätten, wäre heute immer noch ein halbes Pfund, 250 Gramm dieser Materie, irgendwo versteckt.

Wenn wir uns überlegen, was im Laufe der Geschichte des Menschen in diesen 40 000 Jahren geschehen ist, können wir uns einmal die Kultur der Ägypter vorstellen. Sie haben Pyramiden gebaut, um ihre Könige möglichst sicher zu beerdigen, um sie vor Dieben zu schützen, um sie für die Ewigkeit zu erhalten. Sie wissen auch, was mit diesen Pharaonengräbern passiert ist. Sie wurden geöffnet, sie wurden ausgeraubt. Und was mir daran ganz gefährlich scheint: Die Leute, die im letzten Jahrhundert diese Gräber geöffnet haben, konnten die vorhandenen Inschriften nicht lesen. Wenn wir jetzt sichere Endlager postulieren – wir haben sie ja noch nicht, aber wir sagen: Wir können das schon machen –, können wir sicher sein, dass die Generationen, die in 20 000, 40 000, 60 000 Jahren hoffentlich nach uns noch existieren, noch wissen, was wir so sicher endgelagert haben? Können wir garantieren, dass unsere Kultur, unsere Art der Uebermittlung von Informationen, dannzumal noch verstanden wird? Wissen diese Menschen, was sie da öffnen werden, in irgendeiner Kaverne? Wissen sie, was da vergraben ist? Sie machen es auf, und das Material strahlt immer noch. Dürfen wir diese Verantwortung auf uns laden? Denken Sie daran, es geht nicht nur um unsere Kinder und um unsere Grosskinder, sondern es geht um die Zukunft der ganzen Menschheit. Können Sie garantieren, dass diese Informationen über so lange Zeit erhalten bleiben?

Es hat zu Beginn der Debatte jemand gesagt, der Ausstieg aus der Atomenergie würde einen bürokratischeren Staat erfordern. Ich glaube, ganz im Gegenteil; Sicherheit, Bürokratie, Kontrolle und was weiss ich alles erfordert die weitere Verwendung der Atomenergie.

Darum bitte ich Sie, stimmen Sie den Initiativen zu.

Humbel: «Der Stromknappheit entgegen», «Mit einer Stromknappheit ist zu rechnen», «Versorgungssorgen auch bei den CKW», «Trotz Sparen, trotz Alternativenenergien; im Jahre 2005 haben wir zuwenig Strom»: so könnte man mit Titeln von Zeitungsberichten weiterfahren.

Es ist doch tatsächlich so, dass die zehn grössten Elektrizitätswerke unseres Landes mit ihren Zehn-Werke-Berichten und

ihren Prognosen immer gut, ja, bis sehr gut getroffen und recht gehabt haben.

Ich habe an diesem Pult schon mehrmals auf die widersprüchliche Energiepolitik hingewiesen, die von vielen Kolleginnen und Kollegen als Promotoren immer wieder angestrebt wird. Trotz jährlicher Stromverbrauchszunahme will man nun in der Schweiz die KKW abschalten. Wohl wurde bis heute schon einiges auch an Strom eingespart, dennoch verbrauchen wir jährlich mehr Strom. Die Gründe sind Ihnen allen bekannt.

Die Energiepolitik vieler in diesem Saale ist nicht nur widersprüchlich, sondern eben auch unehrlich, weil sie genau wissen, dass Frankreich uns den Strom ja liefert, z. B. das KKW Cattenom.

Der dritte Block wird dieser Tage ans Netz angeschlossen, der vierte Block in einem Jahr. Also nochmals: Ihre Politik ist widersprüchlich und unehrlich. Wissen die Kernenergiegegner wirklich nicht, dass im vergangenen Dezember zehnmal mehr Strom importiert werden musste als im Dezember 1988? Verschiedene Kollegen haben diese Zahl wohlweislich unterschlagen. Mit den Zahlen muss man ja sehr aufpassen.

Stromverbund heisst doch selbstverständlich Geben und Nehmen. Ausserdem leben wir im Computerzeitalter, das wurde schon mehrmals betont. In der Schweiz gibt es bald 400 000 Computer.

Gegenwärtig sind in der ganzen Welt rund 440 KKW in Betrieb, eine ganze Anzahl KKW sind im Bau und weitere geplant. Ich bin überzeugt, dass wir vor allem mit der Kernenergie den Treibhauseffekt beseitigen und uns vor einer Weltkatastrophe schützen können. Das wurde in vielen Gutachten von berühmten Fachleuten mehrmals bestätigt. Wenn andere Fachleute etwas anderes behaupten, dann tun sie es bewusst, weil sie eben überhaupt gegen die Kernenergie eingestellt sind. Aber selbstverständlich ist es doch so, dass alle Möglichkeiten zu nutzen sind.

Gestatten Sie mir noch einen kurzen Blick auf drei Länder. In der Deutschen Demokratischen Republik hat der Sozialdemokrat Meckel von der DDR-SPD in einem Interview kürzlich erklärt: «Unser grosses Problem ist die Braunkohle. Da müssen wir raus durch Energieeinsparung und vielleicht auch durch den Import von Atomstrom, z. B. aus dem Westen.» Zu den fünf DDR-Kernkraftwerken wenigstens eine erfreuliche Bemerkung: Die Ueberprüfung dieser KKW ist eine der ersten Aufgaben der neugeschaffenen deutsch-deutschen Kommission für Reaktorsicherheit und Strahlenschutz.

Zu Oesterreich, das bekanntlich ein nie in Betrieb genommenes KKW hat. Das Endlager für mittel- und schwachradioaktive Abfälle steht noch nicht. Rund die Hälfte der in Oesterreich anfallenden 200 Kubikmeter – das ist soviel wie aus einem KKW – sind aus der Medizin, ein Viertel aus der Industrie und der Rest aus Forschung und Entwicklung. Um so mehr kann ich nicht verstehen, wenn drei Parteipräsidenten unseres Landes den zuständigen Behörden Briefe schreiben, man solle doch auf Ollon verzichten. Eine solche Politik kann nicht im Interesse unseres Landes liegen. Unser Rechtsstaat wird leider weiter strapaziert. Das Vorgehen dieser schweizerischen Parteipräsidenten, die in diesem Saal sind, muss als Affront gegenüber den Verantwortlichen in der Energiepolitik betrachtet und zurückgewiesen werden.

Uebrigens, unser Nachbarland Oesterreich bezieht bekanntlich Strom aus bayerischen KKW und aus den tschechischen «Dreckschleudern», das sind die Kohlekraftwerke, welche bekanntlich grosse Gebiete in Osteuropa verwüstet haben. Das ist natürlich eine falsche Energiepolitik.

Und nochmals zu Schweden. Offenbar haben die Sozialdemokraten unseres Landes von der Kehrtwendung in der schwedischen Energiepolitik noch nichts erfahren. Der neue Energieminister, Rune Molin, ist ein überzeugter Befürworter der Kernenergie. Er war übrigens bis vor kurzem, bevor er in die Regierung eingetreten ist, Vizevorsitzender des schwedischen Gewerkschaftsbundes. Es geht ihm um Arbeitsplätze, Wachstum, Inflationsbekämpfung und internationale Wettbewerbsfähigkeit. Das genau gleiche trifft ja auch bei uns zu. Der Ministerwechsel – das haben die Herren Thür und Bodenmann auch übersehen – fand ja nach dem Hearing in unserer Energiekommission statt. Ministerpräsident Carlsson, auch

ein Sozialdemokrat, soll erklärt haben, «es sei Wahnsinn, aus der Kernenergie auszusteigen und diese abzuschaffen». Das Jahr 2010, geschweige denn 1995 und 1996, kann man auch in Schweden vergessen. Verschiedene Meinungsumfragen deuten auch in diese Richtung. Der Ausstieg aus der Kernenergie findet also in Schweden mit grosser Wahrscheinlichkeit gar nicht statt. Ich bin davon überzeugt, dass auch das Schweizervolk so entscheiden wird. Ich vertraue auf die Vernunft der Mehrheit unseres Volkes und unserer Stände.

Frau Stocker hat von den 900 Stromvögten und Kontrolleuren nach Eges auch noch nichts gesagt. Das sind ja die Kontrolleure, die dann unsere Stromkonsumenten kontrollieren. Wollen Sie das, Frau Stocker? Das wollen wir nicht. Deshalb müssen beide Initiativen abgelehnt werden.

Carobbio: Due motivi fra i tanti già ricordati a questa tribuna giustificano a mio parere il sostegno alle due iniziative, in particolare la scelta in favore di un abbandono progressivo del nucleare.

Il primo è la conseguenza logica delle analisi e degli studi sugli scenari energetici che hanno dimostrato come l'abbandono del nucleare è possibile ed è economicamente attuabile.

La condizione è che sia impostata una politica di uso razionale ed economico dell'energia. Proprio quella che – e credo che anche il dibattito che faremo sul prossimo oggetto lo dimostrerà – stenta ad affermarsi in questo Parlamento.

Ecco perché io penso che l'approvazione delle iniziative è la strada che ci costringerà tutti, nell'interesse del Paese, a superare le contrapposizioni di principio ed ideologiche e ad impostare finalmente, seriamente, una politica energetica alternativa basata sul risparmio energetico, sullo sviluppo di energie alternative e sull'uso razionale delle fonti tradizionali di energia al di fuori del nucleare.

E' questa, a mio avviso, la strada da seguire se si vuole veramente una politica energetica rispettosa dell'ambiente. Pensare di controbattere, come pretendono gli avversari dell'iniziativa, l'effetto serra con la cosiddetta energia pulita, d'origine nucleare, oltre che dimenticare i pericoli sempre presenti con questo tipo di produzione d'energia, significa rifiutare di affrontare il problema di fondo che sta appunto nella scelta di un nuovo tipo di sviluppo economico che non si basi su tecnologie pesanti e pericolose come quella nucleare.

A questo proposito vorrei invitare il collega Jeanneret, che ha citato la necessità di ricorrere all'energia nucleare per combattere l'effetto serra, a leggersi un recente rapporto dell'Agenzia internazionale dell'energia che indica come, anche portando al 70 per cento la produzione di energia nucleare, non risolveremo per niente questo problema.

Ci vogliono altre misure, appunto misure d'economia.

Il secondo motivo riguarda la pratica in materia di politica nucleare che da anni il governo e la maggioranza di questo Parlamento persegue.

Una pratica a mio avviso contraddittoria e fatta di impegni non rispettati. Contraddittoria perché ci si dice che ci vogliono, o ci vorranno prossimamente nuove centrali nucleari ma poi, di fronte all'opposizione popolare, si affossano a suon di milioni pagati dallo Stato ai privati progetti come quelli di Kaiseraugst. Impegni non rispettati com'è il caso della soluzione dell'eliminazione delle scorie radioattive che era fin dal 1978 una delle condizioni per autorizzare la costruzione di centrali nucleari ed il loro esercizio e che ancora oggi non è per niente soddisfatta. Ecco perché io credo che di fronte a questa politica, a questi dati che sono emersi dagli studi, oggi è giusto chiedere al popolo di fare una scelta invitandolo, contrariamente alla proposta della maggioranza, a votare le due iniziative ed in particolare quella che propone di uscire progressivamente dal nucleare.

M. Berger: Si nous posons à la plupart de nos concitoyens la question de savoir ce qu'ils entendent en matière d'énergie, la réponse est bien simple: c'est d'avoir suffisamment d'énergie d'origine fossile, mais surtout suffisamment d'énergie dite propre. Je pense particulièrement à l'électricité, nécessaire au bon fonctionnement de notre vie moderne.

A côté de cela, de nombreux spécialistes de la protection de

l'air s'accordent pour relever le danger que nous encourons du fait d'une surconsommation de combustibles fossiles. Les émissions de CO₂ en constante progression demeurent, pour notre société contemporaine, certainement un des problèmes de première importance à régler. Les milieux agricoles s'inquiètent toujours davantage, car les plantes se voient soumises à une masse si considérable de CO₂ que des signes de fatigue manifeste se présentent, notamment chez les plantes les plus sensibles. L'effet de serre progresse sans cesse, étant donné que le CO₂ libéré dans l'air poursuit son ascension vertigineuse.

Il est temps que nous en prenions conscience et que nous limitons l'utilisation des combustibles fossiles pour les remplacer par des énergies propres. La logique voudrait que l'on réserve en priorité l'énergie d'origine fossile aux seuls véhicules automobiles et que l'on utilise l'énergie noble pour nos ménages, nos chauffages et nos industries. C'est donc une attitude irresponsable, dans la situation actuelle, que de limiter la production d'énergie électrique d'origine nucléaire. Elle joue aujourd'hui un rôle d'appoint important, comparable par son volume et sa qualité à l'électricité d'origine hydraulique. Toutes deux sont des énergies propres; elles n'émettent pas de CO₂.

C'est pourquoi je vous engage à rejeter catégoriquement et sans craintes excessives ces deux initiatives, car il nous faut objectivement reconnaître, non seulement la valeur inestimable de cette énergie, mais aussi ses faiblesses. Nous sommes tous bien informés sur les exigences extraordinaires de sécurité qui sont imposées pour la construction et l'exploitation des centrales nucléaires suisses, et européennes en général. Ainsi nous devons et pouvons être confiants face à l'accident toujours possible mais parfaitement maîtrisable.

Voisin de la centrale expérimentale de Lucens qui n'avait pas les installations dont nous disposons aujourd'hui, je confirme qu'à aucun moment nous n'avons été dérangés ni troublés, si ce n'est par la masse des informations tendancieuses et peu objectives dont nous avons été «arrosés».

Si j'ai défendu l'énergie nucléaire depuis longtemps, ce n'est pas par intérêt économique direct. Je me suis engagé par souci premier de limiter la surconsommation d'oxygène et, par là, l'émission de CO₂, mais aussi pour dénoncer l'information mensongère qui a plané autour de l'accident de Lucens. Des efforts importants dans le cadre de l'industrie ont été réalisés dans ma région et je pense à l'industrie lourde, la fonderie, la fabrication des isolations où l'on a remplacé l'énergie d'origine fossile par l'énergie électrique, et cela pour le bien-être de toute la région. En effet, la qualité de l'air s'en est nettement améliorée.

Ces efforts doivent se poursuivre. C'est pourquoi, une fois de plus, je considère comme irresponsable à maints égards l'attitude consistant à soutenir de telles initiatives. Ces dernières entraîneraient pour nous trop de restrictions quant à une énergie conforme aux besoins de notre société de bien-être, toujours plus avide d'énergie, en dépit des recommandations.

En conclusion, je constate que, malgré toutes les bonnes intentions d'économie, la consommation d'énergie augmente, notamment l'énergie de ménage, pour les transports, pour l'industrie, c'est-à-dire en ce qui concerne le transfert de l'utilisation des combustibles fossiles en une énergie propre. Pour toutes ces raisons, nous avons non seulement besoin de l'énergie nucléaire, mais encore de toutes les formes d'énergie.

Nous devons donc rejeter ces deux initiatives et suivre l'analyse du Conseil fédéral. Le seul moyen de sortir de l'impasse actuelle, c'est de reconnaître tout simplement et objectivement la situation telle qu'elle se présente et de s'engager dans un avenir avec, souhaitons-le, de nouvelles formes d'énergie tout à la fois propres et économiques, mais surtout agréées par chacun.

Hubacher: Wenn ich mir vorstelle, wir wären ein Staatstheater, dann würde ich dieses Stück «Die betrogenen Betrüger» nennen. Wir sind wieder einmal sehr vergesslich geworden. Wenn ich das, was unmittelbar nach der «Tschernobyl»-Katastrophe

hier in diesem Hause vorgetragen wurde, mit dem vergleiche, was man heute von bürgerlicher Seite hört, dann ist das grosse «Tschernobyl»-Vergessen ausgebrochen. Herr Aliesch hat sich damit getröstet, «Tschernobyl» sei einfach die Folge des maroden sowjetischen Wirtschaftssystems gewesen. Darf ich daran erinnern, dass beispielsweise in den USA, die ja ein hochentwickeltes Industrieland sind, der ehemalige Energieminister Harrington festgestellt hat, dass in den militärischen Nuklearanlagen der USA eine derartige Schlamperei festgestellt worden sei, dass die Sanierung 100 bis 150 Milliarden Dollar betragen werde! Gewisse Anlagen müssten und müssten geschlossen werden. Es ist also auch die Technik, die hier eben die menschliche Vorstellungskraft und das Beherrschenskönnen übersteigt. Es ist die Technik, die uns überfordert.

Herr Blocher, Sie sind ein sehr erfolgreicher Unternehmer, aber sorgen Sie sich nicht darum, dass die Sozialdemokratische Partei und der Gewerkschaftsbund – beide befürworten den Ausstieg – jetzt plötzlich zu den Arbeitsplatzkillern übergegangen sein sollten. Sie haben davon gesprochen, wir hätten ja ursprünglich mal die Werktätigen vertreten, und haben daran erinnert, dass Elektrizität zur Schaffung und Erhaltung von Arbeitsplätzen gehöre. Der Mann, der einmal gesagt hat, Elektrizität sei Sozialismus, war Lenin. Mir ist völlig neu, dass Herr Blocher jetzt ein Leninist geworden ist und uns diese Etikette verkaufen will! Schon bei der letzten Abstimmung kursierte der Slogan «Ohne Strom kein Lohn», dieser verlogene Vergleich – eine Angstkampagne! Wir rechnen ja schon damit, dass der Kampf um den Ausstieg öder um das Moratorium wieder auf dieser Ebene geführt wird, aber es ist kein Kompliment für die Politik, wenn man gewisse Fakten nicht zur Kenntnis nehmen will.

Faktum ist – das ist das Triste an dieser Sache –, dass wir zwar immer von Sparen reden, dass viele, auch der Bundesrat, dauernd betonen, es müsse gespart werden, aber die Politik basiert darauf, dass man nicht sparen kann, so wie es technisch möglich wäre. Weder gesetzlich noch technologisch wird der Anstoss dazu gegeben. Es wird getan als ob. Und weil für den Ausstieg natürlich ein Minderverbrauch nötig ist, wollen Sie ihn verhindern. Und alle Unterlagen – ob es sich um Eges, um Prognos, um einen Bericht Brunner oder um andere wissenschaftliche Berichte handelt –, welche den Nachweis erbringen, dass der Ausstieg zwar schwierig, aber möglich ist, werden verdrängt, schubladisiert, ins Gegenteil umgebogen. Das ist eine Politik, die nicht zur Kenntnis nimmt, was wissenschaftlich erarbeitet worden ist. Auch das Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft hat in einer Broschüre festgestellt, der Ausstieg wäre volkswirtschaftlich langfristig die beste Lösung für die Wirtschaft, und nicht, was hier erzählt wird, Herr Hummel, der Ausstieg ergäbe eine grosse Bürokratie. Es ist heute nicht so, dass wir einen freien Markt im Bereich Elektrizität haben. Es ist gleich wie in der Landwirtschaftspolitik: totale Monopolisierung, Ausschaltung des Parlaments.

Was der Ausstieg bewirken könnte, wären marktwirtschaftliche Anstösse. Die moderne, sanfte Technologie könnte das, was wir anstreben, ermöglichen, nämlich ein Wegkommen von dieser gefährlichen Technik.

Aber es gibt in der Politik eine kollektive Lüge – auch der Bundesrat macht dabei mit. Das Projekt «Gewähr» wird dermassen uminterpretiert, als ob wirklich für die Endlagerung der Atommüllabfälle Gewähr bestünde. Ursprünglich ist das klar definiert worden. Projekt «Gewähr» hätte bis 1985 bedeutet: Standort steht fest, und es ist ein ausführungsfähiges Projekt. So war es einmal vom ehemaligen Energieminister Willi Ritschard definiert worden. Und jetzt hat man weder einen Standort noch ein ausführungsfähiges Projekt. Und man schwindelt uns etwas vor; dabei müssten die AKW abgestellt werden. Nein, man will noch neue bauen!

Deshalb bitten wir Sie, die Moratoriums- und die Ausstiegs-Initiative zu unterstützen. Ich weiss, dass diese Worte in den Wind gesprochen sind. Wir treffen uns bei der Volksabstimmung wieder! Aber eines ist bewiesen worden: Eine Energiepolitik hat es bis heute nicht gegeben, weil die bürgerlichen Parteien sie nicht wollen. Wir aber wollen eine! Deshalb sind wir für diese Initiativen.

Luder: Ich äussere mich hier nicht zum grossen Umfeld der Kernenergie, sondern zum Problem von Kernkraftwerkstandorten. Im bernischen Oberaargau befinden wir uns nicht gerade in einer komfortablen Lage. Im Zusammenhang mit dem Kaiseraugst-Verzicht habe ich eine Motion eingereicht, die parallel mit dem Verzicht auf das Projekt Kaiseraugst einen Verzicht für das Projekt Graben verlangt hat. Der Nationalrat hat auf Antrag des Bundesrates diese Motion als Postulat angenommen. Graben ist kein Ersatz für Kaiseraugst, so wenigstens lautete die Zusicherung während der Debatte über den Kaiseraugst-Verzicht.

Ich will hier nicht auf die Rechtslagebeteiligungen und auf das bernische Politumfeld zum Kernkraftwerk Graben eingehen. Heute ist es aber erstaunlich und enttäuschend, feststellen zu müssen, dass weder dem Parlament noch den Direktbeteiligten noch den Direktbetroffenen dargelegt worden ist, was mit Graben geschehen soll. Es macht den Anschein, dass der Graben-Entscheid bis nach der Volksabstimmung über die Atominitiativen vertagt wird. Wenn das Volk dann einmal die Initiativen verworfen hat, steht der Weg offen, Graben wieder zuvorderst auf das Podest zu schieben.

Die Option auf Kernenergieaufrechterhaltung – ich stelle sie nicht in Frage – heisst nicht, eine Option auf das Projekt Graben aufrechterhalten. Nach dem Verzicht auf Kaiseraugst gibt es nur einen Weg, der nicht Sankt Florian heisst. Sollte irgendwann einmal wieder ein Kernkraftwerkstandort in unserem Land diskutiert werden, müssen wir bei Null beginnen.

Ich bitte Herrn Bundesrat Ogi um Beantwortung folgender Frage: Ist der Bundesrat bereit, vor den Volksabstimmungen, über die wir hier diskutieren, einen Graben-Entscheid vorzunehmen?

Die Haltung des Bundesrates in bezug auf Graben ist für weite Bevölkerungskreise und auch für Parlamentarier entscheidend, ob bei den Volksinitiativen über die Atomenergie ja oder nein gestimmt wird. Bleibt der Bundesrat die Antwort über Graben schuldig, muss sich das Volk diese Antwort selber geben. Nein zu einem Tausch Graben für Kaiseraugst würde in diesem Falle Ja zu den Volksinitiativen heissen.

M. Spielmann: Ce débat est une répétition de ce qui a été dit à plusieurs reprises. J'interviendrai davantage à propos de ce qui me semble être les enjeux et les nécessaires changements afin de sortir de cette espèce de guerre de religion qui caractérise le débat sur l'énergie nucléaire autant que celui sur l'automobile.

Si on regarde en arrière, la première initiative avait recueilli 12 voix au Conseil national, aucune au Conseil des Etats, alors que le peuple ne l'avait rejetée qu'à la courte majorité de 51 pour cent des suffrages exprimés. Le clivage était très important entre les élus et le peuple. Les deuxième et troisième initiatives ont récolté 45 voix sur les 246 du Parlement, le peuple les a de nouveau rejetées d'extrême justesse. Au sujet de Kaiseraugst, on comptait en 1983 73 oppositions, puis ce fut l'abandon de cette centrale et le maintien de l'option nucléaire en 1988. Le clivage va donc se perpétuer, le Conseil national et la classe politique en général seraient bien inspirés d'en tirer quelques enseignements et de mettre l'accent sur les enjeux véritables plutôt que de poursuivre dans la voie des guerres de religion.

L'exposé des motifs du message concernant l'article sur l'énergie souligne que la Confédération ne dispose que de moyens limités. Là est l'enjeu essentiel puisqu'on ne résoudra pas le problème de l'énergie en modifiant nos textes légaux ou en inscrivant dans la constitution des dispositions, mais bien par un changement d'attitude politique. L'enjeu n'est pas la législation mais notre potentiel technologique et les mesures en faveur de la recherche afin de créer une politique de l'énergie différente. Or, sur ce plan, le Parlement n'est pas prêt à donner les moyens et à encourager le choix d'une nouvelle stratégie au sujet de l'énergie dans notre pays.

Le repli stratégique opéré avec Kaiseraugst a été assez bien illustré par M. Blocher. Il recèle un danger: on renonce provisoirement à la construction de centrales parce que le peuple s'y oppose de façon efficace, mais parallèlement on laisse pourrir la situation sans mettre en oeuvre cette politique de l'énergie

tant attendue. Dans quelques années, on se chargera alors de faire changer le peuple de position et là on reprendra l'argument du 40 pour cent d'énergie d'origine nucléaire. Le danger est bel et bien de ne rien faire et de revenir dans dix ans avec les recettes du passé.

Deuxième élément, le nécessaire changement de mentalité. Nous avons entendu diverses affirmations sur les conséquences de l'abandon du nucléaire. Ceci a été mis en parallèle avec la politique actuelle du nucléaire et une intervention accrue de l'Etat. En définitive, l'abandon du nucléaire ne diminuera pas le poids de l'Etat, encore moins le fait d'imposer le nucléaire: il suffit de voir les problèmes rencontrés à Ollon et ceux que posera la construction de nouvelles centrales. Il y a donc bien bureaucratie.

Dernier point: les contradictions dans le domaine des économies d'énergie. Il faut repenser les schémas établis. Chaque innovation technologique comporte une face négative. M. Berger a parlé de son engagement en faveur du nucléaire et de sa lutte contre le CO₂ et la centrale de Lucens. Cette centrale, j'y ai travaillé à l'époque, faisait partie de la filière dite du CO₂ qui a précisément été abandonnée. M. Berger a évoqué également les informations erronées fournies des mois après l'accident qui n'a été découvert que parce que des bêtes sont tombées malades dans les environs de la centrale. Nous devons changer les mentalités au sujet de l'information, attaquer le problème à bras le corps. Abandonner le nucléaire, c'est d'abord chercher une solution différente, de nouvelles sources d'énergie et surtout favoriser les économies d'énergie et il y a là de grands potentiels.

Günter: Es sind nicht nur Katastrophen, Beinahekatastrophen und jetzt diese Schreckensmeldungen aus Greifswald in der Deutschen Demokratischen Republik, die uns bewegen, den beiden Initiativen zuzustimmen. Es ist auch, weil wir unserer Regierung und Verwaltung in ihrem Filz mit den KKW-Betreibern nicht trauen, weil wir glauben, dass sie uns an der Nase herum führen, weil wir kämpfen müssen um Offenlegung von selbstverständlichen Sicherheitsberichten. Ich erzähle das nicht so aus dem hohlen Bauch, sondern werde Ihnen zwei Beispiele liefern für das, was ich sage.

Seit dem Frühjahr 1987 versuche ich herauszufinden, was man unter hoch-, mittel- oder schwachradioaktivem Abfall versteht. Sie erinnern sich: Schwachradioaktive Abfälle hat man bis vor wenigen Jahren im Meer versenkt. Bis heute wurde mir keine Definition vorgelegt, was diese Definition nun heisst. Es wurde aber ein Bericht vorgelegt, in dem steht: «Die übliche Einteilung der radioaktiven Abfälle in hoch-, mittel- und schwachaktive Abfälle bezieht sich auf die Handhabungsbedingungen und ist für die Endlagersicherheit wenig aussagekräftig.» Dann geht es weiter: «Für einzelne Abfälle ist eine endgültige Zuteilung erst möglich, wenn die Eigenschaften des gegebenen Endlagers bekannt sind, d. h. das Lager weitgehend erstellt ist.» Dann kommt der Sachbearbeiter zu einem ganz unerhört schönen Satz: «Definitionen haben primär den Zweck, einfache sprachliche Abkürzungen für komplizierte Sachverhalte oder lange Listen zu liefern. Für die Beurteilung der Sicherheit eines Endlagers sind sie jedoch weniger nützlich.» Uns allen hat man immer von diesen Abfallkategorien erzählt. Jetzt stellt sich heraus, dass sich diese Kategorien nur auf die Handhabung und den Transport beziehen, nicht aber auf die Lagerung.

Neuerdings spricht die Atomindustrie von langlebigen und kurzlebigen Isotopen, einmal mehr eine neue Sprachregelung für ein ungelöstes Problem.

Die Sache hat mir keine Ruhe gelassen. Ich habe Anfang Januar dieses Jahres schriftlich über die Dokumentationszentrale – diese Anfragen gehen ja anonym weiter – die Verwaltung angefragt, über die Quantität des Abfalls in Tonnen und Kubikmetern, aufgeschlüsselt nach Medizin, KKW, Forschungsreaktoren sowie übrige Industrie. Dies scheint mir eine berechnete Frage. Kurz danach habe ich eine Antwort bekommen. Jetzt hören und staunen Sie: «Eine Datenbank zur Erfassung von Mengen von radioaktivem Abfall ist erst im Aufbau. Im Moment sind keine Quellen vorhanden, die auf Ihre Frage eine Antwort geben könnten. Lediglich ein zeitaufwendig-

ges Zusammenstellen einzelner Kontrolldaten, über die die Sektion verfügt, könnte nur teilweise Ihre Fragen beantworten.» Ich habe dann insistiert und gesagt: Wenn Ihr es nicht wisst, dann schätzt es ab. Schliesslich diskutieren wir seit fünfzehn Jahren über dieses Problem. Jetzt habe ich eine Dokumentation bekommen. Sie enthält eine Schätzung über das Abwracken eines fiktiven KKW, fünf Jahrgänge des Berichtes des Bundesamtes für Gesundheitswesen, in dem steht, wieviel Abfall Würenlingen in diesen Jahren bekommen hat und was damit gemacht worden ist. Aber es steht nicht, woher er kam.

Dann hat man mir noch das Kapitel 6 des Nagra-Berichts von 1985 beigelegt, der eine Projektion in die Zukunft ist, und dann diesen Bericht, aus dem ich Ihnen vorhin zitiert habe, in dem der Sachbearbeiter sagt, dass es die Einteilung in schwach-, mittel- und starkaktive Abfälle im Grunde genommen gar nicht gibt. Wir müssen nach den Vorstellungen der Verwaltung in der Schweiz zuerst ein Loch für eine Deponie graben und dann schauen, was in dieses Loch hineingeht. Hierauf will man den Abfall anhand der Eigenschaften der Deponie definieren. Man will das Ross am Schwanz aufzäumen.

Ich habe einfach Angst, dass man, wenn den Behörden in einigen Jahren der radioaktive Müll bis zum Hals steht, die Definitionen des Abfalls tatsächlich – aber dann politisch – nach dem verfügbaren Loch richten wird. Ich protestiere dagegen, dass man uns so behandelt, dass man nach Jahrzehnten der Diskussion uns immer noch zu sagen wagt: «Wir wissen gar nicht, wieviel radioaktiven Abfall wir in der Schweiz haben.»

Das ist nur ein weiterer Grund, den Initiativen zuzustimmen, um dem Schrecken ein Ende zu machen.

Wanner: Wenn man heute morgen die Debatte verfolgt hat, kommt man nicht um den Eindruck herum, in einer Art energiepolitischer Scheinwelt zu leben, die geprägt ist durch ein gutes Stück Unredlichkeit und Fehlverhalten. Wir leben in einem Zustand der forcierten wirtschaftlichen Entwicklung, des nach wie vor anhaltenden Trends zur Freizeitgesellschaft und der steigenden Ansprüche jedes einzelnen.

Herr Bodenmann hat mit seiner rhetorischen Breitseite die Bürgerlichen in diesem Land für diese Entwicklung verantwortlich gemacht. Herr Hubacher hat nachgedoppelt, was im übrigen ihr gutes Recht ist.

Zu sagen ist aber immerhin, dass die schweizerische Energiepolitik seinerzeit durch Bundesrat Willi Ritschard begründet wurde und im Prinzip durch die Ausstiegs-Initiative aufgekündigt worden ist. Es wurde sowohl von Herrn Hubacher wie von Herrn Bodenmann – ob bewusst oder nicht – übersehen, dass auch die ihnen nahestehenden Kreise von der wirtschaftlichen Entwicklung in diesem Land mitprofitiert haben. Sie werden mir nun sagen: Das ist kalter Kaffee oder politische Rhetorik. Aber wegdiskutieren lässt sich diese Tatsache eben nicht.

Die politische Unredlichkeit besteht für mich primär in zweierlei Richtungen. Wir decken den zunehmenden Strombedarf in unserem Land durch Atomstrom aus dem Ausland, betreiben damit eine Verdrängungspolitik und nehmen eine zunehmende Auslandabhängigkeit in Kauf. Gleichzeitig gehen wir hin und wollen die Wasserkraft ausbauen. Wir verärgern damit weite Kreise in unserer Bevölkerung: den Naturschutz, die Fischer und andere mehr. Ich sage damit nicht, dass wir nicht sektoriell oder dort, wo es als vernünftig erscheint, die Wasserkraft ausbauen sollen, aber wir betreiben damit nicht eine Problemlösung, sondern nichts anderes als eine «Pflasterli-Politik». Mit dem Verzicht auf Kaiseraugst ist Graben «gestorben», da hat Herr Luder vollkommen recht. Wer das nicht glauben will, der wird es erfahren müssen.

Im übrigen hätte ich gute Lust, der Moratoriums-Initiative zuzustimmen, weil wir ja letztlich in einem Zustand des faktischen Moratoriums leben. Ich finde es hingegen verfehlt, solcherlei in der Bundesverfassung festzuschreiben, darum werde ich auch bei der Moratoriums-Initiative nein stimmen.

Büttiker: Ob wir es wahrhaben wollen oder nicht, Schweden wird nicht aus der Kernenergie aussteigen. Soll die Schweiz dies tun? Soll die schweizerische Volkswirtschaft auf eine effiziente, saubere und wirtschaftliche Energieform verzichten an-

gesichts der Probleme der künftigen Weltenergieversorgung, angesichts des sich zuspitzenden wirtschaftlichen Wettbewerbs der Nationen, angesichts der bedrohlichen Belastung der Atmosphäre und Oekosphäre, angesichts der Anforderungen der für uns selbst geschaffenen Luftreinhaltebestimmungen, angesichts der Tatsache, dass rationeller Energieeinsatz und Energiesparen Grenzen beinhalten und teilweise auf einen vermehrten Einsatz von Strom angewiesen sind, angesichts ebenso der Tatsache, dass alternative und additive Energieformen auch langfristig nur einen bescheidenen Beitrag an die Lösung der Energieprobleme leisten können? Es ist die ureigenste Aufgabe des Parlaments, Weichen zu stellen und Entscheidungen vorzunehmen. Unsere seit Jahren gepflegte Moratoriumsmentalität, unter anderem in der Energiepolitik, mit haufenweisen Konzepten und Szenarien und endlosen Debatten, hat uns noch keinen Schritt weiter gebracht, hat keine weitere Kilowattstunde produziert, während der Verbrauch, sicher nicht aus Lust zur Verschwendung, dauernd steigt und aus französischen Kernkraftwerken gedeckt werden muss. Ein Moratorium, eine Denkpause, wie sie die Befürworter fordern, kann schon dem Namen nach keine Kreativphase sein, sondern ist bezeichnenderweise eine Pause im Denken. Ein Moratorium führt uns in einer dynamischen Umwelt in den Krebsgang und schliesslich genau zu demselben Ziel, zum Ausstieg aus der Kernenergie, wie es die Ausstiegs-Initiative zumindest offen und ehrlich anstrebt. Die Moratoriums-Initiative ist politische Taktik. Sie streut dem Stimmbürger Sand in die Augen, im Bewusstsein, dass das Volk die Ausstiegs-Initiative nicht will. Mit einem Moratorium werden die notwendigen Entscheidungen auf die lange Bank geschoben. Es ist unsere Pflicht, heute klar und transparent zu entscheiden. Die Wirtschaft ist bereit, in die Zukunft der Schweiz, in die Zukunft Europas zu investieren, aber nicht mit einem Moratorium. Es ist höchste Zeit, dass unsere Politik – vor allem unsere Wirtschafts- und Energiepolitik – wieder konsistent und tragfähig wird. Wie können wir eifersüchtig unsere Wettbewerbsfähigkeit im internationalen Chor der Industriestaaten bewahren, wenn wir gleichzeitig die nationalen Rahmenbedingungen für die Konkurrenten verschlechtern? Wie können wir die Entwicklung in der Hochtechnologie, u. a. in der Form geplanter Cim-Zentren, fördern und fördern, wenn wir gleichzeitig den «Lebenssaft» für diese Technologie verknappten und verteuern? Es wird allerhöchste Zeit, auch unsere «Berliner Mauern», die eine prosperierende Zukunftsentwicklung behindern, abzubauen.

Die Kardinalfrage lautet nämlich nach wie vor, womit die nach allen vollzogenen oder noch realisierbaren Sparanstrengungen übrigebleibende Energienachfrage am umweltfreundlichsten gedeckt werden kann. Die fossilen Brennstoffe können es nicht sein. Alternativenergien können bestenfalls fünf Prozent des gesamten Strombedarfs abdecken. Auch der Ausbau der Hydroelektrizität über Wirkungsgradverbesserungen hinaus ist von der Grössenordnung her nichts anderes als eine «Heftpflasterli-Energiepolitik», denn der Ausbau aller schweizerischen Wasserkraftwerke bringt höchstens einen Viertel der Leistung eines Kernkraftwerks, und gleichzeitig werden durch Baggerungen, Aufstauungen und Stollenbauten unverhältnismässige und kaum noch durchsetzbare Eingriffe getan. Da kann man natürlich die Energieszenarien anrufen und behaupten, man könne im Jahre 2025 84 Prozent des Strombedarfs aus Wasserkraftwerken decken, Herr Bodenmann; im Kanton Solothurn läuft Ihre Partei gegen alle Wasserkraftwerksbauten Sturm. Das ist zwar auch politische Realität: Gegen die unnötigen Eingriffe in die Flussläufe, die nichts bringen, bin ich auch. Aber deshalb muss die Konsequenz lauten, aus Vernunftgründen an der Nuklearkraft festzuhalten. Beide Initiativen sind darum abzulehnen, und zwar nicht nur von denen, welche die Bedeutung der elektrischen Energie im Räderwerk der Oekonomie erkennen können, sondern auch von denen, die um die Wichtigkeit einer effizienten und sauberen Energieform im Netzwerk der Oekologie wissen.

Fischer-Seengen: Zuerst im Sinne einer persönlichen Erklärung etwas zum Votum von Herrn Ledergerber: Er hat eine Lüge aufgetischt, die auch schon in der «Weltwoche» kolpor-

tiert worden ist. Ich soll in der Kommission gesagt haben, sobald die Initiativen abgelehnt seien, werde Graben gebaut. Tatsächlich habe ich bezüglich Offenhaltung der Option Kernenergie folgendes gesagt: «Danach sollen der Betrieb der bisherigen Werke aufrechterhalten, die Werke nachgerüstet und auf den neuesten Sicherheitsstandard gebracht werden. Weiter gilt es, das Know-how aufrechtzuerhalten und die Forschung weiterzuführen. Gelöst werden soll auch das Entsorgungsproblem.» Nun der entscheidende Satz: «Nach Ablehnung der Initiativen soll dann die Errichtung neuer Werke modernster Technologie ins Auge gefasst werden.»

Herr Ledergerber hat Kenntnis vom Protokoll. Er verbreitet deshalb wissentlich Unwahrheiten. Eine Lüge wird nicht wahrer, wenn sie wiederholt wird. Sie zeigt aber den Stil, wie die Initianten gedenken, den Abstimmungskampf zu führen, Herr Hubacher.

Zur Versorgung etwas zu den Aeusserungen vor allem von Herrn Thür und Herrn Ledergerber: Sie beschuldigen die Elektrizitätswirtschaft, Manipulation zu betreiben. Ich will keine Zahlenakrobatik vornehmen. Wir hatten bisher in der Regel Ueberschüsse. Wir hatten keine Knappheit. Wir hatten eine gewisse Reservekapazität. Das trifft zu. Dieser Winter hat jedoch gezeigt, dass sich die Situation gründlich ändert. Die Kapazitätsreserven werden sukzessive aufgebraucht. Seit Oktober des letzten Jahres haben wir einen konstanten Importüberschuss in der Grösse der Produktion des Kernkraftwerks Gösgen. In den nächsten Wintern wird diese Situation so bleiben, etwas mehr oder etwas weniger, je nach der Wasserführung. Wir haben eine Verbrauchszunahme von nahezu 3 Prozent. Die Inbetriebnahme neuer Anlagen ist in weiter Ferne. Die Abhängigkeit in der Stromversorgung wird deshalb zunehmen.

Was soll da eine Manipulation der Elektrizitätswirtschaft? Von einer besonders starken Absenkung der Stauseen im Sommer 1989, Herr Thür, ist mir nichts bekannt. Es wäre auch wirtschaftlich unsinnig, im Sommer die Stauseen abzusenken. Im übrigen hat die Elektrizitätswirtschaft leider keinen direkten Draht zu Petrus, sonst wären die Stauseen zu Winterbeginn nicht derart leer gewesen.

Herr Thür und Herr Bodenmann bagatellisierten den Beitrag, den die Kernenergie zum CO₂-Problem leisten kann. Herr Jaeger hat gestern im Zusammenhang mit dem Verkehr gesagt, jeder auch noch so kleine Beitrag in die richtige Richtung sei bedeutungsvoll. Ich bin auch dieser Meinung. Wenn wir mit der Nutzung der Kernenergie zur Lösung des CO₂-Problems einen Beitrag leisten können und wenn es auch nur ein kleiner ist, sollen wir dies tun. Die Internationale Energieagentur hat bekanntgegeben – ich zitiere aus der «Neuen Zürcher Zeitung» vom 1. Februar –, dass «im OECD-Raum ein massiver Ausbau der Kernenergie auf 70 Prozent der gesamten Stromproduktion über die kommenden zwanzig Jahre bewirken kann, dass der CO₂-Ausstoss im Jahre 2005 nicht höher wäre als im jetzigen Zeitpunkt». Immerhin ein erheblicher Erfolg.

Noch etwas zum Moratorium: Wir haben heute tatsächlich ein faktisches Moratorium, weil Importverträge den Bau eigener Anlagen unnötig machen, einen Bau, der praktisch auch kaum möglich gewesen wäre. Wenn wir aber nur dieses faktische Moratorium haben, haben wir die Freiheit, jederzeit wieder Anlagen zu projektieren und zu realisieren, wenn nötig zum Beispiel, wenn die Versorgungssicherheit dies erfordert. Ein Moratorium in der Bundesverfassung beraubte uns indessen dieser Freiheit. Wir wären verfassungsrechtlich blockiert. Wir wären damit erpressbar. Das Ausland, welches uns den Strom liefert, könnte dann mit uns machen, was es wollte. Wir wären ausgeliefert und hätten keine Handlungsfreiheit mehr.

Das ist einer der wichtigsten Gründe, weshalb wir die Moratoriums-Initiative ablehnen sollten.

Dreher: Es ist heute diverse Male vom Eges-Bericht gesprochen worden. Aus diesem, ursprünglich ausgewogen gedachten Bericht verproviantiert sich männiglich entsprechend seiner ideologischen Schablonen und Vorlieben, und die sind meist eindeutig. Aufgabe der Eges (Expertengruppe Energieszenarien) war, die Auswirkungen eines Baustopps und Ausstiegs aus der Kernenergie abzuschätzen. Im Jahre 2025 soll dieser möglich sein. Ich wäre dann 81 Jahre alt.

Da eine Abschätzung von Art und Folgen eines Ausstiegs ein schwieriges Unterfangen ist, muss mit Szenarien gearbeitet werden. Nun sind Szenarien für sich allein genommen ein gutes Arbeitsinstrument, um die zukünftigen Auswirkungen von isolierten Entwicklungen und Eingriffen darzustellen. Eines aber können Szenarien bestimmt nicht: die Zukunft voraussagen!

Jeder von Ihnen weiss, dass die Deutung der Zukunft nicht ganz problemlos ist. Vorhersagen über einen Zeitraum von mehr als einem Jahr sind daher schwierig und treffen folglich nur sehr selten aufgrund von Zufallsglück ein. Der Prophet, der zufällig richtig gelegen hat, ist dann für die Fachwelt der Grösste. Wir können Beispiele nennen:

Wie falsch waren doch die meisten dieser Konjunktur-, Bevölkerungs-, Wechselkurs- oder Börsenprognosen, an die wir uns alle noch erinnern können und die sich fast durchwegs nicht nur als falsch, sondern als grundfalsch entpuppt haben. Und wohin es führt, wenn Wissenschaftler oder Professorenzirkel über die Zukunft orakeln, haben wir schon in den sechziger Jahren erlebt. Im sogenannten «Kneschaurek-Bericht» sollte die Entwicklung der Schweiz nur über zehn Jahre – nicht über vierzig Jahre – abgesteckt werden. Wie jedermann weiss, ging der Schuss mit dieser Schweiz der 10 Millionen Einwohner ziemlich gründlich in die Binsen. Oder nehmen Sie die Prophezeiungen des «Club of Rome» mit seinen «Grenzen des Wachstums». Es lohnt sich wirklich, diesen Klassiker des Umdenkens heute, zwanzig Jahre danach, nochmals aus dem Archiv zu holen. Die letzte Goldmine wäre schon 1979 geschlossen worden, und ab 1991 – also nächstes Jahr – gälte bleifrei, nicht wegen der Schweizer Abgasverordnung, sondern wegen einer Welt ohne Blei. Und 1990, also jetzt, käme es zum grossen Zivilisationszusammenbruch, weil – immer gemäss «Club of Rome» – die Erschöpfung der letzten Erdölvorräte manifest wäre und diese folglich bereits zu Höchstpreisen gehandelt werden müssten. Sie wissen alle, dass das nicht der Fall ist.

Die Erdachse allerdings würde sich noch drehen – und das alles, weil einige Professoren am Schreibtisch ein Buch zu erfinden beliebten.

Diese völlig falschen Bücher bereiteten den geistigen Boden für die angebliche Ressourcenkrise der siebziger Jahre, welche – wie Sie alle wissen – nicht eingetroffen ist, an die sich Anfang der achtziger Jahre nahtlos die «umweltistische» Endzeit-, Umkehr-, Aussteiger- und Heilsbewegung angeschlossen hat. Wie heute wollten auch damals Politiker aller Parteien «sofort» ein Zeichen setzen. Politiker, die den Unterschied zwischen Vanadium und Mangan nicht einmal aus den Büchern kannten, begannen sich über Nacht als Rohstoffkundler zu gebärden. Es gibt nichts Neues! Aber beim Ausstieg aus der Kernenergie dürfen langfristige Prognosen Wissenschaftlichkeit beanspruchen und erheben erst noch Anspruch auf Glaubwürdigkeit. Sie weisen uns den Weg ins Paradies der sanften Energien; für ihre falschen Botschaften müssen sie keine Verantwortung übernehmen.

Tatsache ist, dass in den letzten zehn Jahren die Verbrauchsschätzungen der Elektrizitätswirtschaft alle eingetroffen, die Wind- und Solarkraftwerke jedoch bis heute nicht über das Laborstadium hinausgekommen sind. Soweit die Fakten, die auf dem Tisch liegen. Das ist wohl Beweis genug für Wunschenken und Wirklichkeit.

Die 85 000 Millionen Franken, die der Ausstieg kosten soll, sind ohnehin eine Nebensache, auf die wir gar nicht eingehen wollen.

Frau Mauch Ursula: Herr Büttiker, ob Sie es wahrhaben wollen oder nicht, nach Ministerpräsident Carlsson wird Schweden aussteigen.

Herr Fischer-Seengen, der Kernenergiebeitrag zum CO₂-Problem ist nicht nur sehr klein, sondern viel zu teuer. Und wenn Sie bei der Lösung des CO₂-Problems für jeden kleinen Schritt sind, warum waren Sie dann gegen die Tempolimiten? Das wäre ein guter Schritt gewesen, den Sie hätten unterstützen können.

Was soll man noch sagen, wenn der Kommissionspräsident und andere einmal mehr das Gespenst der Stromlücke an die

Wand malen, obschon mit den Eges-Szenarien brillant dargelegt worden ist, dass die Stromlücke tatsächlich nichts anderes ist als ein Gespenst bzw. ein Hirngespinnst von all jenen, die sich seit Jahren – oder beinahe Jahrzehnten – mit Händen und Füssen gegen eine Energiepolitik wehren, die diesen Namen verdient?

Herr Basler, die Option Kernenergie ist auch in der Version des inhärent sicheren Reaktors ein Luftschloss, weil Sie keinen Standort finden; denn die betroffene Bevölkerung kümmert der Begriff «inhärent sicher» wenig. Atomreaktor ist Atomreaktor – lassen Sie also diesen Strohhalm fahren. Herr Basler soll doch mal in Esslingen oder Herr Schüle in Schaffhausen oder am besten Herr Wyss Paul in Basel versuchen, ein Projekt eines so inhärent sicheren Reaktors zu lancieren. Ich bin fast sicher, Sie würden Ihre blauen Wunder erleben.

Die Schweizerin und der Schweizer – oder wenigstens ein Teil davon – halten nicht erst nach der Tat, nämlich der Ausstiegstat, Rat, wie das Herr Neuenschwander dargestellt hat, sondern vorher. Die SPS hat seit dem Jahre 1978 ein Energiekonzept, und zumindest seither und eigentlich noch viel länger steht für uns fest, dass die effiziente Nutzung aller Energieträger absolut im Vordergrund steht. Mit doppelter Moral, Herr Keller, hat das gar nichts zu tun.

Auf jeden Fall ist für uns der Stromimport aus dem Ausland keine Alternative; er war es noch nie. Es ist auch völlig daneben, wenn uns Herr Schüle und andere zu unterschieben versuchen, wir wollten Atomenergie durch fossile Energie ersetzen.

Wenn Herr Blocher behauptet, es sei bittere Wahrheit, dass wir mit unserer Energiepolitik Arbeitsplätze gefährden, so ist das bittere Polemik und weiter nichts. Ein einziger Blick ins Eges-Ausstiegsszenarium beweist, dass das Gegenteil der Fall ist. Sparpolitik schafft Arbeitsplätze, und das ist die gute Wahrheit.

Die Herren Schüle und Jeanneret haben so getan, als ob wir um die Bevölkerungswachstumsprobleme weltweit und das entsprechende Energiewachstum nichts wissen wollten. Herr Schüle hat gesagt, dass wir alle Energieträger nutzen müssen; das ist so nicht richtig: wir müssen die Energieträger mit neuester Technik so effizient wie möglich nutzen, und so wenig wie möglich davon und nicht einfach alles. Der Handlungsspielraum ist nicht sehr beschränkt, sondern sehr gross. Befassen Sie sich doch endlich ernsthaft mit den Eges-Szenarien und beten Sie nicht einfach das nach, was energiepolitischen Betonköpfen nicht in den Kopf will, nämlich die Resultate, die ihnen nicht passen.

Herrn Aliesch müsste man fragen, was der Unterschied zwischen Sparen und übertreibenem Sparen ist. Ist es übertreiben, wenn – wie im Ausstiegsszenarium dargelegt – weniger Energie verbraucht, weniger Umweltbelastung erzeugt und das erst noch volkswirtschaftlicher gemacht wird? Das ist wesentlich vernünftiger als alle andere Strategien und hat mit Gürtelenger-Schnallen überhaupt nichts zu tun. Sie haben übrigens heute nachmittag alle Gelegenheit, Ihren viel beteuerten Sparwunsch unter Beweis zu stellen.

Herr Neuenschwander, Sie finden Sparen statt Atomenergie sei eine unverantwortliche Philosophie; unverantwortlich in jeder Beziehung ist, wenn wir so weiterfahren, wie wir es bis jetzt gemacht haben. Wenn der Ausstieg so unverantwortlich ist, warum sind Sie aus Kaiseraugst ausgestiegen? Das ist doch der erste Schritt zum Ausstieg schlechthin.

Legen Sie doch, wie das Herr Fischer-Hägglingen vorschlägt, etwas ideologischen Ballast ab. Seien Sie konsequent mit dem Ausstieg, leiten Sie ihn endgültig ein.

Stimmen Sie unseren Initiativen zu.

Meier Fritz: Sie alle, Befürworter und Gegner von Atomkraftwerken, haben mehrere Initiativen der Nationalen Aktion zur Begrenzung der Einwanderung abgelehnt. Die eingewanderte Wohnbevölkerung erreicht nun 1,4 Millionen Personen. Da der jährliche Verbrauch von elektrischer Energie auf 5000 Kilowattstunden pro Person angesetzt werden muss, erfordert allein die eingewanderte Wohnbevölkerung eine jährliche Produktion von 7 Milliarden Kilowattstunden elektrischer Energie. Ohne Atomkraftwerke ist dieser Strombedarf nicht mehr zu

decken. Daher müssen beide Initiativen den Stimmberechtigten zur Ablehnung empfohlen werden.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Ledergerber: Herr Fischer-Seengen, Sie sind nicht der erste, der nicht mehr ganz glücklich ist über eine Aussage, die er in der Hitze einer Kommissionsberatung gemacht hat. Sie haben damals diese Aussage gemacht – wir haben uns alle gewundert, und wir haben uns damals auch gleich gefragt, ob das nachher im Protokoll stehen wird. Das haben wir so unter uns besprochen. Und tatsächlich, es stand nachher nicht im Protokoll. Es antwortet nicht jeder gleich so bissig, der etwas nicht mehr gesagt haben möchte, wie Sie das jetzt gemacht haben. Ich lade Sie ein, zusammen mit mir in der Dokumentationszentrale das Tonband abzuhören und Ihre Aussage zu verifizieren.

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.05 Uhr
La séance est levée à 13 h 05*

Atomenergie. Volksinitiativen

Energie nucléaire. Initiatives populaires

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Februarsession
Session	Session de février
Sessione	Sessione di febbraio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.032
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.02.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	92-117
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 296

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.